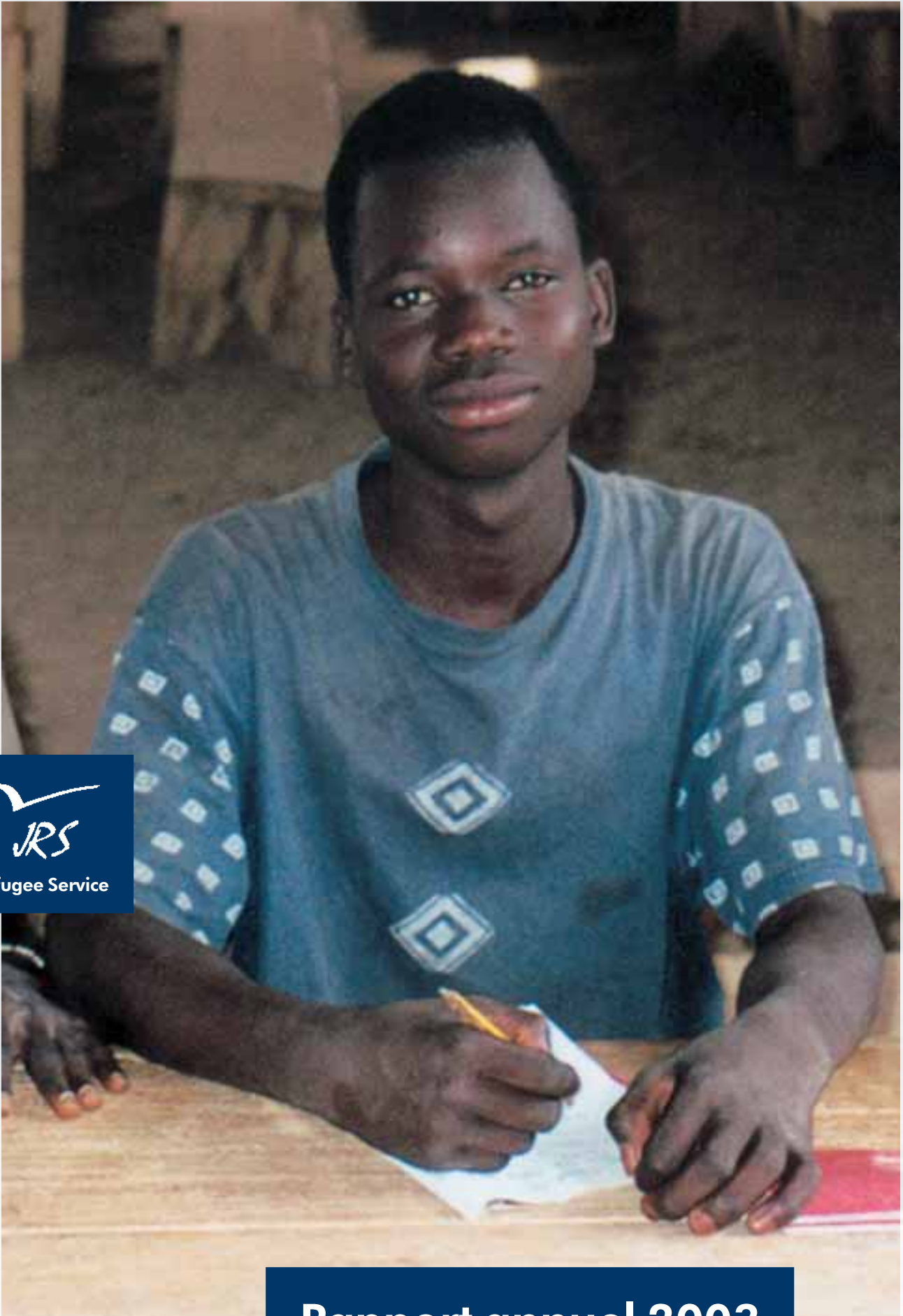


Service Jésuite des Réfugiés



Jesuit Refugee Service

Rapport annuel 2003

Le JRS a été fondé par le père
Pedro Arrupe SJ en 1980.

Le JRS est un organisme catholique
destiné à accompagner, servir et
plaider la cause des réfugiés et des
personnes déplacées de force.

Le **Rapport 2003** est publié en
français, anglais, espagnol et italien.

Photo de couverture:

Lluís Magriñà SJ/JRS

Un étudiant réfugié du Libéria,
camp de Lainé, Guinée

Editeur: Lluís Magriñà SJ

Rédacteurs: Hugh Delaney
James Stapleton

Production: Stefano Maero

Les articles peuvent être reproduits
avec indication de la source.

**Publications régulières du
Bureau International du JRS**

Dispatches, bulletin
bi-mensuel, publie des
nouvelles sur la situation des
réfugiés et des mises à jour sur
les projets et activités du JRS;
il est disponible gratuitement
par e-mail, en français,
anglais, espagnol, et italien.

Servir est une revue de 12
pages, publiée trois fois par
an, qui examine les centres
d'intérêt du travail JRS,
racontant des histoires de
réfugiés et de personnes
déplacées, ainsi que les projets
mis sur pied pour les aider.
Disponible en français,
anglais, espagnol, et italien.

Pour recevoir gratuitement
Dispatches et *Servir* abonnez-
vous à travers le site web
<http://www.jrs.net/lists/manage.php>



<http://www.jrs.net>

Sommaire

Message du Directeur International	3
Le JRS et l'advocacy	4
Guerre et paix	5
Afrique de l'Est	7
Grands Lacs	15
Afrique Australe	23
Afrique de l'Ouest	33
Asie Pacifique	39
Asie du Sud	49
Europe	55
Europe du Sud-Est	63
Amérique Latine et Caraïbes	71
États-Unis et Canada	79
Les publications du JRS	82
Les finances du JRS en 2003	83
Pour contacter le JRS	84

Le centre du JRS à Lisbonne, Portugal



Bruno Rascão



Message du Directeur International

Le Service Jésuite aux Réfugiés (JRS) est une organisation catholique internationale ayant comme mission d'accompagner, de servir et de défendre les droits de réfugiés et de personnes déplacées. Mais que signifie exactement cette mission?

Pour ceux qui travaillent avec le JRS, cette signification est claire. Cela veut dire reconnaître les réfugiés avec lesquels nous travaillons comme des individus et pas seulement comme des données de statistiques et des nombres, malgré l'échelle du problème. Cela veut dire marcher aux côtés de ceux qui ont été déplacés de chez eux suite à des guerres et de la violence, les aider à reconstruire leurs vies. Cela veut dire travailler pour trouver des solutions justes et durables à travers un engagement de longue durée à l'égard des communautés de personnes déplacées. C'est aussi écouter les réfugiés et être avec eux, et leur donner le soutien dont ils ont besoin pour surmonter le trauma, le désespoir et la souffrance infligés par le conflit.

Nous faisons cela par le biais de projets réalisés dans plus de 50 pays, en fournissant de l'aide aux réfugiés dans des camps de réfugiés, à des personnes déplacées dans leur propre pays, à des demandeurs d'asile dans les villes et dans les camps de détention. Nos principaux domaines d'action sont l'éducation, l'advocacy, l'aide d'urgence, la santé et la nutrition, les activités génératrices de revenus, et les services sociaux. Au total, plus de 376.000 personnes ont directement bénéficié de projets JRS en 2003.

Le JRS est aussi fortement impliqué en advocacy et droits de l'homme. Cela implique des campagnes et le lancement de réseaux pour sensibiliser au changement de politique et exercer une pression internationale sur ceux qui ne respectent pas leurs obligations en matière de protection des réfugiés.

Au cours de 2003, nous avons fortement concentré notre attention sur les problèmes des jeunes réfugiés, groupe particulièrement vulnérable, qui court des dangers très spécifiques en cas de guerre ou de conflits, qui sont, de loin, les principales causes de déplacement. Les difficultés de scolarisation, le risque d'exploitation sexuelle et de recrutement dans les armées, en plus du trauma infligé sur de jeunes esprits,

tout cela peut laisser des cicatrices dévastatrices sur des communautés entières et crée d'immenses problèmes difficiles à résoudre.

Le JRS a continué à travailler avec des centaines de milliers de jeunes réfugiés dans le monde, en les aidant à obtenir ce à quoi ils ont droit, comme l'éducation et les soins de santé au cours de leur déplacement, ainsi qu'en leur offrant des activités alternatives comme la formation professionnelle et des activités génératrices de revenus.

Nous avons pu réaliser nos projets grâce aux efforts de plus de 500 collaborateurs, dont la majorité offrent bénévolement leurs compétences, ainsi que grâce aux efforts de nombreux réfugiés recrutés pour participer aux projets. Une aide d'importance vitale est aussi venue de nos nombreux amis, de nos supporters, d'organismes partner et de donateurs. Que chacun d'entre eux, que vous tous qui avez rendu possibles les résultats positifs soulignés dans ce rapport, soient remerciés du fond du cœur.

Lluís Magriñà SJ



Le JRS et l'advocacy

A mesure que nous continuons notre mission d'accompagner, de servir et de défendre les droits de personnes déplacées, l'advocacy est devenue de plus en plus importante pour le JRS. Mais que signifie au juste l'advocacy pour l'organisation? Pour le JRS, l'advocacy comprend toutes les actions visant à:

- renforcer les droits des réfugiés et des personnes déplacées;
- améliorer la manière par laquelle les réfugiés et les personnes déplacées sont traitées;
- appuyer les actions gouvernementales et institutionnelles visant à abolir les causes fondamentales du déplacement forcé;
- encourager des solutions durables.

Pourquoi?

Le JRS est profondément conscient du fait que l'advocacy peut résulter en changements de politiques qui peuvent directement affecter les vies de réfugiés et de personnes déplacées – en traitant les causes, plutôt que les symptômes des problèmes que ces groupes de personnes doivent affronter.

Le JRS a le potentiel voulu pour que son travail d'advocacy ait un impact consistant, étant donné que le JRS est une des quelques organisations humanitaires ayant toutes les caractéristiques suivantes:

- une présence étendue sur le terrain, en travaillant directement avec des réfugiés et des personnes déplacées;
- de la crédibilité construite sur la précision des informations recueillies sur le terrain;
- une présence dans les centres de pouvoir (à Genève, Rome, Bruxelles, Washington);
- un engagement au travail d'advocacy comme partie fondamentale de son mandat.

2003 est une année-clé

C'est en 2003 que le JRS a mis l'accent sur la réalisation de son potentiel en advocacy de manière à défendre les droits des

réfugiés et des personnes déplacées. En 2003, le JRS a engagé un coordinateur international pour l'Advocacy, de façon à développer le réseau JRS; en novembre 2003 s'est tenue la première réunion internationale du réseau international JRS pour l'advocacy, avec des représentants de toutes les régions dans lesquelles le JRS est présent.

Pour la première fois, des gens JRS qui font des campagnes sur des sujets aussi différents que la détention de demandeurs d'asile et les migrants irréguliers, les enfants soldats, la nature volontaire des rapatriements, les solutions durables pour réfugiés, l'octroi aux réfugiés du pouvoir de réclamer leurs droits – toutes ces personnes ont eu l'occasion de se réunir et d'établir des parallèles de leur travail sur ces questions, et ce dans les contextes africain, asiatique, latino-américain et européen.

Pour suivre les progrès faits au cours de cette première réunion du réseau, les régions JRS tiennent maintenant des réunions et des formations régionales sur l'advocacy. Les JRS Europe, Asie Pacifique, Afrique Australe, Afrique de l'Ouest, Grands Lacs et Afrique de l'Est ont tous des réunions ou des laboratoires de formation sur l'advocacy pour leurs personnels. Ainsi, le JRS s'assure que l'advocacy a une place de priorité dans son travail, et que tout le personnel et les bénévoles du JRS dans le monde comprennent le rôle qu'ils peuvent jouer pour lancer un défi aux injustices qu'ils rencontrent en accompagnant et servant les réfugiés et personnes déplacées.

En tant que témoin de premier plan des immenses injustices souffertes par tant de réfugiés et personnes déplacées, le JRS a un immense potentiel pour influencer les politiques qui affectent les bénéficiaires de projets. Mais cela seulement si son travail d'advocacy est bien coordonné et structuré, et que la capacité de son réseau est construite. C'est en 2003 que le JRS a commencé à coordonner et structurer son travail d'advocacy de façon à dégager cet immense potentiel.

Melanie Teff,
coordinatrice de l'advocacy





Hugh Delaney/JRS



Paolo Cereda/JRS

Guerre et paix

Selon de prudentes estimations, il y a au moins 40 millions de réfugiés et de personnes déplacées dans le monde, dont beaucoup vivent dans des camps surpeuplés, des colonies de peuplement de réfugiés, ou simplement cachés dans des villes. La plus grande majorité a dû s'enfuir à cause de conflits et violences, soit parce que visés directement par des armées ou groupes rebelles, ou, plus souvent, parce que pris entre des factions en guerre, indifférentes à leurs souffrances.

De toutes les personnes déplacées avec lesquelles travaille le JRS, seuls les Bhoutans au Népal se sont déplacés sans qu'il n'y ait de conflit ouvert. Le JRS travaille dans plus de 50 pays.

Les conflits continuent à affecter des millions de civils chaque année, détruisant maisons, villages, terres cultivées. Voici quelques exemples récents de régions où travaille le JRS: la Colombie, où plus de 2 millions de personnes se sont déplacées suite à une longue guerre civile; le Soudan, où environ 5 millions de personnes vivent en déplacement, ayant fui leurs régions en guerre pour la relative sécurité de Khartoum et autres lieux; enfin, les Balkans, où, malgré la fin du conflit, environ un million de personnes sont encore déplacées, dont beaucoup vivent en très mauvaises conditions. Ceci n'est que quelques exemples des nombreuses zones de conflits dans le monde.

Le JRS peut témoigner des effets dévastateurs que les conflits ont sur la société. Ils suppriment les possibilités d'éducation, détruisent les structures sanitaires, les activités productrices, et minent le tissu social des communautés. Beaucoup de projets JRS consistent à aider les communautés qui ont souffert de la guerre, en offrant des possibilités d'éducation aux jeu-

nes, et en incluant dans ces programmes l'éducation à la paix et à la résolution de conflits.

En 2003, on a espéré que la guerre serait finie dans de nombreuses régions où elle sévissait. En Afrique, les processus de paix au Soudan, au Burundi et dans la République Démocratique du Congo ont été suivis de près par des millions de réfugiés qui désirent fortement rentrer chez eux et vivre en paix (voir les pages 11 et 18-21). En Asie, le plus clair exemple est le Sri Lanka où les efforts de paix ont aussi donné de l'espoir à des centaines de milliers de personnes qui sont encore déplacées, et cela malgré les récentes difficultés rencontrées aux négociations de paix (voir page 52).

Il suffit de voir ce qui s'est passé en Angola en 2003 pour comprendre que les conflits de longue durée peuvent finir, permettant à des millions de personnes déplacées de rentrer chez elles. La guerre, qui a duré 27 ans, est finie, et le programme de rapatriement volontaire (voir les pages 26 et 27) a commencé, en faveur de personnes qui étaient en exil depuis des dizaines d'années. Le nouveau défi, pour l'Angola, est maintenant de reconstruire une nation que tant d'années de guerre et destruction ont ravagée.

Quand un conflit se termine, toutefois, l'attention des media et des financements internationaux tourne ailleurs, ce qui laisse les vraies victimes de la guerre sans soutien pour reconstruire leurs vies. Une nation qui retrouve la paix a besoin d'aide continue de la part de la communauté internationale pour reconstruire les infrastructures et renforcer la stabilité politique, la réconciliation et le respect des droits de l'homme, assurant donc que les causes fondamentales des conflits et déplacements soient extirpées de ces sociétés.

Ceux qui ont travaillé avec les réfugiés sont les mieux placés pour savoir que quand quelqu'un est privé de tout support matériel, il ne lui reste que la valeur de son héritage culturel et spirituel.

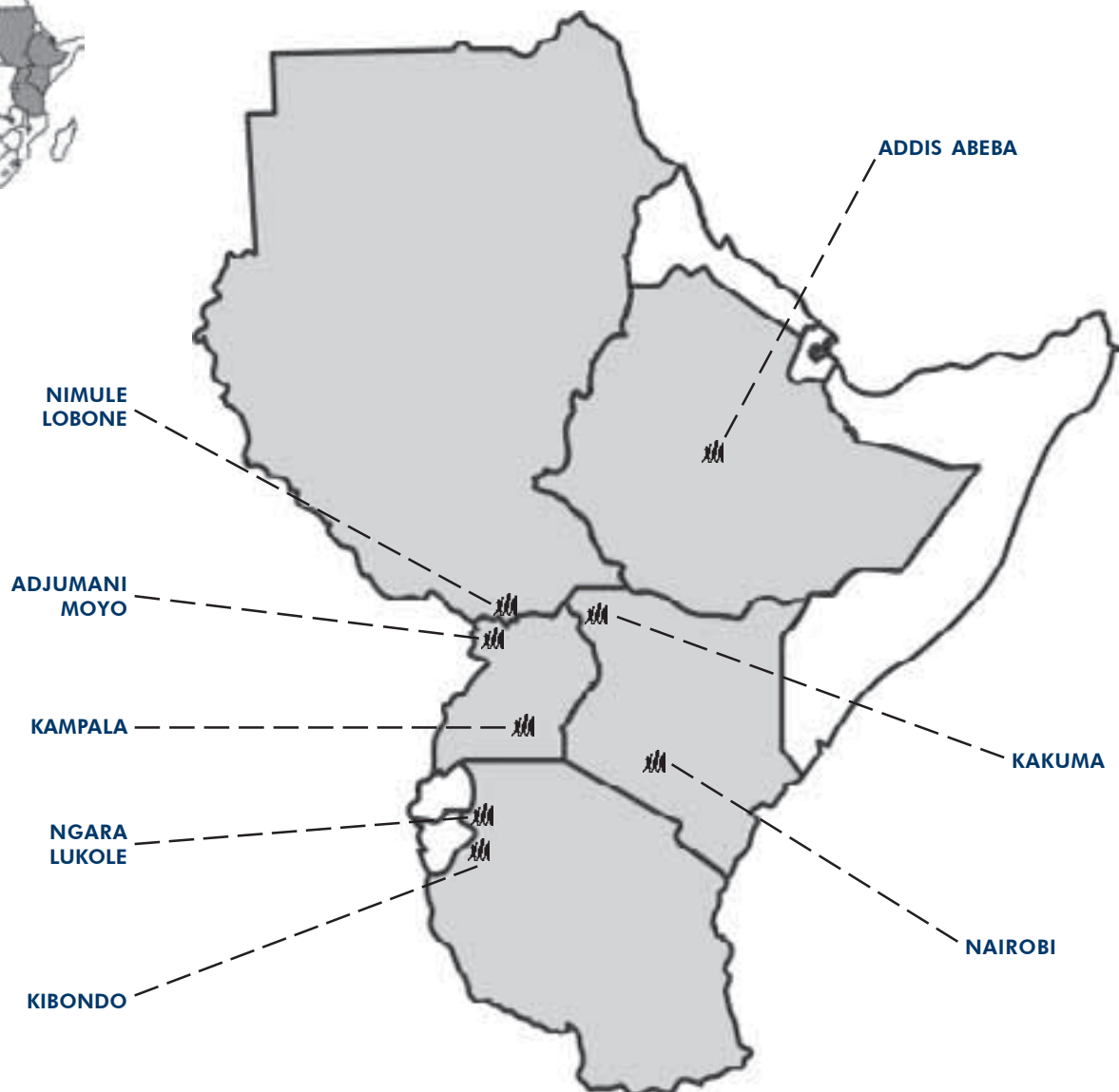
Il m'est venu à l'esprit que l'expression birmane pour réfugié est *dukkha* – 'celui qui doit supporter la souffrance'. Dans ce sens, personne d'entre nous ne peut éviter de savoir ce que c'est que d'être réfugié. Le refuge que nous tous recherchons, c'est la protection contre des forces qui nous arrachent à la sécurité et au confort, physiques et mentaux, qui donnent dignité et sens à l'existence humaine.

Aung San Suu Kyi, *Vers un vrai refuge* (1993)



JRS Afrique de l'Est

AFRIQUE DE L'EST



Participants à l'éducation à la paix, Nimule, Soudan du Sud



Le JRS en Afrique de l'Est a conclu l'année 2003 avec de grands espoirs de paix pour les populations du Burundi, du Soudan, de la République Démocratique du Congo et de la Somalie. Il y avait plus de 5 millions de personnes déplacées dans la région en 2003. Plus d'un million venait de la région des Grands Lacs, dont la plupart ont vécu dans des camps les dix dernières années. Ils aspirent à retourner chez eux et vivre en paix.

Le plus grand groupe rebelle au Burundi, le FDD, a rallié le gouvernement de transition fin 2003. Le FNL, un groupe rebelle plus petit, n'a pas adhéré au processus de paix, mais il y a néanmoins un grand espoir que ce processus de paix soit irréversible au Burundi.

La République Démocratique du Congo a vu de grands progrès politiques en 2003 mais beaucoup de réfugiés adoptent une politique d'attentisme jusqu'à ce que l'ordre public soit véritablement établi dans la plus grande partie du pays.

Les pourparlers de paix somaliens à Nairobi et à Eldoret au Kenya ont fait de grands progrès en amenant les différentes factions à se rencontrer, mais l'on verra en 2004 si ces pourparlers engendrent une paix et une sécurité réelles dans le pays.

On espérait que les pourparlers au Soudan en 2003 se seraient conclus avec la signature d'un accord de paix. Cependant, une série de problèmes l'ont retardée, mais de grands progrès ont été faits. On espère que l'année 2004 portera une paix durable dans un pays qui a souffert de la mort tragique de plus de 2 millions de personnes et du traumatisme lié à de nombreuses années de guerre.

Le JRS attend avec impatience une paix durable pour tous. Les principales victimes de ces conflits sont des civils. Ce fait est encore choquant dans le Nord de l'Ouganda où l'enlèvement d'enfants et leur insertion dans la guerre, comme au cours des 15 dernières années, étaient encore d'actualité en 2003. Nous finissons 2003 avec de grands espoirs de paix dans beaucoup de pays de notre région et aussi avec le profond désir que la tragédie de la guerre dans le Nord de l'Ouganda puisse prendre fin grâce au dialogue et non grâce au canon d'un revolver.

John Guiney SJ, directeur du JRS Afrique de l'Est

KENYA



Directrice du JRS Kenya
Jane Munge

Le Kenya continue d'accueillir des milliers de réfugiés venant de la région des Grands Lacs et de la Corne d'Afrique. Ils sont situés dans les camps de réfugiés de Kakuma (88.632) et de Dadaab (133.428), plus 100.000 autres à Nairobi. Jusqu'à maintenant, la plus grande réalisation du nouveau gouvernement a été le programme d'éducation primaire gratuit, dont ont bénéficié les autochtones et quelques réfugiés. Des campagnes contre le SIDA, pour des soins médicaux abordables et pour trouver une solution à la situation critique des plus défavorisés, continuent. Des progrès significatifs ont été faits en ce qui concerne l'ébauche du projet de loi sur les réfugiés, encore en discussion au parlement, qui, s'il devient loi, fournira un cadre légal pour l'assistance et la protection des réfugiés. Une réponse inadéquate aux besoins essentiels et l'incapacité d'atteindre un niveau de vie acceptable dans le programme pour les réfugiés au Kenya sont devenus la normalité; il y a eu des problèmes d'insécurité et des rixes dans le camp.



NAIROBI Le projet a pour objectif de restaurer la sensation de bien-être et de dignité chez les réfugiés en offrant un soutien qui réduise les souffrances, qui encourage l'espoir et qui les renforce dans leur vie. Cela est fait au moyen d'assistance matérielle et financière pour les besoins essentiels en nourriture, en vêtements et en logement, de soins médicaux et obstétricaux, et de nourriture supplémentaire pour les enfants de moins de 7 ans et les malades du SIDA. Une assistance est offerte pour répondre aux besoins psychologiques, sociaux et spirituels. Le programme est appliqué dans plusieurs paroisses de l'archidiocèse de Nairobi en étroite collaboration avec les curés et les assistants sociaux. Dans l'ensemble, près de 2.500 personnes ont bénéficié du projet en 2003.

soutien aux paroisses

NAIROBI Actuellement, le programme de bourses du JRS assiste 8 étudiants universitaires et 20 étudiants de l'enseignement supérieur, ainsi que 2 élèves du secondaire et 2 du primaire en payant les frais et les dépenses inhérentes à leurs études, en suivant leurs progrès et en offrant aide et ateliers. 3 étudiants de l'enseignement supérieur ont terminé leurs études en décembre.

éducation

Camp de KAKUMA Le JRS fournit une assistance financière aux réfugiés pour pouvoir fréquenter les écoles Kenyanes. En 2003, 17 jeunes filles ont été inscrites à des pensionnats, 28 nouveaux étudiants ont été inscrits à des écoles secondaires en dehors du camp, et un soutien financier continu a été fourni à 85 étudiants.

NAIROBI Le projet concernant les activités rémunératrices est surtout centré sur les réfugiés urbains avec la priorité donnée aux femmes avec enfants, aux personnes vulnérables et à ceux qui ont une formation ou de l'expérience dans l'artisanat. Le projet offre aux réfugiés l'opportunité de prendre de l'assurance, de se développer en tant que personne, d'améliorer la gestion financière et de développer la créativité. Cela a été une entreprise que d'améliorer la formation des réfugiés, leur offrir des opportunités pour une aide financière (prêts) pour commencer des petites activités afin d'accéder au bien-être et à l'autonomie financiers.

activités rémunératrices

Réalisations/Bénéficiaires:

- 45 personnes ont reçu des prêts pour commencer une activité

KAKUMA Les services sociaux du JRS, à travers leurs projets de soutien et de formation, sont focalisés sur le service aux plus vulnérables dans le camp, c'est-à-dire les jeunes filles mères, les réfugiés atteints de maladies mentales ou avec des problèmes d'apprentissage, les victimes de discriminations et de violences sexuelles, et ceux avec des problèmes psychologiques.

services sociaux

Réalisations/Bénéficiaires:

- 45 réfugiés psychologiques ont fourni assistance à 831 clients par mois en moyenne
- activités variées de réhabilitation dans des centres d'accueil diurnes pour 135 jeunes
- 2 cours de formation en advocacy pour 54 membres des services sociaux du JRS



UGANDA

Le climat économique et social continue de manifester une amélioration régulière dans le Sud, alors qu'un nombre croissant de personnes a été forcé à se déplacer à cause du conflit ou de la sécheresse dans le Nord. Le groupe rebelle LRA (Armée de Résistance du Seigneur) continue de commettre des atrocités contre les civils dans le Nord, où l'on estime à un million les personnes déplacées. Les services de santé et d'éducation sont minimes vu qu'un grand nombre de membres qualifiés du personnel soignant et d'enseignants ont fui les zones de conflit par peur de l'insécurité. Sur un total de plus de 200.000 réfugiés en Ouganda (principalement soudanais), environ 150.000 vivent dans les districts du Nord où leur ont été données des terres pour s'installer et pour lancer quelques activités agricoles, même si dans les villages de réfugiés et aux alentours, la sécurité reste une source de préoccupation. Les réfugiés soudanais mettent leurs espoirs de rapatriement et de réinstallation dans les pourparlers de paix en cours à Naivasha.

Directeur du JRS Ouganda
Aden Raj



éducation **ADJUMANI, MOYO** La mission du JRS à Adjumani a commencé en 1993 puis à Moyo en 1999. L'éducation et le service pastoral sont le soutien le plus important apporté aux réfugiés. En tant que partenaire du HCR sur le terrain, le JRS collabore aussi avec d'autres ONG afin d'assurer que les meilleurs services possibles sont fournis.

Réalisations/Bénéficiaires:

- assistance à 61 crèches, 46 écoles primaires et 4 secondaires
- programme de formation supérieure pour 158 enseignants à temps plein et à temps partiel
- soutien à plus de 35.000 étudiants avec le support de 748 enseignants et une équipe de soutien de 413 personnes

advocacy **ADJUMANI, MOYO** Encourager l'égalité des sexes était une priorité pour le JRS Adjumani-Moyo en 2003. Le projet pour l'advocacy pour l'année 2003, qui a identifié et élaboré un plan de mesures de discrimination positives (APP) pour l'éducation des petites filles et des jeunes filles, a été lancé à la rencontre nationale du JRS en octobre 2002 pour traiter du problème de l'inégalité des sexes, améliorer le niveau de fréquence scolaire, les résultats scolaires et la santé des étudiantes du secondaire.

projet urbain **KAMPALA** L'assistance offerte par le JRS cible les demandeurs d'asile vulnérables sans le support d'une communauté, avec de maigres ressources personnelles, les femmes qui ont subi des sévices sexuels, les femmes seules avec enfants, les familles nombreuses, les personnes âgées, les infirmes et les porteurs de handicap.

Réalisations/Bénéficiaires:

- aide alimentaire fournie chaque mois à 336 familles de demandeurs d'asile
- loyer payé à 540 familles avec beaucoup de personnes à charge et celles sans logement
- soins médicaux pour 40 personnes, principalement femmes et enfants
- achat de médicaments pour 125 personnes, aide légale de base et conseils pour 435 personnes
- visites à domicile régulières à 267 familles vivant dans le besoin

pastorale/paix **ADJUMANI, MOYO** Le soutien apporté par l'équipe pastorale aux 37 villages à Adjumani et aux 14 autres à Moyo est un projet ambitieux. Il appuie les activités de la mission de l'église locale en célébrant les sacrements et les offices, en coordonnant des groupes pour les jeunes et les femmes, en soutenant des activités rémunératrices, en organisant des rencontres et en apportant de l'aide à travers la formation de catéchistes et de leaders laïcs. Le programme d'éducation à la paix a un impact profond aussi bien sur la communauté que sur les écoles primaires et secondaires où il est en général enseigné en parallèle avec le programme scolaire.

SOUDAN



Avec un accord de paix qui semble plus probable, vu les progrès faits dans les pourparlers de paix sur le partage du pouvoir, le partage des richesses, les aspects de l'administration et le statut de certaines zones contestées, le pays, et plus spécialement le Sud, doit faire face à une très lourde tâche de reconstruction et de réhabilitation sociales et économiques. Il y a plus de deux millions de morts dans le Sud du Soudan, plus de quatre millions de personnes déplacées dans les camps à Khartoum et ses alentours et dans le Sud, conséquence du conflit qui dure depuis longtemps. La guerre au Soudan n'a pas seulement provoqué agonie, souffrance et déplacement de la population civile, elle a aussi détruit les infrastructures économiques et sociales, y compris les équipements scolaires. L'état du pays stimule fortement toute la population du Soudan et toutes les agences humanitaires à aider le gouvernement à formuler une politique bien conçue et ciblée qui aide les personnes à recouvrer avant toute chose leur dignité, leur fierté et l'estime de soi.



Plus de 250.000 Soudanais bénéficient directement de nos programmes d'alphabétisation pour les crèches, le primaire, le secondaire et les adultes. Nous devons, à travers l'éducation, nourrir et renforcer le potentiel humain qui pourra fournir l'impulsion pour le développement et le changement.

éducation/pastorale

NIMULE Nimule est un camp soudanais de personnes déplacées situé dans l'extrême Sud du Soudan, à la frontière avec le Nord de l'Ouganda. Bien que la population de la zone soit principalement composée de personnes déplacées, la population indigène a commencé récemment à revenir. La majeure partie des habitants ici dépendent de la distribution de vivres du CRS (Catholic Relief Services). Le soutien du JRS aux écoles inclut la fourniture de manuels et de matériel scolaires, la formation d'enseignants, des primes d'encouragement pour les enseignants, et un support pour la maintenance et la construction d'édifices scolaires. Le soutien aux paroisses inclut un support financier et technique pour les nombreuses activités pastorales.

Réalisations/Bénéficiaires:

- matériel scolaire fourni à 5.735 élèves de 14 écoles primaires
- assistance à 838 élèves du secondaire
- 688 adultes inscrits à des cours d'alphabétisation et 77 à des formations professionnelles
- primes mensuelles pour 120 enseignants du primaire et 24 du secondaire
- ateliers pour tous les enseignants et les directeurs d'écoles

LOBONE À Lobone, les activités économiques pour devenir autonomes sont trop minimes et inadéquates pour donner aux personnes les moyens de prendre leur propre vie en main, et encore moins de prendre en main leurs écoles sans une aide extérieure. Au cours de ces trois dernières années, la communauté a bien accueilli les activités éducatives appuyées par le JRS, qu'elle soutient là où c'est possible. Comme la population adulte à Lobone est fortement illettrée, leur contribution à l'éducation des enfants est limitée, en particulier pour ce qui est de les motiver et de les encourager à aller à l'école. La présence à l'école est par conséquent souvent irrégulière. Le JRS apporte aussi son assistance aux activités pastorales pour les personnes vivant à Lobone, à travers un support à la paroisse catholique de Lobone.

Réalisations/Bénéficiaires:

- assistance à 2.800 élèves des 5 écoles primaires avec 80 instituteurs
- programme d'alimentation scolaire tout au long de l'année
- assistance de 44 enseignants à 2.500 élèves dans 10 crèches
- construction de 2 bâtiments de 8 classes et de 2 bureaux pour l'école secondaire
- activités de formation pour 44 enseignants de l'école maternelle, 80 du primaire, 7 du secondaire et 20 pour l'alphabétisation des adultes
- ateliers communautaires pour l'éducation et les autorités civiles, les enseignants, les jeunes, les femmes et les animateurs socioculturels
- 8 centres pour apprentis adultes avec 142 apprentis et 20 instructeurs
- construction et ouverture d'un centre de documentation communautaire/bibliothèque



TANZANIE

La Tanzanie jouit d'un climat politique démocratique et pacifique. Il accueille environ un demi-million de personnes qui ont fui les conflits dans la région des Grands Lacs. À peu près 350.000 d'entre eux viennent du Burundi. Dans les premiers mois de l'année 2003, la situation politique du Burundi a commencé à changer considérablement. Suivant les accords de paix de Arusha, un transfert pacifique du pouvoir présidentiel a eu lieu en mai et les négociations de cessez-le-feu et de paix ont continué tout au long de l'année. Grâce aux nouveaux espoirs de paix, 43.409 réfugiés burundais dans le district de Kibondo ont opté pour un rapatriement volontaire, et 19.107 d'entre eux sont déjà partis. Il en est de même pour les réfugiés vivant dans les camps des districts de Kigoma, Kasulu et Ngara. Cependant, malgré le développement positif au Burundi, il y a encore une attitude d'attente pour voir si le nouveau gouvernement réussit à mettre en pratique les accords de paix de Arusha, à mettre fin aux violences en cours et finalement à établir une paix durable.

Directeur du JRS Tanzanie
Romy Cagatin SVD



Radio Kwizera **NGARA, KIBONDO** Radio Kwizera a commencé à transmettre en août 1995, alors que plus d'un demi-million de réfugiés ruandais étaient accueillis dans l'Ouest de la Tanzanie, dans les districts de Karagwe et de Ngara. Depuis le début de l'année 1997, Radio Kwizera s'est adressée aux réfugiés burundais en kirundi et en français, ainsi qu'à la population tanzanienne locale en kiswahili et en anglais. Actuellement, Radio Kwizera transmet 14 heures par jour, sept jours sur sept. C'est une radio communautaire qui offre aux réfugiés des informations sûres concernant la situation en cours aussi bien en Tanzanie qu'au Burundi. Les programmes couvrent des sujets comme le cessez-le-feu, la paix et la réconciliation, des problèmes culturels, etc.

Réalisations/Bénéficiaires:

- introduction de nouveaux programmes comprenant des pièces radiophoniques, des discussions et des chroniques
- formation en mixage et rédaction, ainsi qu'en gestion et en journalisme
- coopération avec d'autres médias
- distribution de radios dans les écoles primaires du district de Kibondo

école maternelle **Camp de LUKOLE, Ngara** Fin 2003, il y avait 94.000 réfugiés, pour la plupart burundais, dans les camps de Lukole, dans le district de Ngara, Ouest de la Tanzanie. De janvier à septembre, 16.340 réfugiés des camps de Lukole ont été rapatriés au Burundi. Le projet d'éducation maternelle du JRS a commencé dans les camps de Lukole en 1998 quand les parents ont exprimé le besoin d'assurer l'instruction des enfants de six ans à l'intérieur du camp. Le JRS a répondu en montant un projet pour former des enseignants et en construisant cinq écoles maternelles. En 2003, le JRS a accompli son mandat initial, c'est-à-dire la construction de cinq écoles, la formation d'un groupe d'enseignants sur les méthodes et la gestion de l'école maternelle, et l'écriture et l'application d'un programme pour les enfants de six ans, approprié aux réalités d'un camp de réfugiés.

Réalisations/Bénéficiaires:

- création de 2 équipes d'éducation spéciale pour les enfants handicapés
- construction de nouvelles classes dans quatre des écoles maternelles
- construction et ouverture de nouvelles écoles et de deux nouvelles bibliothèques en septembre-octobre
- sélection et formation de 33 enseignants et de 33 éducateurs spécialisés
- distribution aux élèves de porridge une fois par semaine et de biscuits deux fois par semaine

socio-pastorale **NGARA, KIBONDO** Le JRS offre une assistance pastorale aux réfugiés dans le district de Kibondo, travaillant en particulier avec les jeunes, et faisant une campagne de sensibilisation contre les dangers liés au SIDA, à travers des activités culturelles et des discussions. L'éducation à la paix et la résolution des conflits sont aussi encouragées, les communautés chrétiennes sont supportées spirituellement, et une formation en assistance psychologique et en leadership est donnée aux jeunes.

ÉTHIOPIE



Directeur du JRS Éthiopie
Stephen Power SJ

La réponse globale à l'appel pour la sécheresse de 2003 a été très bonne: presque 100% des principaux besoins alimentaires ont été couverts. Il pourrait y avoir des problèmes en 2004-05, tout spécialement dans certaines zones, si encore une fois il ne pleut pas assez. Pendant l'année 2003, il y avait encore plus de 360.000 personnes déplacées à cause de l'affrontement militaire entre l'Éthiopie et l'Erythrée, provoqué par des controverses concernant les frontières en mai 1998. Des conditions précaires dans les zones de retour, comme la présence de mines antipersonnel, armes personnelles et insécurité, ont empêché beaucoup de personnes de reprendre leurs activités agricoles. Entre les mines, la sécheresse et la démarcation de la frontière en suspens, plus de 300.000 personnes déplacées affligées par la guerre dans le Nord ont reçu de l'aide pour reconstruire leurs moyens d'existence. Dans d'autres régions, de violents conflits dus à des ressources limitées et des luttes pour le pouvoir ont provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes.

ADDIS ABEBA Le JRS est en train d'aider 273 familles du camp de Kaliti, en leur fournissant connaissances concrètes et assistance. Il reste là-bas environ 3.500 familles (déplacées depuis 1991) qui ont besoin d'une aide pour leur réhabilitation. Tout cela est sous le contrôle du gouvernement qui manque de fonds pour terminer ce travail. Le JRS prévoit d'aider 300 autres familles en 2004.

réhabilitation

ADDIS ABEBA Le centre communautaire pour les réfugiés du JRS fournit instruction, détente, conseils, activités rémunératrices, protection infantile et des services permettant de rendre la vie des réfugiés plus prometteuse et stable. Une équipe composée de 15 membres travaille au centre. Le complexe est composé de bureaux pour le personnel, de classes, d'une bibliothèque, d'une cour de récréation pour les enfants, d'une cafétéria, de terrains de basket et de volley, d'une douche et d'un espace pour jouer au tennis et aux dominos.

centre communautaire

Réalisations/Bénéficiaires:

- conseils et services d'information pour 247 bénéficiaires
- visites à 63 personnes pour diverses raisons comme vérifier leurs conditions de vie, s'assurer du bien-être de ceux qui ont été malades ou qui ont des enfants malades, et des femmes qui ont accouché récemment
- ateliers de planning familial et conseils sur le SIDA
- références médicales fournies à 28 personnes
- assistance d'urgence à 62 personnes
- cours de langue et d'informatique pour plus de 200 personnes
- formations professionnelles élémentaires de commerce pour 13 femmes et 12 hommes

ADDIS ABEBA Ce projet a été lancé dans le but de fournir une assistance d'urgence aux demandeurs d'asile et aux réfugiés qui ont fui leurs pays à cause de problèmes politiques, de la guerre civile, de persécutions et de violence. Notre objectif est d'aider les demandeurs d'asile et les réfugiés grâce à des conseils et, là où c'est nécessaire, à une assistance financière, médicale et scolaire, d'apporter une aide en temps voulu, et d'étudier des actions opportunes comme les références médicales, les frais de scolarité, l'assistance pastorale, des visites à domicile régulières et une assistance aux personnes vulnérables ou avec des problèmes spécifiques.

soutien aux paroisses

Réalisations/Bénéficiaires:

- aide à 608 réfugiés pour se transférer dans un camp de réfugiés
- aide financière de subsistance pour 456 réfugiés
- aide matérielle comme des denrées alimentaires et non alimentaires pour 152 réfugiés
- 22 réfugiés recrutés dans le domaine de l'éducation formelle, cours d'anglais pour 6 étudiants
- le JRS paie les frais de scolarité et fournit le matériel scolaire nécessaire
- 1.656 réfugiés soignés dans une clinique locale



Le magasin
Mikono,
Nairobi, Kenya

Activité
rémunératrice,
Éthiopie



POUR CEUX QUI VEULENT BIEN ÉCOUTER (Tanzanie)

Michelle a fui le Burundi après avoir passé plus de deux ans dans la forêt, cherchant refuge loin des violents combats qui faisaient rage autour d'elle, espérant que cela s'arrête un jour. Michelle a raconté comment elle a quitté sa maison avec le reste de sa famille lorsqu'elle a entendu des coups de feu tout près de chez elle; ils se sont enfuis, les soldats lancés à leur poursuite.

Ils ont vécu cachés dans la forêt, sans pouvoir faire de cuisine de crainte d'être repérés par la fumée, et sans pouvoir se déplacer si ce n'est la nuit, pour aller à la recherche de feuilles comestibles. Michelle a perdu deux de ses cinq enfants dans la forêt. Sa fille aînée a été tuée d'un coup de fusil tandis qu'elle baignait son enfant dans la rivière.

L'enfant a survécu et c'est Michelle qui s'en occupe comme si c'était le sien. Michelle a perdu son propre bébé: la petite fille, endormie sur le dos de Michelle, a été tuée d'une balle qui a éraflé la joue de sa mère.

Comme il devenait de plus en plus évident que la paix n'était pas pour demain au Burundi, Michelle a décidé de se rendre dans le pays voisin, la Tanzanie. Aujourd'hui elle a trouvé asile et une paix apparente, dans un camp à l'ouest de la Tanzanie. Parfois elle se sent affreusement coupable parce qu'elle a survécu tandis que ceux qui l'entouraient sont morts.

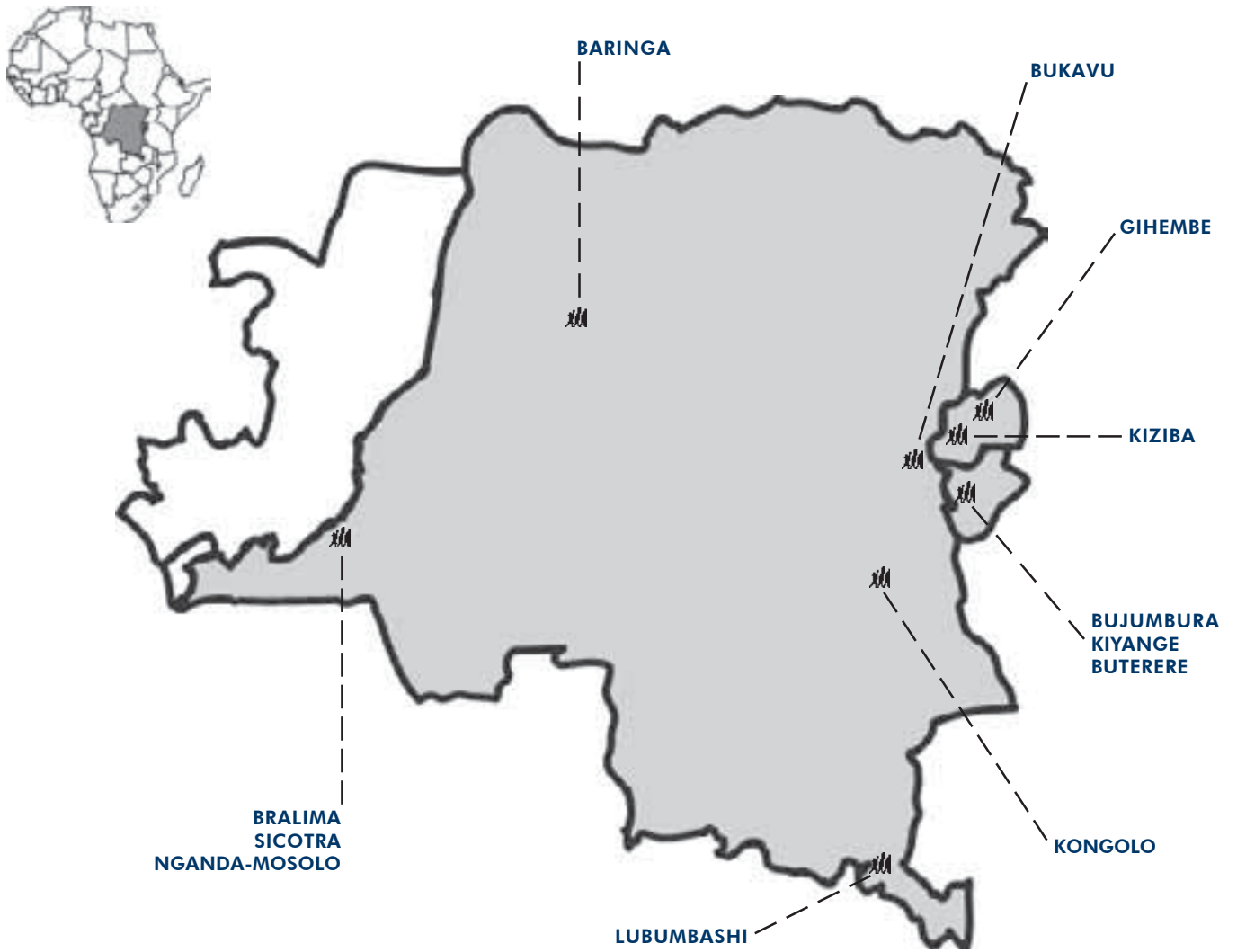
Lorsque j'ai rencontré Michelle, j'ai vite compris qu'elle aime parler, mais il m'a semblé qu'elle n'avait personne à qui exprimer ses sentiments les plus intimes et ses craintes. Tous ceux qui sont avec elle sont aussi las qu'elle-même, ils n'ont pas la force de l'écouter. Et cependant, elle a tant besoin de partager ce qu'elle pense. Lorsqu'elle me parlait on avait l'impression qu'elle ne pouvait s'arrêter.

Sarah Njeri, ancien membre du JRS Afrique de l'Est

Centre du JRS,
Kajokeji,
Soudan du Sud



GRANDS LACS



Camp de Gihembe, Ruanda



A lors que se succèdent les obstacles, la route vers la paix se fait difficile. Malgré les progrès remarquables qui ont été faits au cours de 2003 dans la région, l'assassinat tragique de Monseigneur Michael Courtney, nonce apostolique au Burundi, rappelle combien la tâche est difficile.

La région des Grands Lacs est-elle condamnée à la guerre et à la misère? Notre expérience nous donne des raisons d'espérer, car de nombreuses réalisations ont vu le jour cette année. Au Burundi et dans la RDC, le bruit des armes s'est apaisé. Même si le taux de violence est loin d'être acceptable, une lumière d'espoir est apparue au cours de cette année.

Octobre 2003 restera une date marquante de l'histoire du Burundi, par la signature d'un accord de partage du pouvoir entre les factions armées Hutu, CNDD-FDD, et le gouvernement. Les affrontements ont pris fin dans la majeure partie du pays et l'idée de partage du pouvoir est en train de devenir une réalité, grâce à la mise en place de Pierre Nkurunziza, chef du CNDD-FDD comme ministre pour le Bon Gouvernement. Toutefois, le FNL, second groupe armé Hutu par l'importance, demeure actif. Pillages et violences contre la population civile se sont poursuivis en 2003, bien qu'après 10 ans de guerre, et plus de 350.000 massacres, le Burundi s'achemine vers la paix.

Le processus de paix en RDC est aussi vaste et complexe que le pays lui-même. Le processus est souvent incertain, avec des avancées et des reculs, et les virages de la route ont été nombreux. Mettre en pratique ce qui a été décidé à Sun City et à Prétoria n'a pas été une tâche facile dans un pays où les groupes armés se comptent par dizaines. Si les actes de cannibalisme ont disparu, les massacres, l'utilisation d'enfants soldats, les violations à grande échelle des droits humains, et les pillages, ont continué dans les provinces d'Ituri, de Katanga, de l'Équateur, et du Kivu.

Pourtant, la situation s'améliore peu à peu: la démobilisation se fait lentement mais efficacement, dans le Sud du Kivu par exemple, où ont eu lieu des contacts entre les soldats Mai-Mai et les troupes de la RDC de Goma. Un soutien progressif et continu de la communauté internationale sera nécessaire si l'on veut que s'installe une paix véritable.

Au Rwanda, la croissance économique et la stabilité sociale se sont toutes deux manifestées en 2003, bien que le calme ne soit pas toujours une preuve d'harmonie. Les élections parlementaires et présidentielles qui se sont tenues en août et septembre n'ont pas été exactement un modèle du genre, pour un pays qui aspire à la démocratie.

Au cours de l'année 2003, plaider la cause des réfugiés a été au centre des activités du JRS. La sensibilisation et la critique des atteintes contre les droits humains, la participation à des campagnes, en particulier à la campagne pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats, ainsi que le soutien des organisations locales pour les droits de l'homme, ont constitué la part la plus importante des activités du JRS en 2003.

Joaquín Ciervide SJ, directeur du JRS Grands Lacs

RUANDA



Directeur du JRS Ruanda
Abbé Désiré Seruhungu

La situation dans les camps de réfugiés de Gihembe et Kiziba est restée stable en 2003, contrairement à l'année précédente, au cours de laquelle un rapatriement forcé de réfugiés congolais avait été entrepris de façon unilatérale par le gouvernement rwandais. Malgré les dividendes de paix amenés par le processus de paix en RDC, la situation dans les provinces du Kivu est demeurée très instable tout au long de 2003, empêchant le retour des réfugiés congolais dans la sécurité et la dignité. Environ 4,1 millions de Rwandais ont voté pour élire leur président dans les premières élections pluripartites qui aient eu lieu dans le pays depuis 1962. Cependant, la victoire de Paul Kagame aux élections présidentielles, avec plus de 95% des voix, a soulevé beaucoup de questions quant à l'honnêteté et la liberté du processus électoral. Le leader du parti de l'opposition, Faustin Twagiramungu, a déposé une requête auprès de la Cour Suprême, dans l'espoir de faire annuler les élections, déclarant que le résultat officiel ne reflétait pas la volonté réelle du peuple. La requête a été rejetée.

Le JRS est l'associé exécutant du HCR dans les deux camps de Kiziba et de Gihembe.

éducation

Camp de KIZIBA

Réalisations/Bénéficiaires:

- 3.890 élèves ont été inscrits en primaire et 754 en secondaire
- 649 ont suivi le pré-scolaire, 283 personnes les cours d'alphabétisation pour adultes
- 21 classes ont été rénovées et deux nouvelles classes construites
- uniformes et matériel scolaire ont été distribués et des cours de formation organisés pour les professeurs

Camp de GIHEMBE La population scolaire a augmenté en cours d'année, ainsi que le nombre des bénéficiaires d'autres projets du JRS dans le camp.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 3.163 élèves ont été inscrits en primaire, 755 en secondaire et 702 en maternelle
- 405 personnes ont suivi les cours d'alphabétisation pour adultes
- distribution de matériel scolaire, formation des professeurs et remise en état des classes ont été organisées
- 161 élèves de secondaire ont bénéficié d'une aide pour être scolarisés hors du camp

GIHEMBE Une petite coopérative de 40 réfugiés s'est investie dans la confection, la menuiserie et la broderie. 317 personnes ont bénéficié pendant toute l'année d'une formation en menuiserie, boulangerie, couture, construction et dessin.

KIZIBA L'objectif de la formation professionnelle est de promouvoir l'autosuffisance des réfugiés.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 170 personnes ont suivi une formation en cordonnerie, menuiserie, boulangerie, couture/travaux d'aiguille et cuisine

KIZIBA, GIHEMBE Le programme procure une aide médicale, alimentaire et autre, aux personnes vulnérables: personnes âgées, malades, infirmes et orphelins.

Réalisations/Bénéficiaires: 2.397 personnes aidées à Kiziba et 1.434 à Gihembe

KIZIBA, GIHEMBE Le JRS a continué à offrir un soutien pastoral aux communautés chrétiennes dans les deux camps.

activités rémunératrices/formation professionnelle

aide aux personnes vulnérables

pastorale

KIZIBA, GIHEMBE Le JRS a développé les activités théâtrales, musicales, sportives et cinématographiques pour les jeunes des camps.

animation culturelle



BURUNDI

Il ne fait pas de doute que la signature d'un protocole de partage du pouvoir entre le plus important des groupes armés Hutu, le CNDD-FDD, et le gouvernement, fut un pas très important vers la fin de la guerre au Burundi. Le protocole signé en octobre à Prétoria comportait un accord sur la future composition de la nouvelle armée et des nouvelles forces de police et reconnaissait aussi le CNDD-FDD comme parti politique, permettant ainsi son entrée dans le nouveau gouvernement de transition. À la suite de cet accord, le FNL Hutu reste le seul groupe armé qui ne soit pas à la portée du processus de paix Arusha. Malgré les accords, 2003 a été une année de pillages, de violences contre des civils, d'embuscades, de vols de bétail, d'assassinats, de banditisme à grande échelle; des affrontements entre groupes armés ont eu lieu quotidiennement dans plusieurs régions. En juin 2003, 281.000 burundais ont été enregistrés comme personnes déplacées en 226 sites différents et le nombre de réfugiés burundais en Tanzanie est estimé à plus de 300.000.

Directeur du JRS Burundi
Vincent de Marcillac SJ



activités rémunératrices

KIYANGE Des projets ont été créés à Kiyange pour venir en aide à ceux qui ont été déplacés et ont subi la menace de la guerre. Plus qu'à venir simplement en aide à la population locale, les projets visent la création de conditions favorables et d'une formation qui permettent aux personnes déplacées de gagner leur vie, bien que le processus soit encore en cours. La stratégie comprend l'utilisation d'activités rémunératrices (IGA), de coopératives et de formations professionnelles diverses.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 6 nouveaux apprentis sont entrés en formation dans l'atelier du cuir et de nouvelles machines ont été achetées
- la boulangerie a reçu un nouvel équipement
- 270 poulets achetés pour l'élevage et un nouveau poulailler construit à cet effet
- la formation de jeunes gens en menuiserie a été facilitée par l'achat d'un nouveau matériel

BUTERERE La pauvreté des conditions de vie à Buterere s'est encore accentuée en 2003 en raison du conflit armé dans la région. Le JRS apporte son soutien à des activités rémunératrices comme un restaurant, l'agriculture, le commerce, la vannerie, la fabrication de savon, la couture et la formation professionnelle.

Réalisations/Bénéficiaires:

- de petites parcelles de terre à cultiver ont été attribuées à 125 familles
- 22 femmes s'occupent de vendre du riz qu'elles ont cultivé
- 11 jeunes femmes sont employées par la savonnerie et 12 autres par l'atelier du cuir
- 8 femmes ont été employées par le restaurant et 12 jeunes femmes ont suivi une formation en couture
- bon nombre des articles fabriqués sont ensuite vendus à un revendeur de la ville

JRS Grands Lacs

Atelier JRS à Bujumbura, Burundi





Activité rémunératrice, Buterere, Burundi

BUTERERE Ce projet consiste à transporter les malades à l'hôpital, à distribuer de la nourriture aux personnes sous-alimentées et à procurer des médicaments, sauvant ainsi des vies humaines et accompagnant les plus vulnérables.

aide aux plus vulnérables

Réalisations/Bénéficiaires:

- une distribution de nourriture est assurée deux fois par mois à plus de 300 personnes, principalement aux personnes âgées, aux malades, aux orphelins et à ceux qui sont sous-alimentés
- 23 personnes vulnérables bénéficient d'une aide financière pour payer leur loyer
- dix maisons ont été reconstruites, et dix élèves ont été formés sur le tas
- des frais de scolarité ont été payés pour 17 élèves de primaire, 34 de secondaire, et 2 étudiants de niveau universitaire

BUTERERE 116 élèves de primaire ont été inscrits à un programme scolaire qui comportait aussi des activités extra scolaires l'après-midi, telles que la culture de légumes et divers apprentissages. D'autres activités culturelles à composante éducative ont été proposées, parmi lesquelles le théâtre, la danse et l'art de la discussion. Grâce à son association avec l'UNICEF, le JRS a soutenu la scolarisation de 200 jeunes filles des écoles publiques dans le nord de Buterere. La collaboration comprend également la création de "comités de protection" composés de jeunes membres élus, qui ont pour rôle de rapporter les problèmes de violence, d'exploitation, de discrimination, d'abus et de manques de soins envers les enfants vivant sur le site.

éducation/advocacy

KIYANGE Le soutien apporté aux orphelins, les activités de l'école primaire, l'équipement en matériel pour le catéchisme et la bibliothèque se sont poursuivis pendant toute l'année 2003, sans grands changements. Un accord de collaboration avec l'UNICEF a permis au JRS de soutenir l'éducation de 247 élèves des écoles publiques des environs de Kiyange. Des activités culturelles comportant une composante éducative ont également continué et ont été développées en 2003 par un accord avec l'UNICEF qui a créé un comité de protection des jeunes, et de conscientisation portant sur les risques auxquels ils sont confrontés, à Kiyange comme à Buterere.

BUJUMBURA Le JRS travaille avec les détenus de la prison de Mpimba à Bujumbura et Rumonge, à environ 90 kms de la capitale. Le JRS les accompagne et leur propose une aide.

prisonniers

KIYANGE Le nombre de personnes venues au centre de soins a augmenté pendant les diverses attaques de 2003 dans les régions avoisinantes.

santé



Directeur du JRS R.D. du Congo
Victor Wilondja

R.D. DU CONGO

À considérer l'année qui vient de s'écouler, on peut dire que 2003 a été une année d'espérance pour l'avenir de la RDC. En avril, le gouvernement et les groupes de rebelles sont parvenus à un accord qui a permis d'établir une constitution transitoire, comme base de gouvernement de ce vaste pays pour les deux années à venir. Malgré ces réalisations remarquables et pleines d'espérance, le conflit, les massacres à large échelle, et la violence contre la population civile se sont poursuivis dans un pays cinq fois grand comme la France. Les provinces d'Ituri et du Kivu ont été les régions les plus touchées.

Les cinq années de guerre ont eu pour conséquence de dévaster la RDC et de réduire ses habitants à une extrême pauvreté. Le conflit a entraîné un déplacement massif de population: deux millions de personnes ont dû s'enfuir de leurs maisons. Le JRS travaille en RDC depuis 1998 et par sa présence en cinq lieux différents apporte une aide à la population locale, par le biais de projets sanitaires et éducatifs.

santé BARINGA En novembre 2002, le JRS a lancé un projet sanitaire dans le nord du pays. Celui-ci comprend le réaménagement de l'hôpital du lieu, le recrutement de personnel local, la mise en place d'une formation médicale, la conduite d'un programme de vaccination, et la réouverture d'un certain nombre de dispensaires. Au cours de l'année 2003 s'est ajoutée une éducation sanitaire et nutritionnelle. De plus, l'arrivée d'un chirurgien du JRS a permis de pratiquer des opérations et d'assurer des traitements plus variés et plus complexes.

Réalisations/Bénéficiaires:

- plus de 50.000 consultations et examens médicaux ont été effectués
- plusieurs nouveaux bâtiments, comprenant une unité d'urgence, un laboratoire, une salle d'attente et des toilettes ont été bâtis
- un nouveau projet sanitaire à Bokoli a permis de reconstruire un certain nombre de bâtiments et fourni des médicaments et deux infirmières qui, depuis septembre 2003 ont donné des soins à plus de 2.200 patients
- 980 enfants ont été examinés et 174 autres traités pour malnutrition grave
- 78 personnes ont reçu une formation médicale

LUBUMBASHI Le projet se concentre sur les plus vulnérables (les malades, les enfants sous-alimentés, les personnes âgées, les femmes enceintes et les orphelins) et ceux qui nécessitent des soins médicaux. Le dispensaire fonctionne depuis plus d'un an, et la présence d'une infirmière à plein temps ainsi que des arrangements avec une sage-femme et un centre d'analyses médicales, tout cela a permis de venir en aide à un plus grand nombre de personnes. Les cas plus graves sont transférés à l'hôpital.

Réalisations/Bénéficiaires:

- plus de 10.000 personnes ont bénéficié de consultations, d'examen, et de soins médicaux
- 339 jeunes enfants ont reçu régulièrement une boisson nutritionnelle

BRALIMA, Kinshasa Ce site accueille 961 personnes. Le JRS a proposé des cours de santé et d'hygiène, un soutien alimentaire et des soins médicaux. 3.881 consultations ont été enregistrées pendant l'année.

SICOTRA, NGANDA-MOSOLO Le départ d'autres organisations humanitaires de Sicotra, qui héberge 1.871 personnes dans des conditions de très grande pauvreté, a créé des besoins sanitaires que le JRS a essayé de résoudre. Les plus vulnérables sont les petits au-dessous de l'âge de 5 ans. Le JRS a organisé un programme de vaccination pour les enfants et assure des soins médicaux pour le site trois fois par semaine. À Nganda-Mosolo, un programme semblable est aussi en cours depuis octobre 2003.



Formation d'enseignants à Bukavu, RDC

LUBUMBASHI Le projet s'occupe d'éducation, depuis la maternelle jusqu'au niveau secondaire. Les élèves sont regroupés dans 5 écoles primaires et 5 écoles secondaires. La nouvelle année scolaire a commencé avec 197 élèves en maternelle, 491 en primaire et 147 élèves au niveau secondaire.

éducation

KONGOLO Il s'agit d'un nouveau projet mis en place par le JRS en septembre 2003, dans un secteur extrêmement isolé et très touché par la guerre, au nord de Katanga. Le projet vient en aide à l'éducation primaire qui a beaucoup souffert; il faut tout reprendre depuis le début: réparer portes et fenêtres, fabriquer des bancs pour la classe, acheter des livres et autre matériel, motiver les professeurs, évaluer les besoins et le niveau de scolarisation des enfants, organiser des sessions de formation pour les enseignants et des visites régulières aux écoles primaires.

SICOTRA Des cours de langues, de secrétariat, de technologie de l'information, de couture et tricot sont proposés. Il y a aussi une bibliothèque ouverte tous les jours et le JRS a inscrit 37 enfants à l'école.

BUKAVU L'année a été difficile dans le sud Kivu, et la ville de Bukavu elle-même a été attaquée en avril. La deuxième moitié de 2003 a cependant été plus calme. En dépit des troubles, les familles déplacées qui se trouvent ici, continuent à exprimer leur désir de retourner chez eux. Le projet du JRS a aidé 1.800 enfants déplacés à suivre la classe, principalement en payant les frais de scolarité et autres dépenses. Pendant l'année ont été construites 9 nouvelles classes et une bibliothèque; dix salles de lecture ont été équipées de mobilier et 100 bureaux neufs ont été fournis pour les écoles. En outre, plusieurs séminaires d'enseignement et ateliers de formation ont été organisés.

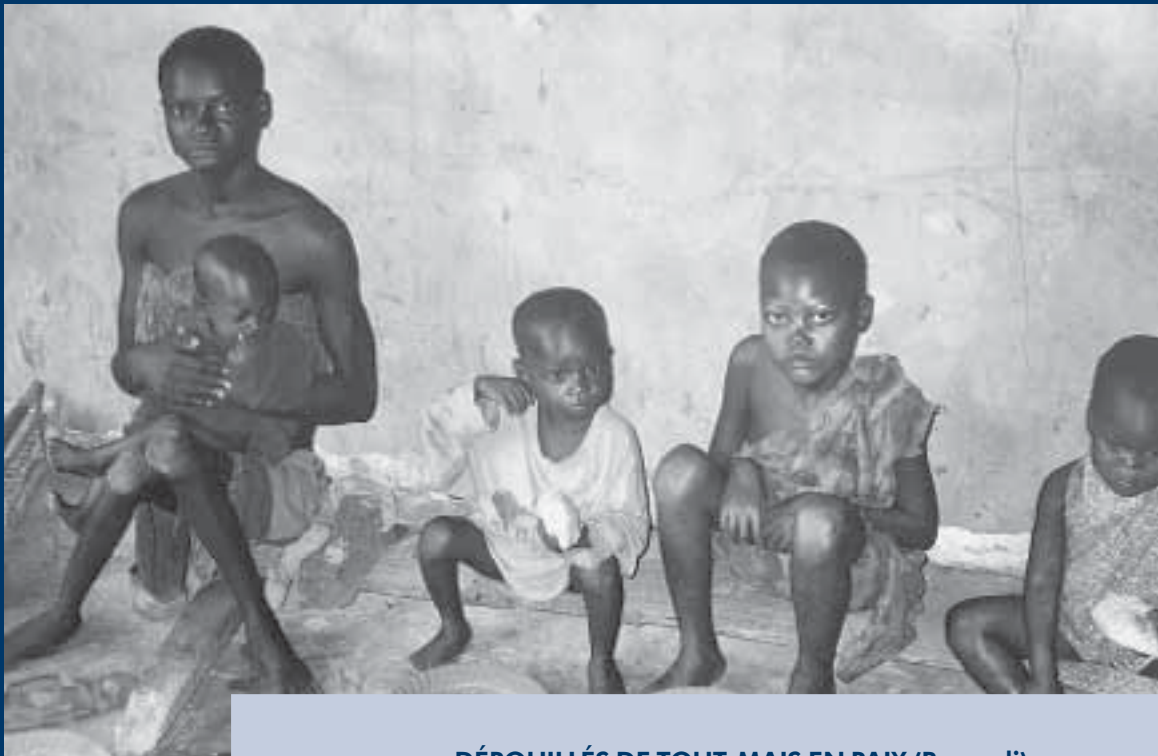
NGANDA-MOSOLO Le camp accueille 1.404 personnes. Le JRS apporte une aide au pré-scolaire et au primaire pour l'éducation de 223 enfants et s'occupe aussi d'un programme d'alimentation deux fois par semaine et de sessions régulières de formation des professeurs.

BRALIMA 22 enfants sont scolarisés en maternelle par deux professeurs, cinq jours par semaine.

LUBUMBASHI La situation économique s'est détériorée toute l'année dernière. Le JRS soutient 310 familles par des activités rémunératrices telles que des micro-systèmes de crédit, la culture de la terre, les cultures maraîchères, la boulangerie et la confection de vêtements.

autosuffisance

SICOTRA, BRALIMA, NGANDA-MOSOLO À Sicotra, le JRS a organisé des activités agricoles, permettant aux gens de faire pousser de quoi se nourrir. Parmi d'autres activités figuraient aussi une boulangerie, une savonnerie, la fabrication de sacs à main et de petites initiatives dans le domaine de la vente. À Bramila ont été proposées des formations telles que la couture et le tricot, ainsi que des activités rémunératrices comme l'agriculture, un restaurant et des ventes diverses. La principale activité à Nganda-Mosolo est l'élevage.



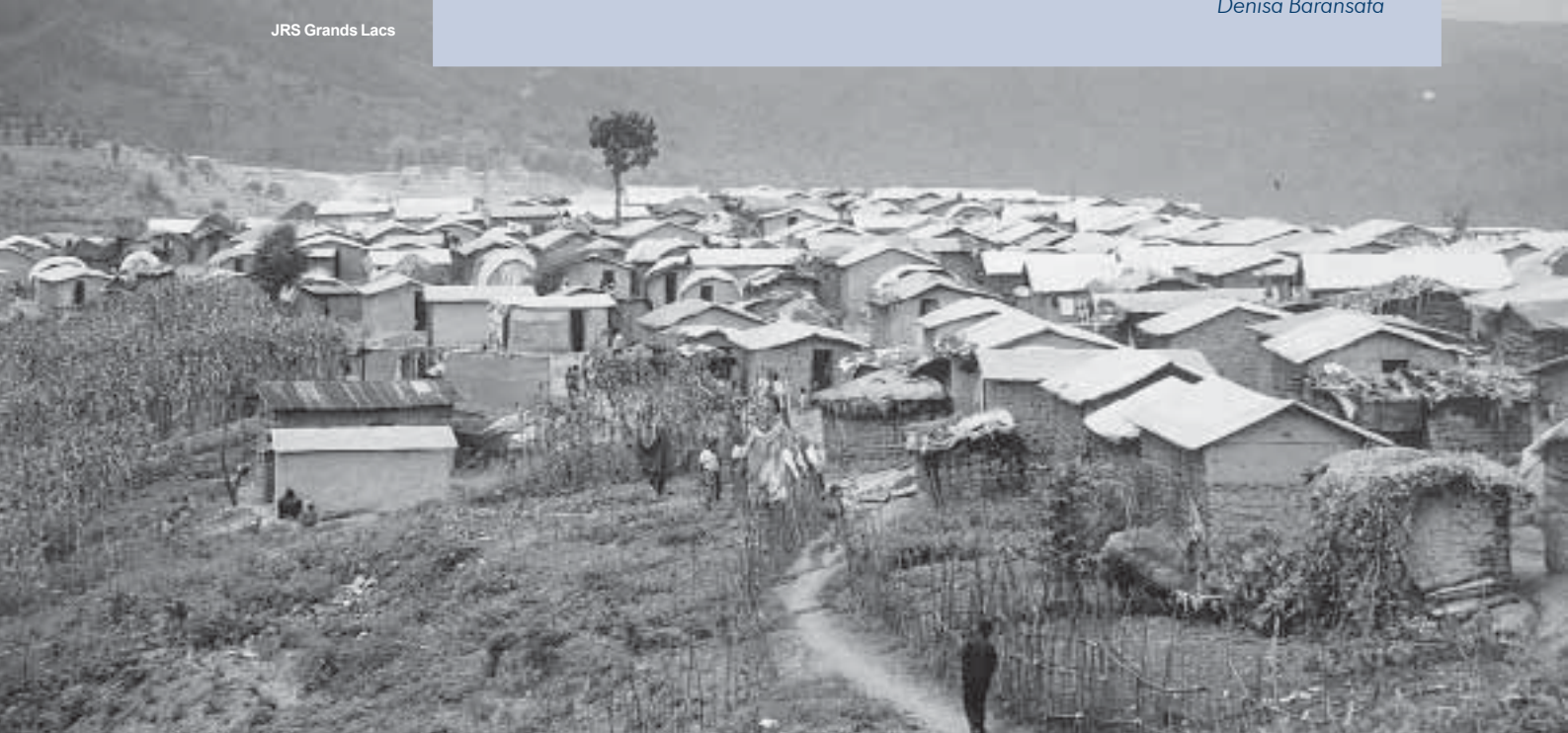
DÉPOUILLÉS DE TOUT, MAIS EN PAIX (Burundi)

Le 15 Août 1998, j'ai vu un groupe de soldats s'approcher de notre maison. Je partis immédiatement, portant ma petite fille de deux ans sur le dos. Je n'ai rien emporté, ni vêtements, ni chaussures, rien. Après avoir marché pendant un certain temps, je suis arrivée aux abords d'une ville appelée Gasamanzuki, où j'ai rencontré beaucoup de gens dans la détresse.

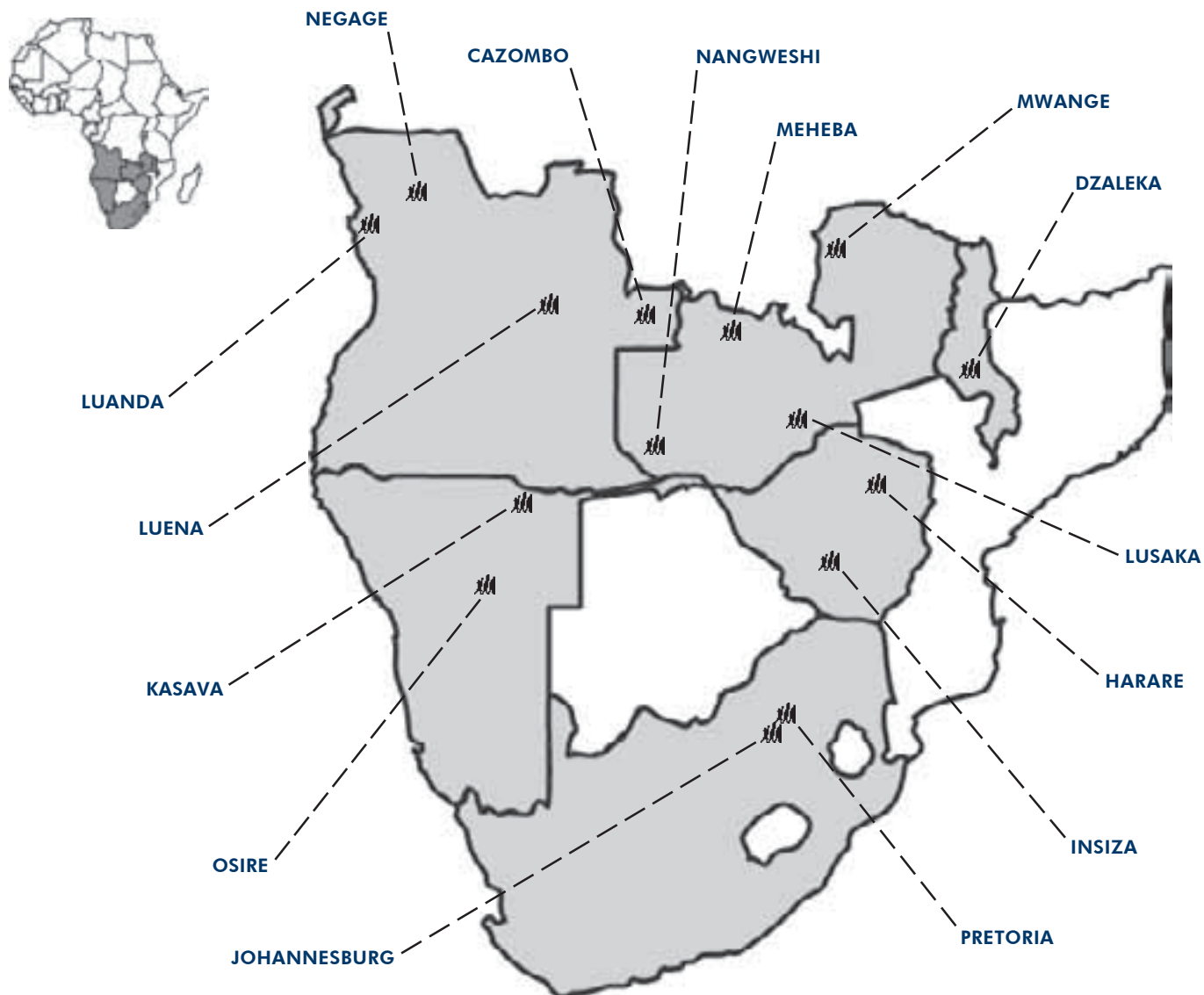
Nous sommes restés là, sans recevoir une aide quelconque. Nous ne pouvions pas dormir, nos enfants pleuraient à cause de la faim, du froid et de la pluie. Se procurer de la nourriture était trop difficile pour nous, les femmes, la seule possibilité étant de grimper dans un manguier pour attraper des fruits. Seuls les hommes pouvaient le faire: s'ils avaient pitié de nous, les femmes, ils nous donnaient quelques morceaux de fruit. Au bout de quelques jours, la région a été attaquée par des soldats, et beaucoup de gens ont été tués. Des parents se sont enfuis sans leurs enfants, des femmes qui avaient des jumeaux, en prenaient un et laissaient l'autre derrière. C'était très douloureux. Les survivants de l'attaque ont été conduits de force par les militaires, dans des camps où on pouvait les surveiller de façon plus efficace, et là ils ont été victimes de viols en série et souvent battus. Les gens qui résistaient et ne voulaient pas entrer dans les camps étaient tués. Dans certains cas, les soldats obligeaient les résidents de ces camps à travailler pour eux et à leur fournir les récoltes de leur champs.

J'ai décidé de fuir le pays. En chemin, j'ai vu des corps au bord de la route, de femmes et d'enfants pour beaucoup. Aujourd'hui, je suis réfugiée à Harare, au Zimbabwe. J'ai d'affreux souvenirs, c'est peut-être trop dur pour moi de rentrer chez nous. Je ne sais même pas si mon mari est vivant ou mort. Je préfère ne rien avoir, être dépourvue de tout, mais vivre en paix.

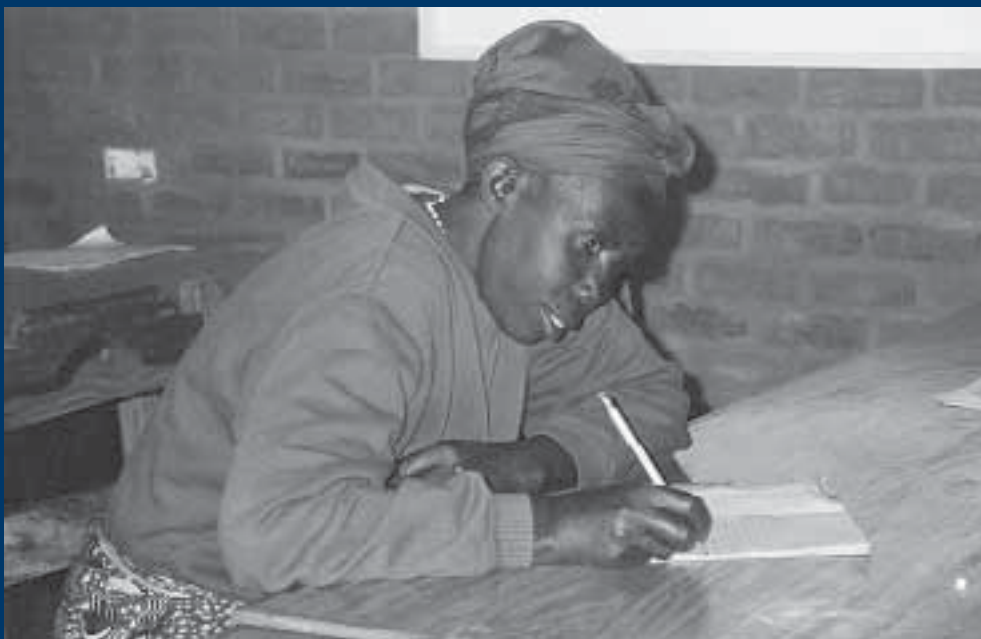
Denisa Baransata



AFRIQUE AUSTRALE



Malawi



JRS Malawi

Dans la région, les événements les plus significatifs de la période ont été les progrès accomplis dans la recherche d'une paix viable et durable en République Démocratique du Congo (RDC) et en Angola. Le HCR a annoncé le début du processus de rapatriement organisé pour les réfugiés angolais en Namibie, en RDC et en Zambie afin de retourner chez eux en Angola, même si, à cause de difficultés logistiques, de la découverte de mines sur des routes que l'on pensait sûres et d'un manque d'intérêt pour le programme de la part des donateurs, les dates de départ ont été reportées et le nombre de rapatriés pour commencer est très bas.

L'imminence de la deuxième année de sécheresse dans la région a aussi commencé à affecter l'environnement socio-économique de pays comme le Malawi et le Zimbabwe. Le JRS s'est engagé dans des programmes d'aide et de lutte contre la sécheresse en Angola, au Zambie et au Zimbabwe. Le nombre de réfugiés en Namibie et au Malawi a augmenté de manière significative et à tel point dans le camp de Lilongwe que le gouvernement du Malawi a ouvert un camp supplémentaire à Luwani, à côté de Mwanza.

En Angola, après des décennies de combats, c'est la fin de la guerre, mais en un certain sens les choses ont très peu changé pour les Angolais. Le gouvernement soutient que 3.8 millions de déplacés internes sont rentrés chez eux, mais la plupart des observateurs restent sceptiques devant ce chiffre. Par ailleurs une simple observation permet de voir que les zones de retour, tant pour les déplacés internes que pour les réfugiés, sont complètement dépourvues d'infrastructures, et les routes et les champs sont déminés avec lenteur. Les structures provinciales et communales sont absolument insuffisantes. Jusqu'à maintenant plus de 100.000 réfugiés de la République Démocratique du Congo, de la Zambie et de la Namibie sont retournés en Angola, dont environ 30.000 sont des retours spontanés.

Le projet du gouvernement de la Zambie d'intégration de sa population réfugiée (un total de plus de 200.000 réfugiés, dont environ la moitié s'est installée spontanément et est par conséquent sans papiers) est en train de changer alors que le rapatriement des Angolais a commencé. En Namibie, environ 5.000 Angolais sont rentrés chez eux, mais l'équipe du JRS a remarqué qu'un nombre considérable de réfugiés angolais retournent en Namibie parce que les structures scolaires en Angola sont quasiment inexistantes.

Au Zimbabwe, le gouvernement, comme d'autres gouvernements dans la région, utilise les manières fortes pour dissuader les réfugiés de s'installer dans les centres urbains, et cela comprend abus et détention de la part des fonctionnaires de police, de l'immigration et de la sécurité. Au Malawi, le rapatriement planifié de 4.500 réfugiés ruandais est menacé par la nouvelle arrivée de plus de 7.000 personnes. Un deuxième camp de réfugiés a été établi dans le sud du pays.

En Afrique du Sud, le niveau de violence et de xénophobie vécues par les réfugiés et les demandeurs d'asile rend la vie en ville très précaire. Bien que la constitution du pays reconnaisse des droits aux réfugiés dans le domaine du social, de l'éducation, de la santé et de l'emploi, dans la pratique il faut beaucoup faire pression sur les autorités pour les persuader d'accorder aux réfugiés leurs propres droits.

Joe Hampson SJ, directeur du JRS Afrique Australe

ZAMBIE



Directeur du JRS Zambie
Michael Gallagher SJ

Le gouvernement de la Zambie a fait peu d'efforts pour affronter les questions pressantes du pays: éducation, infrastructures, SIDA, services de santé, développement économique. Les réfugiés servent facilement de bouc-émissaire dans une telle situation et certains politiques les indiquent comme cause de la situation actuelle. Le rapatriement volontaire des réfugiés angolais a commencé en juillet 2003 et il y a eu 18.141 retours en 2003. Le rapatriement des réfugiés ruandais a aussi commencé, mais l'effort a été bien moins fructueux. Jusqu'à maintenant, seuls 60 réfugiés ruandais en Zambie sur 6.000 sont retournés volontairement chez eux. Il y a encore plus de 50.000 réfugiés congolais dans le Nord de la Zambie. Actuellement, peu sont ceux qui prévoient le développement rapide d'une situation assez stable dans le Nord du Congo pour permettre à ces personnes de rentrer chez elles. Le HCR a néanmoins annoncé pour l'année 2004 des projets de rapatriement dans la province de Katanga concernant 4.000 Congolais.

La défense des réfugiés, aussi bien individuellement qu'en groupes, et de leurs droits, est une partie importante du travail du JRS, ce qui implique fournir des informations sur les situations dans leurs pays, surveiller le traitement qu'ils reçoivent, ainsi que s'assurer qu'ils aient accès aux services auxquels ils ont droit.

Camp de NANGWESHI Le JRS travaille principalement avec les réfugiés porteurs de handicap et ceux plus vulnérables du camp. Le laboratoire de prothèses du JRS continue de fabriquer et de réparer des prothèses. Nos centres permanents pour la physiothérapie ont assisté 50 patients par mois, fournissant des soins personnels et chaleureux à chacun. Un cours de couture a offert l'opportunité à 21 femmes handicapées d'apprendre un métier, dans le but de les rendre autosuffisantes. Le JRS a fourni de la nourriture, des vêtements et un abri à 129 familles vulnérables et il a employé 5 travailleurs sociaux pour les réfugiés incapables de se débrouiller seuls.

Camps de NANGWESHI et de MEHEBA Un atelier sur l'éducation à la paix suivi par les enseignants, les leaders de la communauté et les représentants des ONG a été conduit. Cette année, le JRS a lancé son programme d'horticulture, qui tend à la complète réhabilitation de nos patients en physiothérapie à travers la possibilité de travailler et d'être productif. 21 jardins potagers ont été développés par 84 familles et 23 viviers ont été mis en place, impliquant 23 familles.

MEHEBA Le JRS travaille dans le domaine de l'éducation, comprenant l'éducation à la paix.
Réalisations/Bénéficiaires:

- 1.513 élèves inscrits dans les écoles de la communauté avec 20 enseignants qualifiés
- cours de langue pour 638 adultes
- distribution de livres et de crayons aux 1.513 élèves et aux 638 adultes

Centre pour la paix de LUSAKA Le projet du JRS est réalisé en étroite collaboration avec le programme d'advocacy du JRS, afin de donner informations, services et protection aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Les activités spécifiques incluent cours de langue, bourses d'étude, assistance pour l'obtention des permis pour étude, cours d'informatique, activités culturelles, formation professionnelle, séminaires pour les jeunes, assistance psychologique et pastorale.

Camp de MWANGE Le camp de Mwanze est composé presque exclusivement de Congolais et le processus de paix dans ce pays est suivi de très près. Le projet du JRS est ici limité à l'assistance pastorale et sociale: organisation de nombreuses visites chez les catholiques et chez les autres réfugiés, nombreuses activités pour les jeunes, catéchisme pour les sacrements, étude de la bible et célébration de la messe, à laquelle participent chaque dimanche 2.500 personnes.

advocacy

services sociaux/
personnes
vulnérables

paix/développement
communautaire

éducation/paix

pastorale/
services sociaux

ANGOLA



Directrice du JRS Angola
Luciana Pitol MSCS

Le 4 avril 2003, les Angolais ont célébré le premier anniversaire de la signature du traité de paix entre le gouvernement et le groupe rebelle UNITA qui a mis fin à 27 ans de guerre civile, redonnant l'espoir d'un futur meilleur pour le pays. À ce nouvel espoir se mêle la dure réalité à laquelle fait face le pays: beaucoup d'infrastructures détruites, la campagne truffée de mines antipersonnel, et les systèmes d'éducation et de santé qui sont loin de fonctionner correctement.

Durant l'année 2003, plusieurs milliers d'Angolais déplacés à l'intérieur du pays ou réfugiés sont retournés dans leurs régions d'origine, soit à travers des programmes de rapatriement organisés, soit de leur propre initiative. Ce processus continuera en 2004. Maintenant, les principales tâches auxquelles le pays doit faire face sont la reconstruction et l'assistance à ceux qui ont tout perdu et qui sont restés traumatisés à la suite du conflit. Le JRS s'occupe en particulier des personnes les plus vulnérables qui sont en train de rentrer.

rapatriement/ réinstallation

LUANDA Le gouvernement a indiqué que jusqu'au 17 novembre, 3.419.626 personnes déplacées sont retournées dans leurs régions d'origine ou de préférence, et que 832.296 personnes continuent d'être déplacées à l'intérieur du pays. On estime aussi que 100.000 réfugiés angolais sont rentrés chez eux durant l'année 2003. Les infrastructures les plus élémentaires comme les routes, les puits ou les dispensaires font souvent défaut. Dans bien des cas aussi la terre a été abondamment minée. On estime qu'il reste environ 250.000 réfugiés angolais dans les pays limitrophes et que 170.000 d'entre eux rentreront en Angola en 2004. Le nouveau projet de rapatriement du JRS coordonne des activités relatives au rapatriement des réfugiés angolais dans la région tout entière, ce qui comprend la dissémination d'informations concernant la situation en Angola aussi bien pour les personnes qui rentrent que pour les autres. Le projet fournit aussi un soutien administratif et logistique pour les projets de rapatriement en Angola.

CAZOMBO Cazombo est une région qui a beaucoup souffert durant la guerre. Le projet du JRS a été créé en novembre 2002 quand les réfugiés ont commencé à quitter les pays limitrophes pour rentrer chez eux, avec distribution d'urgence de nourriture et de denrées non alimentaires. Le travail, depuis, s'est développé dans les domaines de l'éducation et du développement de la communauté. Le JRS accompagne les personnes qui rentrent chez elles en les défendant et en leur fournissant différents services tant qu'elles sont au centre de transit et après leur réinstallation.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 20 travailleurs de la communauté, 1 éducateur à la paix et 1 responsable de l'advocacy recrutés
- cours de langue avec 15 enseignants offerts à 600 étudiants
- 10 classes temporaires ont été construites et du matériel de classe a été fourni
- construction de 48 maisons pour des personnes vulnérables rentrées chez elles
- 1.028 familles inscrites à une formation agricole

éducation

LUENA Le JRS soutient le système éducatif de la région, très fragilisé par la longue guerre: très peu de personnes sont instruites, le niveau d'analphabétisme est l'un des plus élevés du pays, et il y a un manque général d'enseignants qualifiés. Presque 50% des enfants d'âge scolaire ont été privés de la possibilité de s'instruire pendant toute leur jeune vie, à cause des déplacements dus à la guerre, du manque d'écoles, de professeurs etc. Les plus vulnérables sont ceux qui ont été déplacés et c'est sur eux que le projet du JRS est focalisé. Le système éducatif est encore maintenant dans une situation critique et le gouvernement a demandé au JRS de commencer un nouveau programme éducatif pour de nouvelles écoles, dont quatre ont déjà été construites et ouvertes.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 6 écoles avec 1.105 élèves ont été suivies (maintenant repassées au gouvernement)
- cours de langue pour 130 réfugiés de retour chez eux et formation d'enseignants

LUANDA Le JRS est impliqué dans l'éducation primaire des enfants déplacés dans la région. Plusieurs ateliers et rencontres ont été organisés entre les enseignants, les directeurs d'école et les formateurs pour les enseignants afin d'élever le niveau moyen de l'enseignement. Le JRS a aussi fourni du matériel didactique.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 673 enfants déplacés et 7 enseignants sont devenus de nouveaux bénéficiaires du projet
- 21 enseignants ont reçu une formation continue pour améliorer leurs capacités
- les étudiants qui ont passé les examens du 4^{ème} niveau ont reçu des certificats d'état

NEGAGE À Negage, on a beaucoup avancé en ce qui concerne l'accès à l'éducation des jeunes déplacés. Le JRS a en outre apporté son aide pour la construction d'édifices scolaires et a continué de fournir du matériel scolaire aux jeunes élèves. L'éducation à la paix a aussi fait partie du programme scolaire, comprenant des jeux et autres activités culturelles.

Réalisations/Bénéficiaires:

- matériel didactique fourni à 2.510 élèves et formation pour 58 enseignants
- formation sur l'éducation à la paix et sur les droits de l'homme pour 28 personnes

LUENA Le JRS aide les victimes des mines à reconstruire leurs vies et à apprendre un savoir-faire qui les aide à subvenir à leurs propres besoins et aux besoins de leurs familles. Les bénéficiaires du projet de formation professionnelle sont identifiés dans les camps de déplacés internes autour de Luena. En octobre 2003, le JRS a commencé un énorme processus d'enregistrement de toutes les victimes de mines dans la province. Jusqu'à maintenant, plus de 900 personnes ont été enregistrées. Les activités incluent une école de menuiserie, un atelier de cordonnerie, des projets de microcrédit, la préparation du pain et l'élevage d'animaux, ainsi qu'une action de sensibilisation sur le danger des mines.

**soutien aux victimes
des mines**

LUENA Le JRS visite les camps autour de Luena et distribue couvertures, vêtements, ustensiles de cuisine, savon et nourriture, principalement aux plus vulnérables comme les orphelins, les enfants, les handicapés et les familles de retour. Durant l'année 2003, plus de 7.000 personnes ont bénéficié de ce projet.

assistance matérielle

LUENA L'objectif du programme d'éducation à la paix du JRS est de promouvoir une culture de paix et de réconciliation. Les principaux bénéficiaires du projet sont les communautés dans leur ensemble (principalement dans les camps de déplacés et les zones de déplacement) et les enfants. C'est un processus qui a pour but d'aider les communautés à développer elles-mêmes leurs propres stratégies de paix. Le JRS dirige des ateliers, il organise et facilite des rencontres et des séminaires sur la résolution des conflits et les droits de l'homme. Le sport et les activités culturelles, principalement pour les élèves des écoles, sont aussi une partie importante du projet.

**advocacy/
éducation à la paix**

LUANDA Le projet travaille avec les réfugiés pour promouvoir les droits de l'homme et une approche pacifique pour la résolution des problèmes. Ce projet, centré sur la communauté, cherche à donner aux bénéficiaires les moyens pour surmonter l'héritage de conflit et d'abus des droits de l'homme. Les activités comprennent la formation de leaders locaux sur les questions des droits de l'homme, à travers l'organisation de séminaires sur la paix et la réconciliation, et des rencontres d'évaluation avec la communauté et les autres partenaires.

Réalisations/Bénéficiaires:

- formation sur l'éducation à la paix pour 28 organisateurs d'activités
- séminaires sur la résolution des conflits

NEGAGE 150 personnes, principalement des leaders de communautés et des enseignants, ainsi que 927 enfants ont pris part à des activités qui promouvaient les droits et les responsabilités des personnes déplacées et des réfugiés de retour chez eux. Les leaders des communautés ont en outre conduit des activités culturelles afin de sensibiliser les personnes sur des questions-clés comme la paix et les droits de l'homme.

LUANDA Des microcrédits et d'autres petits projets générateurs de revenus ont été lancés afin de promouvoir l'autosuffisance de la communauté des personnes déplacées. En 2003, 72 femmes chefs de famille ont été identifiées et choisies pour des projets de microcrédit. La formation est en cours.

**activités
rémunératrices**

NEGAGE 1.000 familles de retour chez elles ont bénéficié de formations professionnelles et de la mise à disposition d'outils agricoles et de semences. En outre, des séminaires sur les méthodes agricoles traditionnelles ont été tenus, suivis par environ 400 personnes.



NAMIBIE

Les réfugiés en Namibie se trouvent principalement dans le camp de Osire, à environ 250 km au nord-est de Windhoek, la capitale. Au début de l'année 2003, la population s'élevait à environ 20.000 habitants, dont 90% d'Angolais. Environ 400 réfugiés angolais sont hébergés au camp de Kasava, à plus ou moins 70 km au sud de Rundu, à côté de la frontière avec l'Angola. Le point le plus significatif qui a intéressé les réfugiés en Namibie durant l'année 2003 a été le début du rapatriement des Angolais organisé par le HCR. Le premier convoi est parti du camp de Osire le 2 juillet, pour rejoindre le camp de transit de Kasava. 19 convois séparés ont transporté des réfugiés angolais du camp de Osire, le dernier ayant eu lieu le 19 novembre. À partir du novembre, 4.185 Angolais sont retournés chez eux avec les convois organisés par le HCR. Un nombre imprécis d'Angolais est aussi rentré spontanément en Angola. La plupart des Angolais se disent prêts à rentrer chez eux. Malgré ce désir, il reste encore de la peur et de la préoccupation concernant l'avenir en Angola.

Directrice du JRS Namibie
Joanne Whitaker RSM



éducation **Camps de OSIRE et de KASAVA** Le JRS a commencé à collaborer avec le HCR en 2002 en tant que partenaire sur le terrain pour l'éducation primaire et secondaire en Namibie. L'activité du projet en 2003 a inclus l'expansion de l'école secondaire junior (degrés 8 et 9 en 2003; ajout du degré 10 en 2004) dans le camp de Osire.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 5.727 élèves du primaire et 857 du secondaire inscrits
- 114 enseignants réfugiés de l'école primaire et 29 enseignants de l'école secondaire recrutés
- des manuels et autres fournitures scolaires ont été fournis
- nombreux ateliers de formation pour les enseignants
- frais scolaires payés pour 50 élèves du primaire et 434 du secondaire pour leur permettre de fréquenter les écoles publiques
- 31 élèves porteurs de handicap ont été inscrits à l'école primaire et du matériel didactique spécial leur a été fourni, dont une machine pour le braille
- une bibliothèque a été mise à disposition à Osire pour les réfugiés et les écoles

advocacy Le JRS continue de défendre les droits des réfugiés en Namibie. En 2003, il a obtenu de la part du Ministère de l'Intérieur la permission de suivre les cours pour les étudiants en attente du permis. Nous avons aussi suivi le processus de rapatriement afin de nous assurer que les droits des réfugiés étaient respectés et qu'ils étaient toujours traités avec dignité. Cette activité est en cours et elle comprend en outre l'accompagnement des convois de Osire jusqu'aux centres d'accueil en Angola. D'autres activités ont inclus l'organisation d'ateliers pour les enseignants traitant de sujets comme l'éducation à la paix, le rapatriement et la réconciliation, ainsi que la participation à une conférence régionale en Zambie sur "L'action régionale pour les droits de l'enfant – Formation pour le rapatriement en Angola" organisée par Save the Children, l'UNICEF et le HCR.

activités supplémentaires L'organisation de groupes de jeunes va à l'encontre d'un besoin fondamental chez les jeunes réfugiés. Y sont proposées des activités et des ressources afin d'occuper les jeunes durant les vacances scolaires, et une formation sur des thèmes comme le SIDA, l'éducation à la paix et autres sujets similaires est dispensée. L'un des objectifs des groupes est de conseiller les jeunes, filles et garçons, afin de les aider à faire des choix de vie sains. Un autre objectif du projet est d'aider les jeunes, et en particulier les jeunes filles, à rester à l'école et inviter ceux qui n'y sont pas à s'y inscrire.

MALAWI



Directrice du JRS Malawi
Anne Elizabeth de Vuyst SSMN

Le camp de réfugiés de Dzaleka est situé dans une zone pauvre du district de Dowa et dépendante de l'agriculture de subsistance. Même si la pénurie de vivres n'a pas atteint les proportions de la famine comme en 2002, le chômage, la pauvreté et les problèmes de santé continuent d'oppresser le Malawi. La population du camp est principalement composée de réfugiés de la région des Grands Lacs et elle continue d'augmenter. Pour apaiser la situation, un camp qui par le passé avait accueilli des réfugiés mozambicains a été réouvert dans le sud du pays. Depuis octobre 2003, des volontaires de Dzaleka et de nouveaux arrivés sont hébergés à Luwani. La Croix Rouge continue à subvenir aux besoins sanitaires de base et à fournir des provisions, bien que le ravitaillement et les structures d'accueil soient souvent insuffisants. L'anxiété augmente autour de l'annonce de la part du HCR sur l'accord tripartite avec le Ruanda et le Malawi à propos du rapatriement. Alors que personne n'est contraint à rentrer, beaucoup sont préoccupés par la situation.

En janvier 2002, le JRS est devenu un partenaire du HCR sur le terrain avec la responsabilité du secteur de l'éducation. L'école primaire, toujours plus en expansion, a amélioré le programme scolaire et l'instruction en incluant une meilleure alphabétisation et des études sur la paix. Cette année, seules des écoles secondaires privées se sont occupées de nos élèves du secondaire, alors qu'une série de cours du secondaire effectués par des volontaires se sont déroulés dans le camp pour les élèves plus âgés et en cas d'urgence. La formation pédagogique des enseignants a lieu régulièrement toutes les semaines, par petits groupes. Des leçons plus approfondies à but éducatif ou à usage interne sont organisées pour les études sur la paix. Une session de formation d'une semaine s'est déroulée en novembre 2003, dans le but d'améliorer les compétences en communication des étudiants (écriture, lecture et conversation).

Réalisations/Bénéficiaires:

- 20 professeurs de l'école primaire, 3 aides-auxiliaires et 4 professeurs de l'école maternelle recrutés
- plus de 1.300 élèves de l'école primaire inscrits
- 30 sur 31 élèves du niveau 8 ont passé les examens nationaux de fin d'école primaire
- 120 élèves ont été à l'école maternelle
- 2 nouvelles écoles ont été construites et du matériel scolaire a été fourni

Une formation professionnelle a lieu dans le camp pour un programme de charpenterie. Deux réfugiés ont terminé la première année d'un programme professionnel de deux ans (comptabilité/informatique et briquetage). Un cours de tricot a été tenu deux fois par semaine pour 30 femmes. 34 femmes ont suivi un cours d'alphabétisation dans leur langue, et 44 autres ont suivi des séminaires sur la nutrition et la santé.

Le JRS est devenu plus conscient des dangers que courent les femmes dans le camp: viols, violences domestiques, et autres types de violences sexuelles. Une attention spéciale est prêtée aux femmes et aux jeunes filles à travers ce projet. La capacité de communiquer dans la langue locale des réfugiés a encore augmenté cette possibilité.

Le conseiller urbain du JRS a visité le camp et a tenu régulièrement des réunions pour l'assistance aux enseignants et aux familles en crise. Deux personnes reçoivent les réfugiés ou leur rendent visite, et assurent une présence quotidienne dans le camp. Jusqu'à maintenant, les visites ont eu lieu en cas de maladie grave ou en cas d'urgence (manque de nourriture). Un soutien a lieu aussi dans les cours d'écriture pour adultes pendant lesquels est offerte une formation à la paix.

éducation

formation professionnelle

soins spéciaux/ conseil



ZIMBABWE

Alors que toujours plus de réfugiés continuent d'affluer au Zimbabwe, le pays fait face à de graves défis socio-économiques et politiques. Cela a de lourdes conséquences sur la population locale de même que sur les réfugiés. Les réfugiés vivant dans les zones urbaines et les demandeurs d'asile du Centre de Transit ne reçoivent pas le panier de nourriture mis à disposition par le World Vision, qui est donné chaque mois aux réfugiés du camp de Tongogara. Les réfugiés des zones urbaines de Harare et les demandeurs d'asile du Centre de Transit souffrent donc des dures conditions économiques prévalant dans le pays, où il est impossible pour beaucoup de se procurer à manger. Les statistiques montrent que plus de 90% des réfugiés au Zimbabwe demeurent dans des zones urbaines, principalement à Harare, à Mutare et à Bulawayo, une tendance que le gouvernement essaie d'enrayer. Davantage de réfugiés commencent à choisir d'aller vivre dans le camp de Tongogara à cause de ces difficultés économiques.

Directrice du JRS Zimbabwe
Joan Mtukwa



assistance matérielle/ aide alimentaire

Centre de Transit de HARARE À la suite des requêtes de l'administrateur du Centre de Transit, le JRS fournit des repas (mealie meal) tous les mois. Une fois durant l'année des vêtements ont été distribués dans le centre. De plus, des visites sur place ont été effectuées pour évaluer les besoins des réfugiés.

santé

Centre de Transit de HARARE Les problèmes de santé des réfugiés et des demandeurs d'asile ont été pris en charge, sous forme d'achat de médicaments et de fourniture de matelas dans les cas particuliers de personnes tout juste opérées. Les femmes et les jeunes filles ont aussi reçu chaque mois des serviettes hygiéniques. À Tongogara, le JRS a fourni chaque mois des vêtements de bébés à 18 mères et de la nourriture supplémentaire à des mères qui allaitaient.

éducation/formation professionnelle

Camp de TONGOGARA Le JRS gère une bibliothèque dans le camp avec l'assistance d'un libraire: chaque semaine, des vidéocassettes et des livres sont loués aussi bien par des adultes que par des enfants. Il y a aussi une classe d'informatique qui offre des cours d'une durée de trois mois, ainsi qu'une classe de couture.

HARARE Le JRS aide 30 étudiants à participer à des formations professionnelles dans différentes institutions et suit les progrès effectués. Jusqu'à maintenant, 7 étudiants ont fini leurs cours avec succès. En outre, le JRS a défendu la cause des enfants de l'école primaire auprès du Département des Services Sociaux, afin de leur assurer une place à l'école pour l'année 2004.

activités rémunératrices

TONGOGARA Quatre personnes ont reçu un prêt pour pouvoir commencer une activité rémunératrice. Il y a deux boulangeries et un projet pour la fabrication de paniers. Parmi les services à la communauté, il y a un programme 'nourriture contre travail' au camp de Tongogara, à travers lequel le JRS emploie quelques réfugiés pour le nettoyage des alentours du camp.

programme alimentaire

Après la sécheresse dévastatrice qui a touché le Zimbabwe en 2002, le JRS a décidé d'effectuer un programme alimentaire à Insiza, dans le sud du Matebeleland avec le Zimbabwe Project Trust. Alors que le programme devait prendre fin en avril 2003, il n'a pu être interrompu à cette date parce que les gens n'avaient pas suffisamment à manger, la sécheresse ayant continué. Chaque mois durant toute l'année, le programme a réussi à nourrir 1.814 personnes vulnérables d'un quartier. Il a en outre fourni à manger à 6.951 élèves du primaire et 260 élèves du secondaire. En tout, 28 écoles sont couvertes par le programme, qui pourvoit aussi aux besoins alimentaires de 2.957 enfants de moins de 5 ans.

AFRIQUE DU SUD



Directrice du JRS Afrique du Sud
Joan Pearson RSM

Le climat socio-économique en Afrique du Sud continue d'être très hostile aux réfugiés. Le JRS, cependant, s'est joint à diverses organisations locales afin de concentrer les efforts pour tenter de faire bénéficier les réfugiés et les demandeurs d'asile, des services sociaux du pays. Le Ministère de l'Intérieur a été cité en justice à propos de la section 22 de la loi sur le permis de séjour (interdiction de travailler ou d'étudier alors que la procédure est en cours). L'action légale a été couronnée de succès et la cour a décrété que l'interdiction était une violation de la constitution et devait être supprimée. Cependant le Ministère de l'Intérieur a annoncé son intention de faire appel et la mesure est donc encore en vigueur. Le gouvernement continue de promulguer des lois qui rendent encore plus difficile pour les réfugiés de progresser dans le processus d'intégration et la tentative de devenir autosuffisants. Les Zimbabwéens continuent de venir en masse et le gouvernement fait tout pour rendre le plus difficile possible la demande pour l'obtention du statut de réfugié.



L'advocacy constitue une grande partie du travail effectué par le JRS en Afrique du Sud, tant à Pretoria qu'à Johannesburg, dans la tentative de garantir aux réfugiés l'obtention de papiers ainsi que l'accès aux services sociaux comme la santé, l'éducation et les services d'urgence. Le JRS a en outre créé un groupe de travail qui s'occupe du problème des mineurs seuls et a participé à plusieurs réunions avec les départements national et régionaux de l'éducation pour discuter de l'exonération des frais scolaires pour les enfants des demandeurs d'asile et des réfugiés. Le travail avec les médias est aussi très important, en tant que moyen pour accroître la sensibilisation sur les droits des réfugiés.

advocacy

PRETORIA, JOHANNESBURG Les réfugiés et les demandeurs d'asile sont soignés dans les hôpitaux locaux et reçoivent une aide alimentaire et financière. De plus, un soutien est fourni aux réfugiés qui ont subi un traumatisme.

santé

Réalisations/Bénéficiaires:

- 1.851 réfugiés ont reçu des soins médicaux et 80 personnes ont reçu des lunettes de vue

PRETORIA, JOHANNESBURG Le JRS suit les étudiants de l'école maternelle à l'école secondaire ainsi que les adultes en apprentissage à travers bourses d'étude, advocacy et représentation légale.

éducation

Réalisations/Bénéficiaires:

- 620 enfants et adultes ont suivi des cours d'anglais
- 81 élèves de maternelle, 258 du primaire et 106 du secondaire ont reçu assistance

PRETORIA, JOHANNESBURG Le projet fournit assistance et soutien aux mineurs seuls et aux jeunes vulnérables. 68 mineurs seuls et 22 parents adoptifs sont insérés dans le programme à Pretoria ainsi que 68 mineurs à Johannesburg. Les mineurs seuls ont été aidés en ce qui concerne les conditions requises pour l'admission à l'école, le logement et la nourriture.

services sociaux

PRETORIA, JOHANNESBURG À Pretoria, 414 réfugiés et nouveaux arrivés ont reçu assistance. 256 femmes seules avec enfants, 43 jeunes garçons vulnérables, 22 jeunes filles vulnérables, 66 familles avec enfants et 25 porteurs de handicap et malades chroniques. À Johannesburg, 600 nouveaux arrivés ont reçu un logement temporaire.

assistance d'urgence

PRETORIA, JOHANNESBURG 84 réfugiés ont reçu des petits prêts pour commencer des activités rémunératrices. 129 réfugiés ont suivi une formation professionnelle et la majeure partie d'entre eux ont soit trouvé un emploi soit reçu une promesse d'embauche pour la fin de leur formation.

activités
rémunératrices/
formation



LE SENS DES AFFAIRES (Afrique du Sud)

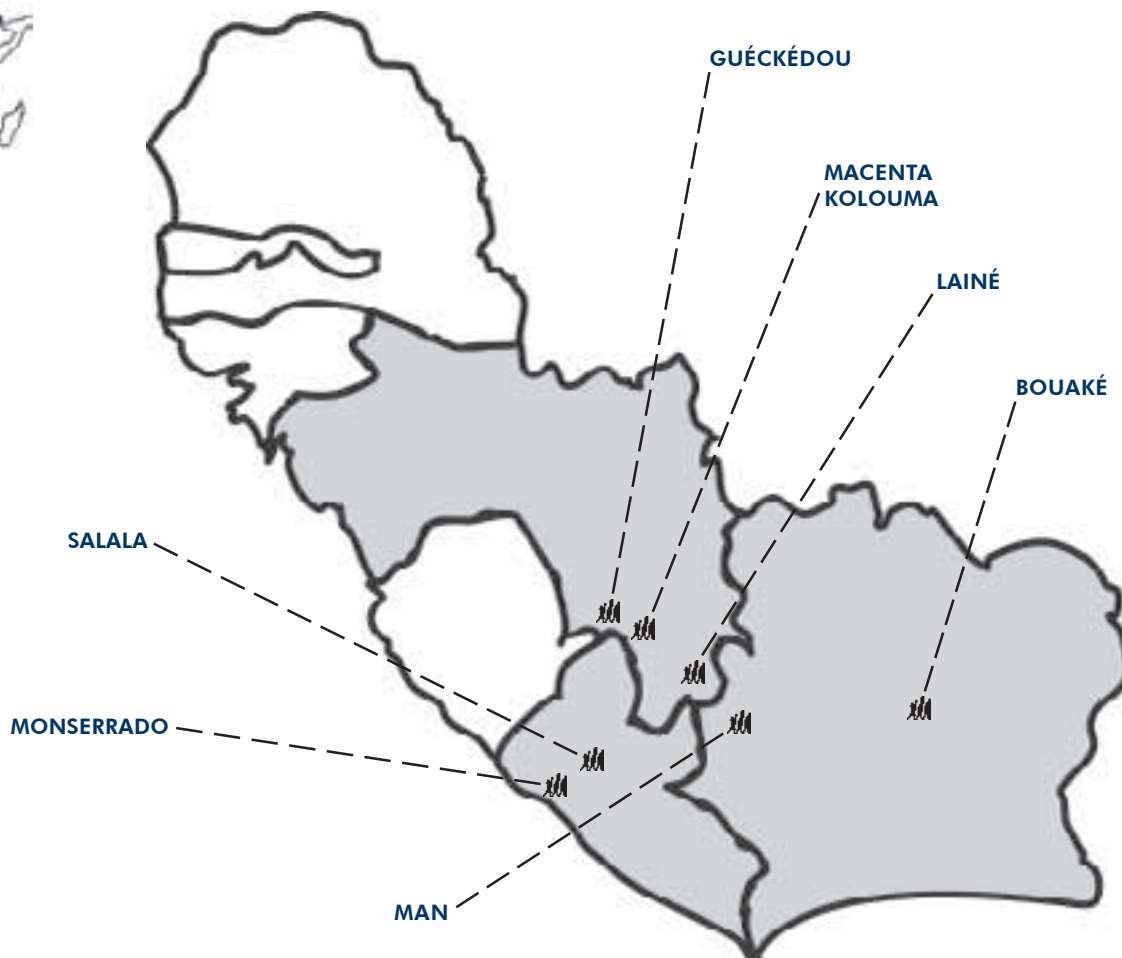
Pauline Mushimiye, réfugiée du Rwanda, s'est enfuie en Afrique du Sud avec son mari et ses trois enfants à la suite du génocide dans son pays. Ayant abandonné un florissant cabinet de juriste et tous leurs biens à Kigali, elle savait bien que la route vers la sécurité et l'indépendance financière serait longue et difficile.

La plus grande part de la maigre somme d'argent que la famille avait réussi à emporter pour sortir du Rwanda, fut dépensée en nourriture pendant leur détention à un poste frontière d'Afrique du Sud. Lorsqu'on les a relâchés, la famille s'est rendue à Prétoria où Pauline a dû commencer à zéro, en vendant des beignets et d'autres produits alimentaires. Les affaires marchaient bien. Ne pouvant faire face à une demande qui augmentait régulièrement, par manque de capital, elle s'est adressée au JRS pour avoir un prêt afin de pouvoir s'équiper d'un frigidaire, élément indispensable pour agrandir sa petite affaire. Pauline a également fini de payer la caravane qu'elle louait pour son commerce et elle en est devenue propriétaire. Ses instruments de travail étant bien en place, elle a pris son mari comme caissier et a engagé deux femmes de l'endroit comme vendeuses.

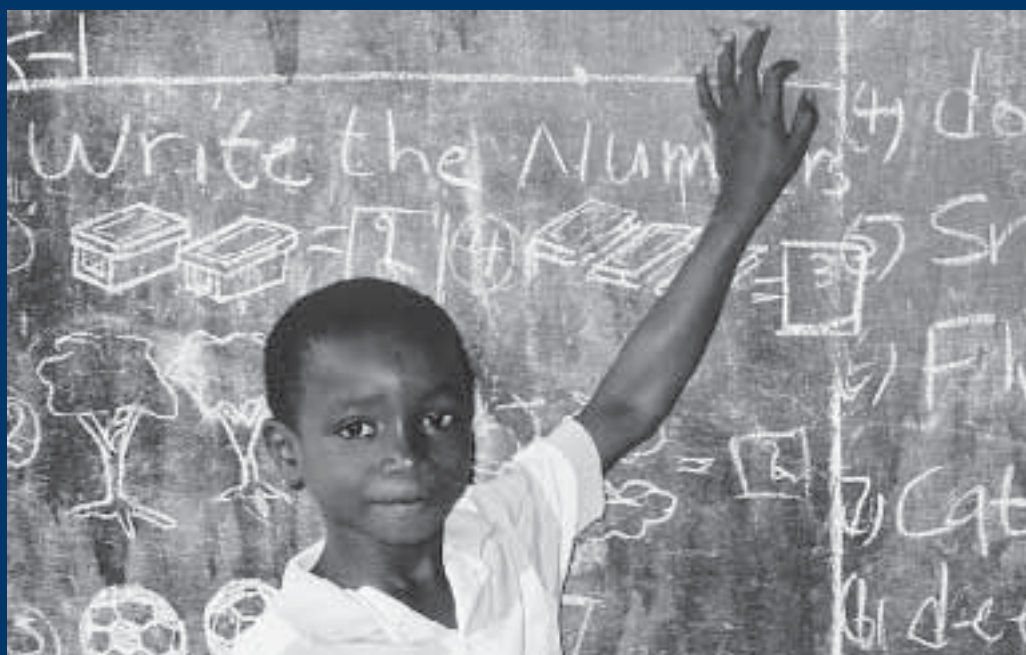
Aujourd'hui, pourvue d'un bakkie (fourgonnette), avec une affaire qui se développe bien, récompense de ses efforts, et un emprunt presque entièrement remboursé, elle est en passe de s'en sortir. La meilleure preuve c'est un sourire toujours prêt à illuminer son visage, et sa toute dernière ambition: s'acheter une maison. Pauline n'est pas la seule réfugiée à faire des pas de géant dans les affaires. En Afrique du Sud, le JRS gère des projets sources de revenus, donnant aux réfugiés une chance de monter leur propre affaire en leur offrant des prêts. De plus en plus de réfugiés, femmes en tête, font le plongeon, faisant preuve d'une ténacité et d'une souplesse remarquables.



AFRIQUE DE L'OUEST



Réfugié libérien au camp de Lainé, Guinée



Lluís Magriñà SJ/FRS

Le JRS en Afrique de l'Ouest a connu un certain nombre de développements en 2003. Le conflit de Côte d'Ivoire a amené le JRS à établir une présence dans le pays qui jusque là était considéré comme une oasis de paix dans la région. La fracture entre le nord et le sud a entraîné de grandes souffrances, causées directement par la guerre au nord, et au sud par un afflux de personnes déplacées venant du nord. Le JRS a quatre projets dans le pays. La lenteur du processus de désarmement signifie que l'incertitude plane encore sur le pays.

Plusieurs visites d'évaluation au Libéria en 2002 et 2003, ont conduit à mettre en place un projet éducatif dans les camps de Monserrado près de Monrovia en mars 2003. Ce projet a commencé par la construction d'écoles. Cependant, la violence qui a rattrapé le pays en juin dernier a entraîné la mise en veilleuse du projet jusqu'à ce que le calme soit rétabli en septembre. Depuis lors, six nouveaux projets ont été lancés, tous concernés par l'éducation sous une forme ou une autre.

Le Libéria est actuellement dirigé par un gouvernement de transition soutenu sur place par un déploiement important de Casques Bleus. L'avenir du pays est également moins que certain car une opération de reconstruction massive serait nécessaire pour souligner l'effort de paix, à deux ans des élections auxquelles se prépare le pays.

La Guinée n'a pas connu de conflit au cours de l'année 2003, ce qui a permis au JRS de poursuivre les projets de relogement des personnes déplacées, à Macenta et Guéckédou. Il a fallu aussi déployer beaucoup d'énergie pour accompagner les 30.000 réfugiés libériens au camp de Lainé où le JRS assume la responsabilité des services sociaux et communautaires en collaboration avec le HCR. Le pays a tenu des élections en décembre et est maintenant en paix. Toutefois, la mauvaise santé du Président a conduit bon nombre d'observateurs à s'inquiéter de la stabilité et de la durée du climat actuel.

Mateo Aguirre SJ, directeur du JRS Afrique de l'Ouest

LIBÉRIA



Directeur du JRS Libéria
C Amalraj SJ

Le JRS a rétabli une présence au Libéria en 2002, par le biais de plusieurs visites d'évaluation qui ont finalement amené à lancer un projet éducatif dans les camps de Monserrado près de Monrovia. Les violents événements de juin 2003 ont obligé le JRS à suspendre ses activités, mais en septembre une équipe renforcée a continué le travail dans un climat plus paisible et il y a désormais six projets éducatifs en cours dont bénéficient 13.000 élèves, provenant des seuls camps de Salala. Le Libéria est actuellement dirigé par un gouvernement de transition chargé d'organiser des élections. Une unité de l'ONU est engagée dans le processus de désarmement de plusieurs groupes armés dans le pays; une opération qui prend pas mal de temps et a déjà provoqué des affrontements et des heurts occasionnels impliquant les diverses factions armées. Les réfugiés ont manifesté peu d'empressement à retourner à leurs lieux d'origine, ce qui indique un manque de sécurité et de stabilité des conditions actuelles. L'heure est plutôt à la patience, à la prudence et à l'espérance.

Camps de MONSERRADO En très peu de temps le projet a construit deux bâtiments scolaires provisoires pour des élèves du primaire. L'objectif à court terme est de construire plusieurs autres bâtiments qui permettront de scolariser jusqu'à 7.000 élèves dans les camps, y compris au niveau secondaire. Des cours d'alphabétisation pour adultes sont également organisés avec le soutien de 21 professeurs, qui bénéficient eux-mêmes d'une formation permanente d'enseignants. Il y a une forte pénurie de livres et de matériel scolaire; ceux-ci sont également fournis par le projet.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 800 élèves sont scolarisés au niveau primaire
- 630 adultes bénéficient des cours d'alphabétisation

Camps de SALALA Le JRS a construit plusieurs écoles provisoires, qui servent pour les cours du primaire, du secondaire et pour les cours d'alphabétisation. La demande de scolarisation est telle que les bâtiments sont occupés de 7h30 à 19h00, et exige l'aide de 250 professeurs et de 21 accompagnateurs de soutien. Le plan à court terme est d'étendre le projet afin de pourvoir à l'éducation des enfants qui ne reçoivent encore aucune instruction dans les camps. Les cours d'alphabétisation organisent aussi des cours sur les droits de l'homme, sur la sexualité, et d'autres sujets pratiques pour leurs élèves dont la majorité est constituée de femmes.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 12.874 élèves sont scolarisés en primaire et secondaire
- 932 adultes participent aux cours d'alphabétisation

Camps de MONSERRADO 300 personnes bénéficient individuellement de cours de formation en couture, menuiserie, nouage et en travaux agricoles, grâce à l'aide de 7 formateurs, cela dans le but de donner aux bénéficiaires les savoir-faire nécessaires pour devenir autonomes et financièrement indépendants.

Camps de SALALA 360 personnes bénéficient d'une formation en menuiserie, couture, boulangerie, nouage, avec le soutien de 16 formateurs.

éducation

formation professionnelle



GUINÉE

Directeur du JRS Guinée
Gonzalo Sánchez-Terán

Le climat de paix en Guinée a permis au JRS de poursuivre le projet de relogement pour les personnes déplacées à Macenta et Guéckédou. En septembre, l'équipe a entrepris la phase finale de ce programme qui comporte de tout petits projets de développement, destinés à consolider ce qui a déjà été réalisé et à aider les bénéficiaires à acquérir leur indépendance financière.

À l'origine, le camp de réfugiés de Lainé avait été prévu pour accueillir six mille personnes mais en 2003, il a dû faire face à un afflux de réfugiés fuyant le Libéria limitrophe. L'accroissement du nombre a entraîné la construction de nouveaux bâtiments en dur et le JRS a augmenté sa capacité d'accueil des réfugiés en développant ses cours de formation, particulièrement en informatique.

L'évolution de la situation au Libéria laisse espérer que les réfugiés puissent bientôt retourner chez eux et l'équipe du JRS se prépare à cette éventualité.

reconstruction **MACENTA, GUÉCKÉDOU** Le programme de reconstruction du JRS a été lancé en mai 2002, apportant son soutien aux communautés locales pour rebâtir leurs maisons et leurs villages détruits dans le conflit. Le projet encourage et organise l'action des gens du lieu pour les amener à travailler ensemble, et leur apporte compétences, finances, matériaux de construction tels que des toitures de tôle, et soutien logistique. Construire la paix est aussi un aspect important du projet qui s'emploie à rassembler les gens afin de travailler pour et avec les autres.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 490 maisons ont été reconstruites à Guéckéou et 80 dans les villages autour de Macenta

service social/santé **MACENTA** Le projet de solidarité comporte l'apport d'une aide aux gens les plus vulnérables des différents villages où est présent le JRS. Il comprend la distribution de nourriture aux personnes âgées, et aux enfants mal nourris, ainsi que l'organisation de visites à l'hôpital pour ceux qui sont gravement malades, et aussi l'apport d'une aide financière pour les frais de médicaments. Il existe également un fond de bourses d'études destinées aux enfants des familles les plus pauvres, afin de leur permettre d'aller à l'école.

activités rémunératrices **KOLOUMA** Un nouveau projet doit s'impliquer dans la formation professionnelle des jeunes mères célibataires et leur procurer des activités génératrices de revenus. La formation sera dispensée à 30 jeunes femmes qui seront encouragées et incitées à se prendre en charge et devenir financièrement indépendantes.

Camp de LAINÉ Fin 2002, le HCR a invité le JRS à s'engager auprès des réfugiés du Libéria nouvellement arrivés au camp de Lainé, au sud de la Guinée. Ici le travail comprend des programmes de formation professionnelle, des projets sources de revenus, des activités culturelles ainsi que des programmes spécifiquement destinés aux très jeunes enfants du camp. En raison du grand nombre de réfugiés dans ce camp (plus de 3.000), le JRS a construit en 2003 un centre polyvalent d'une capacité de 600 élèves supplémentaires et créé de nouvelles activités. En août 2003, le Centre de Formation Professionnelle a fêté la remise des diplômes de la première promotion de 426 élèves.

Réalisations/Bénéficiaires:

- jusqu'à 3.000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle ou pratique
- 470 enfants ont suivi le pré-scolaire
- des milliers de réfugiés ont participé à des activités sportives et culturelles
- 10 classes et WC ont été construits pour l'école professionnelle et 6 classes pour le pré-scolaire

CÔTE D'IVOIRE



Directrice du JRS Côte d'Ivoire
Sr Josée N'fia

Le JRS s'est investi en Côte d'Ivoire par suite de la flambée de violence de septembre 2002. En janvier 2003 ont été organisées les premières visites d'évaluation, suivies de plusieurs autres, et qui ont finalement abouti à la création de quatre nouveaux projets dans tout le pays. Tous ces projets sont conduits par des Ivoiriens ou par des gens associés depuis longtemps à la vie du pays. Près de 20 membres, dont la plupart sont des religieux, ont établi des projets sanitaires ou éducatifs à Abidjan, Bouaké et Man. La situation du pays est très précaire, et beaucoup pensent qu'elle le restera jusqu'aux élections qui doivent se tenir en 2005. Actuellement, le pays est divisé en deux; le sud est contrôlé par le gouvernement, et le nord, presque totalement sous contrôle des forces de paix françaises. Les difficultés rencontrées dans le processus de désarmement ont suscité la crainte que la violence n'éclate à nouveau, malgré la présence des troupes françaises. Et il y a de quoi s'inquiéter quand on pense qu'il existe des milliers de rebelles armés dans tout le pays.



BOUAKÉ, MAN Deux projets sanitaires très semblables sont en cours, l'un pour les villages qui entourent Bouaké, dans le nord de la partie centrale du pays et l'autre à Man et dans les villages environnants, au nord-ouest du pays. Pour chacun des projets, un dispensaire mobile visite les villages très isolés, qui n'ont aucun accès aux soins médicaux quels qu'ils soient. Chaque dispensaire mobile est doté d'un personnel de deux infirmières et deux aides soignantes qui font les examens médicaux, fournissent des médicaments et autres formes de traitement. Lorsque des cas très sérieux sont détectés ils sont dirigés sur l'hôpital de Bouaké.

santé

Réalisations/Bénéficiaires:

- 2.000 personnes bénéficient de soins médicaux et d'attention chaque semaine

BOUAKÉ, MAN Le HIV/Sida constitue à l'évidence un problème majeur et très répandu dans les régions où est présent le JRS. Un projet essaie de conscientiser la population sur les dangers et les réalités du virus par le biais de différentes activités culturelles telles que le théâtre et les conférences. Les gens avec lesquels travaille le JRS sont encouragés à étudier sérieusement le problème, et ceux qui sont atteints sont accompagnés et soutenus.

éducation/HIV

Attente pour les soins médicaux, Côte d'Ivoire



Luís Magriñá SJ/JRS



UNE LETTRE DU LIBERIA: NOUS SOMMES EFFARÉS PAR CE QUE NOUS VOYONS

L'équipe du JRS est rentrée au Libéria le 6 octobre. C Amalraj SJ fait part de son sentiment sur ce qu'il a vu et sur la situation à laquelle sont confrontées l'équipe du JRS et la population du pays:

"Nous sommes effarés par ce que nous voyons. J'ai vu de mes yeux les régions du Sri Lanka ravagées par la guerre, mais cela n'a rien à voir avec ce que nous voyons au Libéria. C'est une vallée d'ossements. Les villages ont été brûlés les uns après les autres, la folie de la haine a provoqué mort et mutilation.

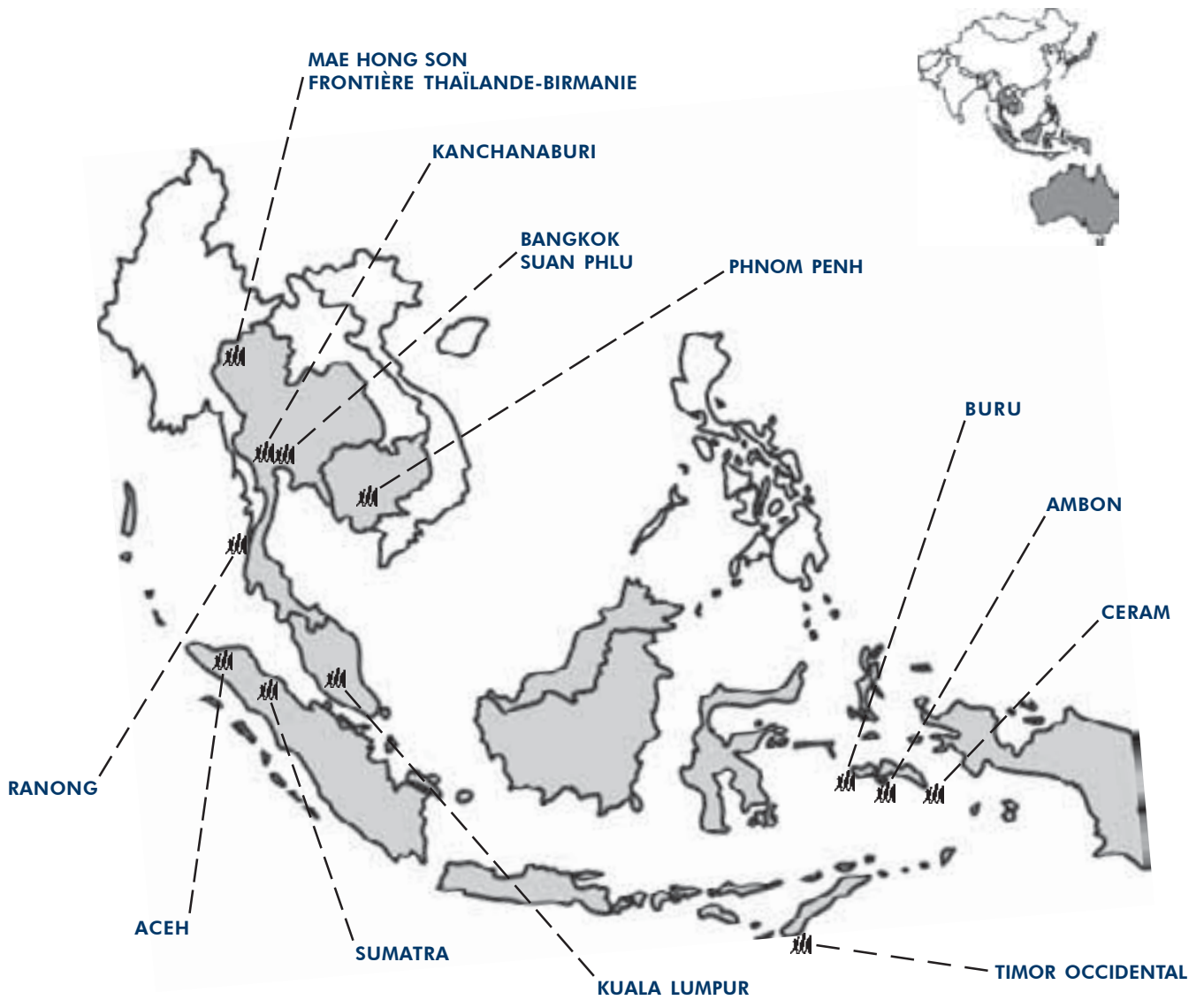
Pendant des années, des bandes organisées, milices et autres groupes d'hommes et de femmes frappés de folie, ont pillé le pays. Les années de guerre ont fait des milliers de morts. Les collines portent des milliers de tentes de réfugiés comme autant de cicatrices de la guerre. Qui peut dire le nombre de déplacés? Il y a des camps partout. Milices, rebelles, combattants de la liberté – autant de groupes répandus dans toutes les régions et qui pillent et mutilent les petites gens. Nous sommes allés dans la ville. La présence de la milice et des groupes armés est omniprésente. La plupart de ces groupes recrutent des jeunes garçons et de jeunes filles que la folie meurtrière a transformés en dangereux maniaques ou en drogués.

On estime à 30.000 le nombre de ceux qui sont armés. On les laisse piller et de temps en temps commettre un viol. Le pays tout entier ressemble à une maison au lendemain d'un cambriolage. Tout le monde attend le 15 octobre, date à laquelle le nouveau gouvernement provisoire de réconciliation nationale prendra ses fonctions avec le soutien du HCR. Le peuple libérien mérite la paix. En ce qui nous concerne nous cherchons une maison et en attendant nous sommes hébergés par les Frères de Saint Jean, une communauté religieuse qui tient un hôpital qui a survécu à la guerre et qui rend des services inestimables.

Il n'y a ni eau, ni électricité, ni poste, ni transports publics. 85% de la population est au chômage. Les écoles sont fermées depuis un an. Le soir, nous nous sommes rendus dans les camps. La vue de ces personnes qui souffrent depuis si longtemps nous a attristés. Les gens sont si bons – tant d'années de violence n'ont pas éteint leurs sourires. La plupart des camps ont des besoins en éducation pour les enfants."



ASIE PACIFIQUE



Personnes déplacées dans le Nord de Sumatra



Paolo Cereda/IPS

Le région Asie Pacifique du JRS couvre l'Indonésie, la Thaïlande, le Cambodge, l'Australie et plus récemment la Malaisie. En Indonésie, le JRS est présent dans trois régions: Aceh et le Nord de Sumatra, les Îles Moluques, et le Timor Occidental. Ces trois zones connaissent des situations très différentes.

La Birmanie attire aussi l'attention du JRS: les attaques répétées contre les villageois des régions Karen et Karenni continuent à alimenter la fuite de nombreux Birmans qui se réfugient en Thaïlande. À l'instar des réfugiés birmans, des milliers de personnes d'autres pays trouvent refuge en Thaïlande. Elles sont nombreuses à être placées dans des centres de détention (Immigration Detention Centre, ou IDC).

En Australie, un peu plus de 1.000 demandeurs d'asile sont encore détenus dans des centres. Des groupes de défense des droits des réfugiés travaillent à la libération de ces détenus, et plus particulièrement des familles et de ceux qui ne peuvent revenir dans leur pays d'origine. Des enfants sont aussi détenus dans ses centres.

Il y a environ 60.000 réfugiés et demandeurs d'asile qui vivent en Malaisie. Ils sont principalement de nationalité philippine, birmane ou viennent d'Aceh. Les réfugiés en Malaisie ne reçoivent aucune aide de l'État, ce qui pousse de nombreux d'entre eux à travailler illégalement.

Au Cambodge, les réfugiés urbains viennent de pays très différents: du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud, de la Chine, du Vietnam et de l'Afrique. La campagne cambodgienne est polluée par les mines: elles sont les souvenirs cruels du conflit qui continue de peser lourdement sur la vie et la mémoire des Cambodgiens.

Depuis le 1er janvier 2003, les personnes originaires du Timor Oriental qui ont fui leur maison en 1999 afin de trouver refuge à l'Ouest, ne sont plus reconnus comme étant des réfugiés. Ceux qui choisissent de rester sont réinstallés et nombreux sont ceux qui sont aidés par le JRS.

Dans les Iles Moluques, la sécurité s'est améliorée tout au long de 2003, après trois ans de conflit. Environ 250.000 personnes continuent à être déplacées dans la région, et les aider à retourner chez eux est un véritable défi pour les autorités.

À Aceh, le conflit s'est exacerbé en 2003 et a entraîné des destructions importantes et des déplacements de grande ampleur, principalement vers le Nord de Sumatra. L'armée indonésienne a déclaré l'application de la loi martiale et a réduit les activités des agences d'aide internationale dans la région. Cette décision est plus qu'inquiétante quand on connaît le besoin important d'assistance humanitaire pendant les périodes de conflit.

Andre Sugijopranoto SJ, directeur du JRS Asie Pacifique

THAÏLANDE



Directrice du JRS Thaïlande
Siriphen Limsirikul

Le régime militaire birman continue ses violences envers les villageois des provinces Karen et Karenni et provoque ainsi le départ de nombreux Birmans, qui se réfugient en Thaïlande. Les groupes ethniques Karen et Karenni sont reconnus par le gouvernement thaïlandais comme des groupes de personnes déplacées, alors que d'autres groupes sont considérés comme étant en situation illégale. De nombreuses autres nationalités viennent en Thaïlande afin de postuler le statut de réfugié du HCR. La plupart des arrivants sont placés dans des centres de détention (IDC en anglais) parce qu'ils sont en situation irrégulière dans le pays: certains sont en effet entrés en Thaïlande avec de faux papiers, d'autres dépassent la durée de séjour fixée par le visa, etc. En 2003, il y avait plus de 55.000 hommes, femmes et enfants arrêtés et détenus. Beaucoup d'entre eux sont depuis longtemps dans les IDCs: ils n'ont pas accès à leur ambassade et/ou n'ont pas l'argent nécessaire pour acheter leur ticket de retour vers leur pays d'origine.

Centres de détention de SUAN PHLU et KANCHANABURI Le JRS fournit une aide médicale qui n'est pas accessible au sein des centres de détention, mais qui est pourtant nécessaire pour le bien-être des détenus, comme l'est aussi la nourriture supplémentaire qui est distribuée. Les détenus sont souvent pris alors qu'ils n'ont ni argent ni ticket d'avion, ce qui leur permettrait pourtant de rentrer dans leur pays d'origine. Selon la loi thaïlandaise, les détenus sont libérés s'ils payent leur voyage de retour. L'objectif principal est d'aider les détenus à être libérés et à rentrer chez eux, et de veiller à leur santé. En ce qui concerne les demandeurs d'asile de Birmanie, le JRS leur fournit un soutien personnalisé et une assistance juridique à Bangkok.

détention/
aide médicale

Bénéficiaires: 40.000 personnes ont eu accès aux soins médicaux et aux services sociaux

BANGKOK Le programme du JRS pour les réfugiés de Bangkok assiste les demandeurs d'asile et les réfugiés non-birmans. Le JRS les aide à obtenir le statut de réfugié du HCR et leur fournit une aide financière d'urgence pendant la durée de la procédure.

projet urbain

MAE HONG SON Le programme éducatif de Karenni vise à renforcer le savoir-faire des professeurs, à encourager et soutenir les autorités locales responsables de l'éducation, et à favoriser la scolarisation d'un maximum d'enfants. Étant donné le nombre important de réfugiés catholiques qui vivent dans les camps de Mae Hong Son (6.250 personnes), il est nécessaire qu'un prêtre travaille auprès d'eux et leur offre ses services religieux.

éducation/pastorale

Bénéficiaires: 7.000 élèves, 370 professeurs et 4.400 familles

FRONTIÈRE THAÏLANDIE-BIRMANIE Ce programme répond aux nombreux besoins des réfugiés Shan qui ne vivent pas dans des camps et qui ne reçoivent donc pas un soutien mensuel, comme c'est le cas pour les réfugiés Karen et Karenni. Ils vivent dans des régions reculées, ce qui limite l'aide qu'ils pourraient recevoir des ONG.

Bénéficiaires: 1.000 élèves et 2.000 familles

RANONG Le JRS travaille avec des travailleurs immigrés birmans dans la province de Ranong, en offrant une aide médicale pour les personnes malades et en soutenant l'éducation des enfants. De nombreux Birmans se sont installés en Thaïlande pour des raisons économiques et politiques. Ils peuvent être arrêtés arbitrairement par la police thaïlandaise et sont exploités par leurs employeurs.

Bénéficiaires: 4.000 familles

Le JRS a contribué au *Landmine Monitor Report 2003* en effectuant des recherches sur les mines en Thaïlande. Il a aussi organisé, en collaboration avec d'autres organisations, les activités autour de la campagne qui a abouti à la cinquième rencontre, à Bangkok, des États signataires de la Convention d'Ottawa. Le JRS aide aussi les victimes des mines.

mines antipersonnel

INDONÉSIE / ACEH ET SUMATRA



Directeur du JRS Indonésie
Edi Mulyono SJ

En mai, l'armée indonésienne a intensifié ses opérations militaires contre les rebelles séparatistes du Mouvement Aceh Libre (GAM). Elle a déclaré l'application de la loi martiale et s'est lancée dans des opérations militaires de grande ampleur, à la suite de l'échec des négociations de paix entre les deux parties. Le gouvernement indonésien a aussi décidé de mettre fin au statut officiel de "personne déplacée" pour ceux qui vivent au Nord de Sumatra: une dernière aide a été allouée à chaque famille et s'élève à environ 1.000 dollars. En acceptant cette aide, les membres des familles renoncent à leur statut de personne déplacée. Toutefois, toutes les personnes déplacées n'ont pas pu répondre aux critères nécessaires pour recevoir cette somme. Il y a encore 500 familles déplacées qui continuent à vivre illégalement dans deux camps situés dans le parc national du Mont Leuser. Elles ont un accès très limité aux services publics et ne possèdent pas les biens de première nécessité qui leur permettraient de vivre correctement.

surveillance **ACEH** Les rapports qui décrivent la situation à Aceh depuis le mois de mai soulignent la persistance d'une situation lugubre: des civils sont tués, les écoles sont brûlées, des milliers de personnes fuient leur maison et tentent d'échapper à la violence, la nourriture commence à manquer aux personnes déplacées. L'application de la loi martiale à Aceh a renforcé la difficulté pour les organisations humanitaires d'avoir accès aux personnes dans le besoin. Les autorités indonésiennes sont désormais en charge du soutien et de l'aide. Dans une telle ambiance, surveiller la situation humanitaire est primordiale afin d'assurer que ceux qui sont dans le besoin sont aidés et que les droits de l'homme ne sont pas bafoués.

développement des communautés **ACEH** Le projet du JRS essaye de renforcer les communautés afin qu'elles puissent surmonter les conséquences du conflit et contribuer à la reconstruction de la paix.

assistance générale **ACEH** Le JRS aide les personnes déplacées les plus vulnérables, en fournissant de la nourriture aux enfants et aux femmes enceintes, en soutenant l'éducation et les activités agricoles.

Bénéficiaires:

- 3.600 personnes ont reçu une aide d'urgence qui inclut des médicaments, un abri et des ustensiles de cuisine
- 3.000 rapatriés ont été aidés, autant lors des négociations avec les autorités locales que lors de leur transport
- 340 enfants ont reçu une aide scolaire, dont des livres et des fournitures

SUMATRA Le JRS veille à ce que les personnes déplacées les plus vulnérables dans le nord de Sumatra aient accès à une véritable aide d'installation et qu'elles aient accès aux bases de l'éducation et aux services médicaux, ainsi qu'aux offres d'emploi.

Bénéficiaires:

- soutien de 150 enfants en maternelle, 500 en primaire et secondaire et de 25 professeurs
- 4.200 personnes ont bénéficié de soins médicaux et 1.200 enfants de compléments nutritionnels
- 500 personnes vulnérables ont reçu de la nourriture et un abri
- 170 personnes ont eu accès à un prêt et à une formation en management

recherche En septembre, le JRS a publié un livre retraçant la situation des personnes déplacées à Aceh. Ce livre, dont le titre est *Partout mais pas où il y a la guerre*, est le point d'orgue de recherches avancées et de qualité menées conjointement par des chercheurs du JRS et des membres sur le terrain qui travaillent au jour le jour avec les personnes déplacées. Cette étude, qui a été menée avant la dernière crise et l'explosion des récentes violences, est un outil sérieux pour comprendre les complexités du conflit et les types de déplacements à Aceh et au nord de Sumatra.

INDONÉSIE / ÎLES MOLUQUES

Le conflit qui a secoué les îles Moluques entre 1999 et 2002 a entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes. Cette situation a poussé le JRS à mettre en place des projets qui visent à assister les personnes qui ont été chassées de leur domicile. En 2002, les efforts en faveur de la paix ont conduit à une nette amélioration de la sécurité dans la région: les violences entre les communautés chrétienne et musulmane se sont éteintes et les deux groupes sont désormais capables de vivre de nouveau ensemble et en paix. L'élection d'un Gouverneur régional et d'un Vice-Gouverneur (l'un est chrétien, l'autre musulman) le 16 août 2003 a été une étape importante et le signe que la vie reprend son cours habituel pour les habitants des îles Moluques. Le Gouverneur a fait de la situation des personnes déplacées une de ses priorités et a réorganisé la gestion des déplacements afin de répondre à ce défi. L'amélioration de la situation a permis à de nombreuses personnes de retourner chez elles. Toutefois, environ 250.000 personnes restent déplacées.



Directeur du JRS Indonésie
Edi Mulyono SJ



AMBON, BURU, CERAM Le JRS a soutenu plus que 100 familles qui ont créé de petites entreprises, en leur donnant des grains, outils de travail et prêts qui leur permettent d'acheter des équipements. Le JRS supervise leurs activités et leur offre du conseil.

Bénéficiaires: 425 personnes de 100 familles ont participé au projet

activités
rémunératrices

AMBON, BURU, CERAM L'éducation des jeunes a beaucoup souffert des déplacements de masse: de nombreux enfants ont été forcés à quitter les zones où leur école était située. Le JRS encourage les élèves à suivre les cours et les aide à acquérir les fournitures scolaires, les livres, et distribue des bourses à ceux qui sont le plus dans le besoin.

Bénéficiaires:

- 3.000 élèves dans 40 écoles reçoivent des fournitures scolaires
- 25 élèves reçoivent des bourses afin d'aller à l'école

éducation

AMBON, BURU, CERAM Les violences ont marqué sévèrement l'équilibre psychologique de nombreuses personnes qui ont dû fuir de chez elles. Le JRS aide ceux qui souffrent de traumatismes et de maux liés au stress. Le JRS leur fournit des traitements appropriés, des médicaments, des compléments nutritionnels et d'autres soins.

Bénéficiaires: 6.200 enfants et 550 adultes reçoivent des traitements

santé/pastorale

AMBON, BURU, CERAM L'aide d'urgence est fournie aux plus vulnérables au sein des communautés de personnes déplacées, dont les enfants, les personnes âgées et ceux qui sont le plus dans le besoin. L'aide consiste le plus souvent en un abri d'urgence, de la nourriture, ainsi que le paiement des moyens de transport.

Bénéficiaires: 1.500 personnes ont reçu une aide d'urgence

urgence

AMBON, BURU, CERAM L'un des droits les plus fondamentaux des personnes déplacées est le droit de rentrer chez elles et de vivre en paix. Le JRS veille à informer les personnes déplacées de leurs droits, les accompagne et les aide à obtenir le respect de ces droits. Ceci consiste aussi en un travail d'advocacy auprès des autorités en charge afin d'assurer que les politiques de retour sont mises en place et que les droits des personnes déplacées sont respectés.

Bénéficiaires: 7.000 personnes (1.500 familles)

advocacy/retour

INDONÉSIE/TIMOR OCCIDENTAL



Directeur du JRS Indonésie
Edi Mulyono SJ

Depuis le 1er janvier 2003, les ressortissants du Timor Oriental, qui avaient fui de chez eux en 1999 afin de trouver refuge au Timor Occidental et dans d'autres zones de l'Indonésie, ne sont plus reconnus comme étant des réfugiés par le HCR et par le gouvernement indonésien. La logique de cette décision est que le Timor Oriental est désormais indépendant et apaisé, et que tous ceux qui souhaitent rentrer chez eux ont eu amplement la possibilité de le faire. Ceux qui ne sont pas revenus l'ont fait par choix ou par nécessité. La réalité, toutefois, n'est pas si tranchée: de nombreuses personnes n'ont pas pu ou n'ont pas voulu rentrer chez elles pour des raisons différentes. A la fin de l'année 2003, plus de 30.000 ressortissants du Timor Oriental étaient encore au Timor Occidental. Les problèmes qu'ils ont rencontrés étaient notamment l'accès à la terre et à la propriété, et la lenteur des délais de leur installation. De plus, il y a encore environ 300 enfants qui sont séparés de leurs familles et pour lesquels des solutions n'ont pas encore été proposées.

information

L'un des principaux objectifs du JRS au Timor Occidental pendant l'année 2003 a été de s'assurer que les "ex-réfugiés" puissent prendre des décisions réfléchies et choisir librement de retourner chez eux au Timor Oriental, ou de s'installer dans d'autres régions de l'Indonésie. Le JRS a organisé plusieurs réunions avec des ressortissants du Timor Oriental, pendant lesquelles des vidéos ont été diffusées, des débats organisés et des dossiers d'informations distribués. Le personnel du JRS a aussi fait part de commentaires venant de personnes habitant au Timor Oriental.

Bénéficiaires: des milliers de personnes ont participé aux réunions et aux échanges et 250 dossiers d'informations ont été distribués

rapatriement

De nombreux ressortissants du Timor Oriental ont continué à traverser la frontière et à rentrer chez eux pendant 2003. Certains ont pris cette décision après avoir pris connaissance de ce qu'ils pouvaient attendre à leur retour, lors des réunions organisées par le JRS. Le JRS a aussi aidé les personnes sur le chemin du retour, notamment en assurant un soutien logistique comme le transport ou la nourriture pendant le voyage.

Bénéficiaires: 250 personnes ont reçu de la nourriture et d'autres formes d'aide pendant leur voyage

réunification familiale

Selon les estimations du HCR, 750 mineurs ont été séparés de leurs familles pendant le conflit. Aujourd'hui, quatre ans après, ils sont nombreux à être au centre de négociations douloureuses entre ceux qui se sont occupés d'eux et qui aiment leur enfant adopté comme le leur, et les parents biologiques, qui veulent récupérer leur enfant. Le JRS participe à un programme dont l'objectif est de trouver des solutions durables à ce type de problème. Ceci nécessite l'organisation de réunions de l'autre côté de la frontière, durant lesquelles le JRS devient un médiateur qui essaye de définir ce qui sera la meilleure solution pour le mineur.

Bénéficiaires: 40 enfants ont participé à ce programme en 2003

réinstallation

Le JRS travaille avec des communautés d'anciens réfugiés du Timor Oriental qui souhaitent s'installer en l'Indonésie. En septembre 2003, 94 familles avaient adhéré à un programme leur permettant de s'installer au Sumba Ouest. Certaines d'entre elles ont déjà fait le premier pas: leur voyage a été facilité par le JRS qui leur a fourni de la nourriture et les a soutenues.

En décembre 2003, le JRS et le Centre de services pour les personnes déplacées (Center for IDP Services, ou CIS), ont organisé une visite d'information à Atambua pour les représentants de la communauté du village de Soru. Le HCR et le gouvernement indonésien conduisent le programme d'installation à Soru, le JRS et le CIS étant des partenaires dans sa mise en œuvre.

AUSTRALIE

La politique de contrôle aux frontières du gouvernement australien explique l'arrivée de deux bateaux seulement dans les eaux australiennes dans les douze derniers mois. Les 53 demandeurs d'asile vietnamiens, qui sont arrivés dans le premier bateau, ont été amenés sur l'île Christmas afin que leur demande y soit traitée, et ceci malgré le fait qu'ils étaient dans la zone de migration australienne. Le second bateau avait à son bord 14 Kurdes Turcs: il a été chassé des eaux australiennes et escortés jusqu'en Indonésie. Au même moment, environ 4.000 îles ont été enlevées de la zone de migration australienne. Il reste un peu plus de 1.000 demandeurs d'asile au sein des centres de détention et les groupes d'aide aux réfugiés concentrent leur action sur la libération de ces détenus. Des enfants continuent à être détenus dans tous ces centres. Alors que la détention obligatoire reste un sujet sensible, le nombre de personnes détenues a considérablement diminué du fait des libérations et des rapatriements volontaires ou forcés.



Directeur du JRS Australie
Nguyen Van Cao SJ

L'année dernière a été ponctuée de succès, grâce à des actions en justice réussies et aux mouvements de protestations orchestrés par des groupes de soutien – dont le JRS – et des particuliers. Les ressortissants du Timor Oriental ont été nombreux à recevoir le visa dit de "protection permanente", ce qui est très encourageant.

campagnes de soutien/advocacy

Les visas de protection temporaires, délivrés en 1999, sont arrivés à leur date d'expiration en 2002 et devaient être renouvelés. Néanmoins, certaines situations nécessitaient un traitement particulier et plus lent: ceci a créé une pression considérable alors que les outils juridiques étaient limités, ainsi qu'une grande incertitude et un stress important pour les possesseurs de ces visas. Des campagnes d'information et de sensibilisation du public ont été organisées afin d'attirer l'attention sur ces cas.

sensibilisation du public

Les personnes qui possèdent des visas ne leur permettant pas de travailler continuent à vivre très difficilement, ce qui peut les conduire à perdre leur logement et à se lancer dans des activités criminelles. Le soutien des réfugiés, notamment de ceux libérés grâce à l'application des principes de l'Habeas Corpus, est essentiellement organisé par les associations religieuses.

assistance

Le JRS Australie continue à recruter, placer, soutenir et former des bénévoles australiens pour des projets sur le terrain dans d'autres parties de l'Asie et du Pacifique, et dans d'autres régions couvertes par les activités du JRS.

recrutement de volontaires

MALAISIE

Environ 60.000 réfugiés et demandeurs d'asile vivent en Malaisie. Ces réfugiés sont principalement Philippins, Birmans et de la région d'Aceh. Les réfugiés en Malaisie ne reçoivent aucune aide étatique et beaucoup d'entre eux sont forcés à travailler illégalement. Le JRS en Malaisie a commencé à être actif à partir de la moitié de 2003, en fournissant par exemple une aide médicale aux communautés Chin et d'Aceh tout autour de Kuala Lumpur et en rendant visite aux détenus des centres de détention.





Directrice du JRS Cambodge
Denise Coghlan RSM

CAMBODGE

Dans la plus grande majorité des cas, les réfugiés urbains au Cambodge ont pu progressivement et paisiblement reconstruire leur vie dans la capitale Phnom Penh. Ce cas de figure est exemplaire quand on le compare aux situations très difficiles que rencontrent les immigrés illégaux et les demandeurs d'asile dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est. Au Cambodge, les réfugiés viennent de zones géographiques différentes. L'installation dans des pays tiers reste une tâche extrêmement difficile pour la grande majorité des réfugiés: les seules solutions qui se présentent à eux sont l'intégration au sein de la société cambodgienne ou le rapatriement. La présence d'un nombre encore très important de mines antipersonnel au Cambodge reste un sujet très inquiétant qui nuit considérablement au développement du pays, en particulier au développement de l'agriculture, et à la réintégration économique des personnes qui reviennent au pays et qui sont sans terre. La pauvreté persiste et touche un pourcentage très important de la société.

assistance juridique

PHNOM PENH L'objectif de ce projet est de fournir une assistance juridique et sociale aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, et d'œuvrer afin qu'ils disposent d'une protection complète et de solutions durables. Le JRS aide ainsi les demandeurs d'asile qui se trouvent dans la capitale cambodgienne Phnom Penh, alors qu'ils essayent de prendre un nouveau départ. Un lieu où ils sont acceptés et bienvenus leur est ouvert par le JRS. Ceci joue un rôle important dans l'accompagnement des réfugiés tout au long des formalités qui doivent les mener vers une installation et une intégration réussies dans leur nouveau pays.

Réalisations/Bénéficiaires:

- assistance juridique pour les premières candidatures au statut de réfugié et lors de jugements en appel: 85 personnes
- aides financière, médicale et scolaire pour 717 réfugiés et demandeurs d'asile

campagne contre les mines antipersonnel

Depuis 1994, à la suite d'une réunion des directeurs régionaux à Rome, le JRS est engagé officiellement dans une campagne qui vise à interdire l'utilisation des mines antipersonnel. Cette campagne a été proposée par le directeur du JRS Cambodge, qui travaille sur le terrain dans ce domaine depuis 1988. Le JRS Cambodge participe très activement à la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel. Il contribue aussi à la parution annuelle du *Global Landmine Monitor*.

En 2003, le JRS Cambodge a conduit une délégation, à bord d'un bus, du Cambodge jusqu'à Bangkok en passant par la frontière thaïlandaise, afin de participer à la cinquième rencontre annuelle des États parties au traité d'interdiction de 1997. Ce périple a débuté le 25 septembre 2003. La délégation comprenait notamment dix personnes qui ont survécu aux mines, dont une mère qui a perdu ses deux jambes sur une mine en février 2003 et qui a ensuite donné naissance à son enfant le 6 août. Un autre membre de cette délégation était un jeune garçon qui a perdu la vue à la suite de l'explosion d'une mine alors qu'il cherchait de la nourriture avec ses deux petits frères. Ces derniers ont péri sur deux mines alors qu'ils couraient aider leur aîné. Le voyage de l'équipe a été couvert par la presse et a réussi à accumuler un nombre important d'empreintes de mains afin de nourrir la campagne "Tenons-nous la main contre les mines". Le début de cette campagne a coïncidé avec l'ouverture de la rencontre entre les États.

assistance aux survivants des mines

À la moitié de l'année 2000, des réunions et des séminaires ont été organisés et ont réuni des membres du JRS Cambodge, des victimes des mines ainsi que des personnes paralysées par la polio et vivant dans les zones rurales du Cambodge. Pendant ces réunions, les survivants ont fait part de leurs besoins les plus urgents, ce qui a abouti à la conception d'un plan d'action pour aider les communautés touchées par les mines. Le projet inclut la construction de nouvelles maisons, l'approvisionnement en eau, une assistance scolaire et médicale, le développement d'activités sources de revenus, le déminage et la production de chaises roulantes.



Personnel du JRS
et réfugiés au
Timor Occidental

Fabrique de briques, une activité rémunératrice, dans le Nord de Sumatra



Paolo Ceredia/JRS

Luis Magrín S.J./JRS



Ranong,
Thaïlande

Aceh,
Indonésie

LES SOLDATS NOUS ONT VIOLÉES (Thaïlande-Birmanie)

J'habitais dans l'État de Karenni et j'étais heureuse avec mon mari et nos deux enfants. Mais un jour, j'ai été arrêtée par trois soldats du SLORC (régime militaire de Birmanie) alors que je revenais de notre ferme. J'étais avec mon mari et trois amies, et je me souviens que nous étions gais, bavardant et riant en marchant.

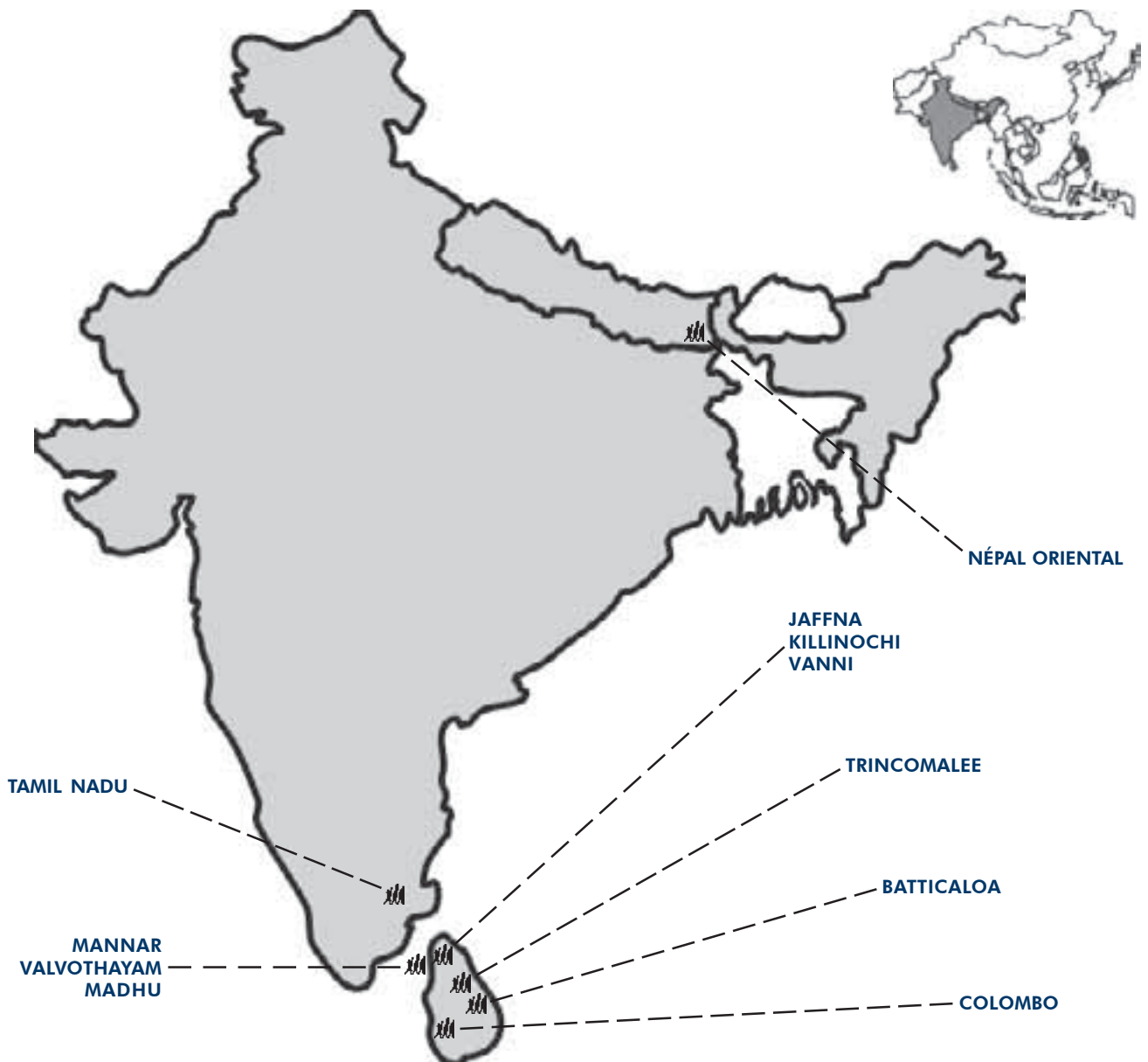
Les soldats sont apparus tout à coup alors que nous étions en train de nous frayer un chemin à travers une épaisse jungle et ils ont ordonné à mon mari de rentrer seul à la maison. Je l'ai supplié de ne pas partir, et je lui disais: "Ne t'en va pas, attends-nous!". Mais les soldats l'ont obligé à continuer son chemin. Il a fait semblant de rentrer mais en fait, il s'est caché un peu plus loin, sans se faire voir. Les soldats nous ont fait pénétrer dans la jungle et nous ont violées. Nous nous sommes débattues mais ils nous ont fait tenir tranquilles en nous frappant de leurs fusils et en couvrant le visage d'une de mes amies d'un chiffon. Nous n'avions pas autant de force qu'eux, alors ils ont réussi à nous violer. Quand ils ont eu fini, ils sont partis en courant, nous abandonnant là. Nous sommes revenues à la maison, osant à peine raconter à nos amis ce qui s'était passé. L'une d'entre nous, une femme de 60 ans, n'a pas pu supporter ce qui était arrivé. Elle est morte peu de temps après.

La vie continue. Maintenant je vis dans le camp des réfugiés de Karenni en Thaïlande. Je tiens la maison, et je m'occupe le mieux possible de ma famille. Je suis contente d'avoir de quoi manger, nous pouvons recevoir des soins médicaux, et mes enfants peuvent aller à l'école. J'espère qu'ils n'auront jamais à souffrir comme nous.

Témoignage recueilli par le JRS

Réfugiés
karennés en
Thaïlande

ASIE DU SUD



Sri Lanka



2003 a été une année d'espoir jusqu'à la fin octobre pour les personnes déplacées au Sri Lanka, les réfugiés sri lankais dans la région du Tamil Nadu en Inde ainsi que pour les réfugiés bhoutanais au Népal. Ces deux catégories de réfugiés espéraient leur rapatriement et les Sri Lankais déplacés attendaient avec impatience le retour à une vie normale, dans un nouveau climat de paix.

Leurs espoirs, rêves et aspirations se sont évanouis en novembre et décembre 2003. Au Sri Lanka, le processus de paix s'est arrêté, et à la fin de l'année des incertitudes ont commencé à planer sur le futur des négociations ainsi que sur la stabilité du pays.

Bien que les maisons et les routes aient été reconstruites, que le système éducatif ait été renforcé, que les terres aient été cultivées à nouveau, que le commerce ait repris, et que bien d'autres développements aient été accomplis – ce qui peut laisser croire à un pays revenant à une situation normale, les personnes déplacées au Sri Lanka vivent dans un environnement incertain. Les réfugiés sri lankais dans le Tamil Nadu en Inde languissent toujours dans 103 camps, suivant avec anxiété l'évolution politique de leur pays natal, qui décidera s'ils pourront y revenir ou non.

Plus de 100.000 réfugiés bhoutanais d'origine népalaise vivent dans 7 camps dans l'Est du Népal depuis plus de dix ans, après avoir été expulsés de leur pays. Durant un long processus de vérification, les 12.000 réfugiés d'un des camps (Khudanabari) ont été classés en 4 catégories par une équipe commune d'autorités bhoutanaises et népalaises. Le résultat de ce processus a classé seulement 293 des 12.000 cas dans la catégorie I – réfugiés de bonne foi ayant le droit de rentrer et de vivre au Bhoutan. Plus de 70% des réfugiés ont été classés dans la catégorie II, c'est-à-dire ceux qui avaient prétendument émigré de leur plein gré et qui doivent maintenant passer à travers un processus complexe qui prendra deux années avant de pouvoir faire une demande pour récupérer leur citoyenneté bhoutanaise.

Les réfugiés vivant dans le camp de Khudanabari attendent avec anxiété le développement du processus de rapatriement, pendant que les réfugiés vivant dans les six autres camps dans l'Est du Népal attendent encore que leur vérification commence. Alors que les personnes déplacées du Sri Lanka, les réfugiés sri lankais dans le Tamil Nadu en Inde et les réfugiés bhoutanais dans l'Est du Népal vivent toujours dans des conditions très difficiles, le JRS Asie du Sud continue de les accompagner, de les assister et de plaider leur cause.

PS Amalraj SJ, directeur du JRS Asie du Sud

NÉPAL



Directeur du JRS Népal
Varkey Perekatt SJ

100.000 réfugiés bhoutanais languissent dans des camps du Népal depuis quatorze ans, sans aucune garantie pour leur futur. Un processus de vérification a été exécuté conjointement par le Bhoutan et le Népal, qui a classé les réfugiés en 4 catégories. Ce processus terminé dans un des camps, les résultats ont été annoncés. Les conditions fixées par le Bhoutan pour le rapatriement en ont fait un rêve insaisissable; 16 séries de négociations bilatérales entre le Bhoutan et le Népal n'ont pas résolu le problème. Les réfugiés bhoutanais du camp de Khudunabari au Népal ont réagi avec colère le 22 décembre 2003 lorsque les autorités bhoutanaises, lors de leur visite, ont rendu publiques les conditions que les réfugiés devraient accepter pour pouvoir être rapatriés au Bhoutan. Les autorités bhoutanaises ont déclaré qu'une grande partie des réfugiés devraient être hébergés dans des camps spéciaux à leur retour, qu'ils seraient en période d'essai pour deux ans et que la plupart devraient refaire leur demande de citoyenneté.

Le JRS a continué à assister Caritas Népal, le partenaire du HCR sur le terrain, à fournir une éducation formelle aux réfugiés dans les camps, un projet qui concerne 38.860 enfants.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 8 centres récréatifs avec 32 surveillants pour 3.836 enfants âgés de 3 à 5 ans
- soutien à 9 écoles principales, 11 écoles secondaires et 19 écoles de secteur
- 1.028 enseignants et 141 non-enseignants employés dans les écoles des camps
- 15 programmes de formation effectués pour 1.028 enseignants et 29 employés de bureau
- ateliers offerts à tous les étudiants des classes supérieures

éducation formelle

Ce projet offre un enseignement spécialisé intégré à 806 étudiants aux besoins particuliers, avec l'aide de 11 enseignants de soutien à travers un appui scolaire quotidien.

éducation spécialisée

Deux centres offrent une formation professionnelle à 365 personnes dans 9 métiers différents, une formation professionnelle à 34 personnes handicapées ainsi qu'une formation spéciale à 311 personnes atteintes de surdité.

formation professionnelle

Le JRS est particulièrement impliqué dans l'aide aux réfugiés les plus vulnérables et par conséquent il fournit une éducation spéciale aux enfants réfugiés handicapés.

Réalisations/Bénéficiaires:

- au total, 3.265 personnes handicapées ont été assistées par 21 surveillants dans les 7 camps
- 7 centres de langage des signes avec 7 enseignants pour 210 étudiants
- 2 programmes de formations effectués pour 21 employés
- 2 programmes de formation offerts aux enseignants de soutien spécialisés et un programme de formation sur les handicaps pour la totalité des 1.028 enseignants
- 38 personnes handicapées ont bénéficié d'aide financière pour créer des activités rémunératrices

programme pour personnes handicapées

Le JRS continue à faire pression pour faire avancer les négociations bilatérales entre le Bhoutan et le Népal et il travaille afin que la question des réfugiés reste à l'ordre du jour. Le JRS travaille dans les camps avec d'autres organisations, des groupes de défense des droits de l'homme, ainsi que des organisations crédibles de réfugiés bhoutanais et continue de pousser le HCR et le gouvernement népalais à régler le problème du rapatriement. Le JRS a participé à la mission des ONG internationales en Inde et au Népal en 2003, en rencontrant les autorités gouvernementales ainsi que d'autres acteurs influents. Il a organisé des conférences de presse et a publié des déclarations plaidant pour une réinstallation équitable des réfugiés bhoutanais.

advocacy



Directeur du JRS Sri Lanka
Vinny Joseph SJ

SRI LANKA

Les Sri Lankais, qui ont subi l'expérience d'une guerre brutale pendant presque 19 ans, vivent maintenant dans une situation entre guerre et paix.

A peu près deux ans après la déclaration de cessez-le-feu entre le LTTE (Mouvement de libération des Tigres Tamouls) et l'armée du Sri Lanka, 400.000 personnes sont encore déplacées à l'intérieur du pays.

La paix établie en février 2002 a apporté beaucoup de résultats positifs dans un pays qui a souffert durant 19 années de conflit, et a favorisé la liberté de mouvement pour les citoyens, ainsi que la croissance économique. Toutefois, la réticence ou l'incapacité de tant de personnes déplacées de rentrer chez elles, plusieurs violations du cessez-le-feu et une rupture des négociations de paix demeurent de sérieux motifs d'inquiétude. Les armes à feu, cependant, restent silencieuses et les bombes n'explodent pas; les destructions injustifiées de propriétés et les tueries ont également cessé.

éducation

19 années de guerres n'ont pas seulement causé la banqueroute économique du pays mais ont aussi appauvri le système éducatif dans le Nord et dans l'Est. La plupart des écoles ont été détruites et les enfants étudient encore assis sous les arbres. Après le cessez-le-feu, plusieurs écoles occupées par l'armée ont été restituées au département de l'éducation, bien des bâtiments sont actuellement en réparation et de nouveaux bâtiments ont été construits avec l'aide du gouvernement et des ONG. Pour aider à améliorer le niveau scolaire, le JRS, en accompagnant les enfants réfugiés, a mis la priorité sur l'éducation. Il organise des écoles maternelles qui offrent des repas, des cours du soir, des écoles primaires, des bourses d'études, des aides à l'éducation, des séminaires et la formation d'enseignants.

Nombre d'étudiants au total – Écoles maternelles: 1.683. Centres de cours du soir: 11.232. Écoles primaires: 2.656. Formation professionnelle: 205. Bourses d'études: 82 bénéficiaires. Séminaires d'étudiants: 65 participants. 475 enseignants formés. 106 bénéficiaires de centres professionnels.

services sociaux/ activités rémunératrices

BATTICALOA, MADHU, MANNAR, VANNI, JAFFNA et ailleurs

Réalisations/Bénéficiaires:

- 167 personnes handicapées ont été assistées à travers des activités rémunératrices
- 175 veuves ont reçu une aide financière pour commencer de petites entreprises ou des exploitations agricoles
- 1.121 personnes ont reçu des matériaux pour abri et 884 personnes ont reçu une assistance d'urgence
- 340 enfants à problèmes ou traumatisés ont reçu un soutien psychologique et social
- 195 personnes revenues d'Inde ont reçu une assistance d'urgence et du matériel scolaire pour leurs enfants

développement des villages

BATTICALOA; MADHU; VALVOTHAYAM, district de Mannar Des prêts ont été concédés à 1.283 personnes qui sont récemment rentrées chez elles, pour les aider dans leur métier d'agriculteur. Le prêt est remboursé avec 2% d'intérêts. La somme de base prêtée par le JRS est réutilisée comme fond pour le projet. Un carnet d'épargne est également offert aux participants.

orphelins

BATTICALOA, JAFFNA, KILLINOCHI, MADHU, TRINCOMALEE Environ 60.000 personnes sont mortes depuis le début de la guerre en 1983; il en résulte une société avec un grand nombre de veuves et d'orphelins. Le JRS a ouvert des orphelinats dans les zones affectées avec 106 bénéficiaires.

droits de l'homme/ aide matérielle

COLOMBO, MANNAR

Réalisations/Bénéficiaires:

- 96 prisonniers ont reçu de la nourriture, des vêtements et des articles de toilette

INDE



Directeur du JRS Inde
Francis Sales SJ

Bien que l'Inde n'ait pas signé la Convention pour les réfugiés de l'ONU de 1951 et qu'elle n'ait pas de loi concernant l'asile, elle accueille 345.000 réfugiés. Parmi eux, 144.000 viennent du Sri Lanka, dont 81.650 vivent dans 103 camps dans le Tamil Nadu depuis 13 ans.

Le séjour prolongé dans les camps a eu un impact très négatif sur les réfugiés, en ce qui concerne leur identité et leur culture.

Quelques-uns des réfugiés sont déjà rentrés chez eux, par avion et par bateau mais la plupart d'entre eux suivent de près l'évolution de la situation dans leur pays natal, en attendant de voir émerger la paix, pour avoir l'opportunité de rentrer chez eux.

Comme des incertitudes planent sur le futur et que la vie dans les camps devient toujours plus difficile, nombreux sont les réfugiés qui préfèrent attendre qu'une paix durable soit rétablie au Sri Lanka avant de rentrer chez eux.



Les deux principaux domaines dans lesquels le JRS concentre son travail avec les réfugiés sri lankais dans le Tamil Nadu sont l'éducation formelle et les formations professionnelles.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 89 centres organisent des cours du soir avec 257 professeurs pour 8.995 étudiants
- le JRS aide 6 écoles gouvernementales en soutenant 19 enseignants et 860 étudiants
- des bourses d'études ont été fournies à 329 étudiants du secondaire et 128 étudiants de hautes écoles
- 436 enseignants ont bénéficié de 16 cours de formation
- 15 ateliers/camps d'études d'été pour 1.585 étudiants

éducation

Le JRS considère qu'il est essentiel que les jeunes réfugiés reçoivent une formation qui leur permette de développer leurs capacités personnelles et de mener une vie indépendante.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 5 centres professionnels pour 105 étudiants
- 5 centres de tissage pour 113 apprentis
- 139 étudiants formés dans différents métiers, dans 5 collèges communautaires
- 103 jeunes formés en journalisme dans 4 centres

formation professionnelle

Ce programme inclut des activités auxquelles participent plusieurs comités qui ont été créés dans le but d'encourager le maintien des lois, de l'ordre, de la paix et de l'harmonie dans les camps, ainsi que de maintenir les camps propres et animés. Des autres programmes ont inclus l'assistance d'urgence, le service pastoral pour les catholiques, une unité de développement pour les veuves et la publication d'un magazine étudiantin.

Réalisations/Bénéficiaires:

- des forums ont été créés dans les collèges et lycées
- des sessions sur la direction et la motivation ont été organisées
- des activités rémunératrices sont supportées et encouragées

développement communautaire



Jenny Cariso/JRS

UN OBUS EST TOMBÉ SUR NOTRE MAISON (Sri Lanka)

Je suis originaire de la péninsule de Jaffna, mais en 1990, ma famille a été déplacée de force vers la région de Vanni (Akkarayan dans le district de Killinochi). Le 15 juillet 1990, à 8h30 du matin, un obus d'artillerie est tombé sur notre maison. J'avais huit ans.

Quand les tirs d'obus ont commencé, j'étais dans la maison et les autres étaient dehors. Je suis sortie en courant. Mes parents, mon grand-père et mon frère de 10 ans ont tous été tués. Mon père et mon grand-père sont morts sur le coup, les trois autres ont été transportés à l'hôpital de Mallavi et c'est là qu'ils sont morts.

J'ai été blessée par l'explosion et on m'a amputé la jambe à l'hôpital de Mallavi. De là, on m'a conduite à l'hôpital de Vavuniya. Mon autre jambe avait reçu un éclat d'obus, qu'on a enlevé. Je suis restée longtemps là-bas. À Kandy, on m'a donné une prothèse, payée par la Croix Rouge locale.

Maintenant j'habite à Vavuniya avec la sœur aînée de ma mère. Il me reste un frère plus jeune qui fait des études à Colombo. L'école n'est pas loin de la maison, j'y vais à pied, ou bien mes amis me prennent à bicyclette. Pour moi c'est facile d'étudier. Je veux étudier pour pouvoir aider les orphelins et ceux qui sont dans la même situation que moi.

La guerre est vaine parce qu'elle crée des générations d'invalides et d'handicapés comme moi. Il faut que cela s'arrête: on est en train de détruire les ressources et on gaspille les richesses. Il faut que la paix l'emporte.

Kamalavadhani, personne déplacée à Vavuniya, Sri Lanka



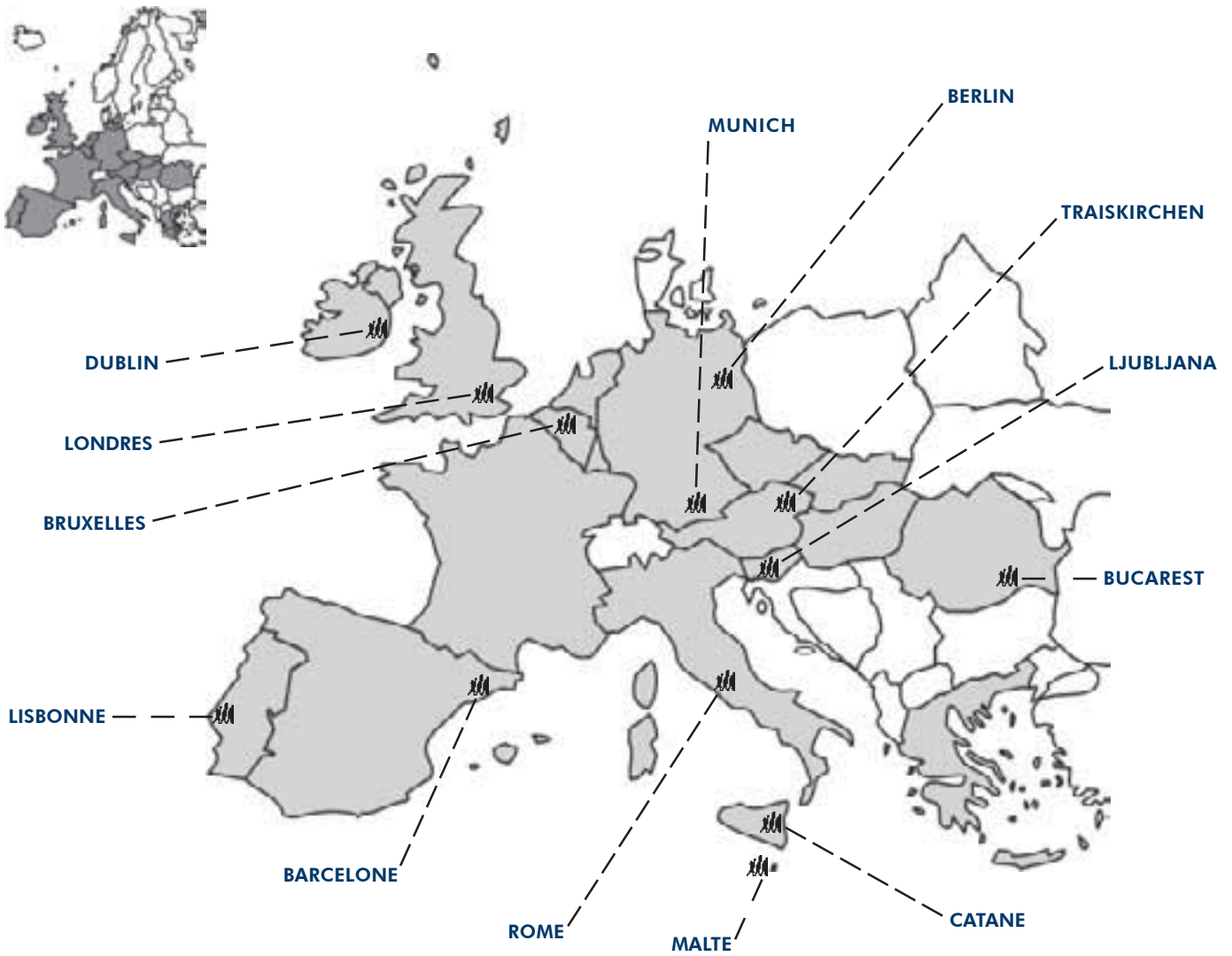
Paolo Cerretal/JRS



Mark Raper SJ/JRS

Formation professionnelle,
Vavuniya, Sri Lanka

EUROPE



Centre de détention en Allemagne



Nicolas Weiser SJ/JRS

L'année passée a vu naître de nouvelles orientations en Europe et par conséquent de nouvelles initiatives des bureaux du JRS puisque nous répondons à ces tendances. En Europe occidentale et méridionale, le grand problème est l'accès des demandeurs d'asile au territoire. On prend tellement de mesures pour arrêter l'immigration clandestine que les réfugiés ont maintenant de plus en plus de difficulté à avoir accès à un pays où ils pourraient faire une demande d'asile. Ils sont refoulés car le système ne fait pas de différence entre ceux qui ont besoin de protection et ceux qui viennent pour d'autres raisons. Dans ce climat, la définition du statut de réfugié est interprétée de façon de plus en plus restrictive et l'Europe se fait moins généreuse dans son interprétation du mot "asile".

Source d'inquiétude particulière, de plus en plus de gens n'obtiennent ni l'asile, ni le statut humanitaire, mais reçoivent "l'autorisation de rester". Ils ne bénéficient d'aucune aide quelle qu'elle soit et sont condamnés à vivre dans la rue et à mendier pour obtenir nourriture et vêtements. Ces personnes tombent dans les failles du système. Pendant ce temps, les victimes sont marginalisées, assimilés aux clandestins et même aux criminels.

En Allemagne, Autriche, Belgique et dans le Royaume Uni, le JRS s'occupe surtout d'apporter une aide juridique aux détenus et de rendre visite aux réfugiés en détention. En Italie, le JRS fournit logement et nourriture à un nombre important de réfugiés et de migrants.

L'intégration des réfugiés dans la société exige un changement de part et d'autre: à la fois du côté de la communauté qui accueille et du côté des individus et des groupes qui arrivent. En Irlande, le JRS a lancé un nouveau projet avec l'aide du Fond Européen pour les Réfugiés, tandis qu'au Portugal, le JRS a lancé un projet financé par la Fondation Gulbenkian portant sur la reconnaissance de qualifications des médecins, majoritairement originaires d'Europe de l'Est.

Les bureaux du JRS situés dans les parties centrales et orientales de l'Europe ont entrepris de répondre aux besoins du nombre croissant de réfugiés et de demandeurs d'asile dans ces pays. Nos bureaux de Malte, Slovénie et Roumanie s'occupent des visites aux demandeurs d'asile en détention, et offrent une assistance juridique, aident les réfugiés à s'intégrer dans la société, leur assurent des cours de langue et une formation professionnelle et analysent la politique du gouvernement pour tout ce qui touche les problèmes d'asile.

Alors que ces pays s'appêtent à entrer dans l'Union Européenne, leurs lois s'alignent sur celles du reste de l'UE. Cela peut entraîner parfois une amélioration des conditions et un meilleur système. Mais cela peut produire aussi une mentalité de forteresse: une Europe à 25 qui s'unit pour exclure plutôt qu'inclure.

John Dardis SJ, directeur du JRS Europe

EUROPE



En **AUTRICHE** il existe quatre centres d'hébergement de l'État pour les demandeurs d'asile. Cependant, la capacité d'accueil de ces centres permet seulement de pourvoir aux besoins d'un tiers des personnes qui cherchent refuge dans ce pays. En raison de nouvelles lois, certaines catégories de demandeurs d'asile sont exclus de ces centres, y compris ceux qui arrivent de pays candidats à l'entrée dans l'Union Européenne.

En **BELGIQUE** les priorités du gouvernement vont à la lutte contre l'immigration clandestine plutôt qu'au développement d'une politique pour ayants droits.

La **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**, comme d'autres pays entrant dans l'UE, évolue de la situation de pays producteur de réfugiés, à celle de pays de transit. Au cours de ces dernières années elle a reçu un nombre révélateur de demandes d'asile.

En **ALLEMAGNE**, parmi les problèmes traités par le JRS figurent la détention des demandeurs d'asile, la mise en liberté des détenus qui vivent sans assistance, et les migrants sans papiers.



Personne contact pour le JRS Autriche Erich Drögsler SJ

La principale activité soutenue par le JRS est un programme destiné aux enfants et aux jeunes du centre d'accueil de Traiskirchen, où l'équipe s'occupe aussi d'aider les mères et leurs bébés, les jeunes familles et les malades.

AUTRICHE

Directeur du JRS Belgique Christophe Renders SJ

En association avec 8 autres ONG, le JRS s'est occupé de contacts réguliers avec les détenus des 5 "centres fermés" existants. L'approche pastorale du JRS donne la priorité à l'accompagnement des demandeurs d'asile en détention et des sans-papiers. Les visiteurs aident les détenus à comprendre la procédure légale et à se préparer aux entretiens.

BELGIQUE

Personne contact pour le JRS République Tchèque Pavel Hruda SJ

Le JRS, en lien avec la province locale des jésuites, suit la situation de près afin de discerner l'aide la plus efficace à apporter. Un projet, en collaboration avec la communauté de Rome, est à l'étude.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Personne contact pour le JRS France Bernard Chandon-Moët SJ

Le JRS France continue à apporter son aide au JRS international, spécialement au Burundi, en Guinée, en Sierra Leone, au Congo Brazzaville et à Bangkok. Le correspondant du JRS en France est aussi en lien avec la Délégation Catholique à la Coopération, un organisme qui aide le JRS à trouver des bénévoles pour son travail à l'étranger, et en assure la formation.

FRANCE

Directeur du JRS Allemagne Dieter Müller SJ

Les principales activités du JRS en 2003 ont porté sur:

- le travail pastoral dans trois centres de détention (Berlin, Brandebourg, Munich), les visites régulières aux détenus avec proposition d'une assistance pastorale, juridique et matérielle, la sensibilisation de l'opinion
- une assistance spéciale offerte aux détenus qui ont été libérés
- la poursuite d'un travail d'active recherche, publications comprises, sur l'émigration des sans-papiers et les questions juridiques relatives au problème

ALLEMAGNE



EUROPE

Pendant les six premiers mois de l'année 2003, la **GRÈCE** n'a accordé l'asile politique qu'à trois personnes seulement, et a donné à 19 autres des permis de séjour pour raisons humanitaires.

En **HONGRIE**, une nouvelle politique de détention et une nouvelle législation concernant le droit d'asile ont amené des changements positifs dans l'attitude pratique de l'État, bien que le nombre de réfugiés reconnus reste extrêmement bas.

Le nombre de demandes d'asile a diminué en **IRLANDE** ces derniers mois, pour atteindre une moyenne de 600 par mois. Un des points les plus importants de l'année a été une décision de la Cour Suprême déclarant que les parents d'origine étrangère d'enfants nés en Irlande peuvent être expulsés.

Pour le gouvernement du **LUXEMBOURG**, le principal souci a été d'obtenir que 800 demandeurs d'asile du Monténégro auxquels l'asile avait été refusé, retournent chez eux, de leur propre gré ou de force. De fait, très peu d'entre eux furent rapatriés de force.

GRÈCE **Personne contact pour le JRS Grèce**

Michel Roussos SJ

Le JRS en Grèce continue à procurer des abris aux réfugiés, et à les aider à payer les examens médicaux et couvrir les frais de voyage. Un programme éducatif, spécialement l'enseignement de l'anglais et du grec, est offert aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter leur intégration dans la société. Un juriste bénévole propose des conseils juridiques et un soutien psychologique est assuré par un travailleur social/psychologue. Les réfugiés sont informés des programmes dont ils peuvent bénéficier une fois évalués leurs besoins en logement, alimentation, vêtements, et travail.

HONGRIE **Personne contact pour le JRS Hongrie**

Erno Nagy SJ

Le correspondant JRS pour la Hongrie est actif dans la sensibilisation de l'opinion au problème des réfugiés et des demandeurs d'asile et fait la liaison avec le JRS Europe à Bruxelles.

IRLANDE **Directeur du JRS Irlande**

Frank Sammon SJ

En Irlande, le JRS dirige un projet qui se concentre sur l'intégration des réfugiés du centre de Dublin. Avec le soutien du Fond Européen pour les Réfugiés, le projet essaie d'offrir aux groupes locaux et aux groupes de réfugiés ou migrants, des occasions de se rencontrer et de parler de leurs expériences, de se connaître mutuellement et d'apprendre les uns des autres. La phase préparatoire du projet a relevé le besoin des gens de se rencontrer à l'intérieur des groupes eux-mêmes avant que ces groupes ne se rencontrent les uns avec les autres. Travailler avec les écoles de la région, à la fois avec les élèves et les parents, constitue un aspect important du projet.

LUXEMBOURG **Personne contact pour le JRS Luxembourg**

Pierre Meyers SJ

Le JRS participe au Collectif Réfugiés, un groupe de 14 ONG concernées qui, ensemble, analysent la politique du gouvernement vis à vis des réfugiés et proposent des conseils. En 2003, le groupe a présenté une position commune, expliquant sous quelles conditions il ne serait pas opposé au rapatriement forcé des demandeurs d'asile refoulés. Ces conditions comportent une préparation adéquate au retour, une aide visant à faciliter la réadaptation dans le pays d'origine, une prise en compte de la scolarisation des enfants ainsi que de l'état de santé des rapatriés.

EUROPE



La détention de demandeurs d'asile s'est poursuivie à **MALTE**. Des mineurs non-accompagnés ont été libérés et placés dans la communauté après des mois de pression.

Les **PAYS-BAS** ont ouvert en 2003, le premier de deux "centres de déportation", où seront détenus des centaines d'immigrants clandestins et de demandeurs d'asile refoulés – y compris femmes et enfants – en attendant leur expulsion. Avec un second centre à l'aéroport Schiphol d'Amsterdam, la capacité totale de détention atteindra 600 personnes.

Au **PORTUGAL**, le JRS travaille auprès de gens provenant surtout de l'Europe de l'Est, mais qui n'ont pas réussi à obtenir de statut légal.

Le HCR estime qu'il n'y a pas plus de 2.000 demandeurs d'asile et réfugiés résidant actuellement en **ROUMANIE**. Les réfugiés reçoivent un peu d'aide mais pas suffisamment pour pouvoir s'assurer un logement, de la nourriture et des soins médicaux, ce qui fait qu'ils sont souvent exposés à la faim et à la maladie.



Directeur du JRS Malte

Pierre Grech Marguarat SJ

Pour célébrer ses dix ans d'activité en 2003, le JRS Malte a étendu ses services aux détenus, tout en conservant les services destinés aux réfugiés et autres dans la communauté. Le travail de protection juridique et d'information a constitué une part croissante de ses activités. Le JRS de Malte s'appuie en grande partie sur un groupe de bénévoles pour proposer des services, d'ailleurs souvent mis en œuvre en collaboration avec d'autres ONG comme la Croix Rouge locale. Le JRS a été l'un des seuls groupes à visiter régulièrement les centres de détention, offrant dans trois des six centres, les services d'une équipe constituée d'un conseiller juridique et d'une poignée de volontaires. Chaque visite durant en moyenne de 4 à 5 heures, il a été possible de prendre contact avec 20 ou 30 personnes à la fois.

MALTE

Personne contact pour le JRS Pays-Bas

Jan Stuyt SJ

Le correspondant aide le JRS international dans ses échanges avec les partenaires hollandais. Il est également président du groupe de travail pour les Réfugiés au sein du Conseil des Églises d'Amsterdam.

PAYS-BAS

Directrice du JRS Portugal

Rosário Farnhouse

L'an passé, 4.000 réfugiés, personnes déplacées et immigrants sont venus au centre du JRS pour recevoir aide médicale, médicaments et assistance juridique, bénéficier de cours de Portugais et pour qu'on les aide à trouver un logement (ou un endroit pour dormir à l'abri du froid), à se procurer de la nourriture et des vêtements. Dans l'avenir il est dans les projets d'organiser une campagne dans les écoles publiques sur le thème des migrants et des réfugiés.

PORTUGAL

Directeur du JRS Roumanie

Luc Duquenne SJ

L'an dernier, plus de 2.000 personnes venant majoritairement d'Irak, de Sierra Leone, du Soudan et de Somalie, ont bénéficié du soutien du JRS Roumanie. Un projet du JRS, mis en place en 2002, a fourni jusqu'à présent un hébergement à 43 réfugiés, parmi lesquels on compte six familles. Un autre projet, commencé lui aussi en 2002, propose des cours de langue, des activités culturelles, une éducation informelle et des cours d'informatique. Un projet de secours d'urgence apporte une aide en médicaments, vêtements et soutien pour des conditions de vie élémentaires.

ROUMANIE



EUROPE

La **SLOVAQUIE** a connu un accroissement régulier du nombre de demandeurs d'asile au cours de ces deux dernières années. Une nouvelle législation sur le droit d'asile est en vigueur depuis janvier 2003 et contient un système plus détaillé de procédures d'asile, de conditions de protection temporaire et de nouvelles définitions des pays sûrs, ainsi que de nouvelles conditions d'intégration.

Pour la **SLOVÉNIE**, le problème spécifique demeure la protection de 2.300 réfugiés bosniaques, auxquels a été accordée la possibilité d'obtenir la résidence permanente et d'autres droits. Les demandes d'asile en **ESPAGNE** ont diminué ces dernières années, en partie à cause de la politique restrictive du gouvernement.

Au **ROYAUME-UNI** une nouvelle loi sur la Nationalité, l'Immigration et l'Asile (novembre 2002) a été critiquée par le JRS parce qu'elle représente une érosion des droits de ceux qui viennent chercher refuge.

SLOVAQUIE **Personne contact pour le JRS Slovakia** Dušan Bezák SJ

Deux jésuites slovaques travaillent en ce moment à plein temps pour le JRS. Le contact du JRS se trouve actuellement engagé au bureau régional à Bruxelles où il travaille pour les médias.

SLOVÉNIE **Directeur du JRS Slovénie** Marijan Šef SJ

Grâce à l'aide de bénévoles, le travail du JRS s'étend aux réfugiés retenus en détention; le JRS propose aussi une formation du personnel des centres de détention, travaille avec les migrants en détention et les demandeurs d'asile hébergés à Ljubljana.

Réalisations:

- un programme d'intégration a débuté au centre de Ilirska Bistrica pour les réfugiés issus des anciennes républiques yougoslaves (Bosnie, Kosovo, Macédoine)
- en juillet 2003, un camp d'été pour de jeunes bosniaques a été organisé par le JRS et d'autres organismes
- février 2003 a vu le démarrage de programmes de radio réguliers, portant sur des sujets touchant les réfugiés

ESPAGNE **Coordinateur du JRS Espagne** Josep Ricart SJ

Le JRS Espagne stimule et encourage les institutions, les fondations et les personnes individuelles à passer à l'action, essayant de faire inscrire les problèmes des réfugiés sur l'agenda des leaders d'opinion, des représentants des institutions, des journalistes et des étudiants. Cela comporte l'organisation de rassemblements, de conférences et de séminaires universitaires, la participation à des campagnes, ainsi que la publication régulière de bulletins d'information.

ROYAUME-UNI **Directrice du JRS Royaume-Uni** Louise Zanre

Le JRS Royaume-Uni continue à visiter les détenus dans les centres de détention de l'immigration (récemment rebaptisés centres de déplacement) et les détenus occasionnels qui se trouvent toujours en prison. Le JRS s'occupe aussi des célébrations bimensuelles (Messe ou service Eucharistique) au Centre de Déplacement de Harmondsworth. D'autres activités consistent à sensibiliser l'opinion grâce au site web du JRS Royaume-Uni (<http://www.jrsuk.net>), lancé en mai 2003, et par des ateliers et la publication de bulletins. Un travail de pression s'exerce également, à propos de questions à la fois nationales et internationales. De plus, le JRS Royaume-Uni est engagé dans diverses campagnes telles que la Coalition pour arrêter le recrutement des enfants soldats et *Landmine Action*.

ITALIE



Directeur du JRS Italie
Francesco De Luccia SJ

Les principaux pays d'origine des demandeurs d'asile en Italie sont l'Irak, la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan et la corne de l'Afrique. Tout au long de 2003, le JRS Italie – Centro Astalli, a continué à travailler avec et pour les réfugiés et les demandeurs d'asile. Le nombre total des bénéficiaires en 2003 a été approximativement de 10.000 et la majorité d'entre eux étaient des réfugiés Kurdes ou des demandeurs d'asile venant d'Irak. Récemment cependant, nous avons été témoins de l'arrivée d'un nombre croissant de demandeurs d'asile venant d'Afrique de l'Ouest, du Libéria, et de Côte d'Ivoire en particulier, ainsi que de nouvelles arrivées du Soudan, d'Érythrée et d'Éthiopie. Une loi sur l'immigration et l'asile, parue fin 2002, a été critiquée par les organisations travaillant avec les immigrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. En ce qui concerne les procédures d'asile, la loi est nettement restrictive et satisfait à peine aux normes minimales fixées par l'Union Européenne, car elle introduit la détention obligatoire et des procédures restrictives d'appel.

ROME Au centre de Rome, le JRS fournit des dîners chauds, six jours par semaine. Une moyenne de 300 réfugiés en bénéficient. Des abris de nuit disposent de 40 lits en deux centres d'accueil pour les hommes (*Sainte Saba*) et de 40 autres lits pour les femmes, les enfants et les mineurs non accompagnés (*Casa di Giorgia*). En collaboration avec les chemins de fer nationaux (FS) et la ville de Rome, le JRS fournit aussi des lits à 100 demandeurs d'asile, dans un ancien foyer pour les cheminots. Un dispensaire, ouvert 5 jours par semaine au centre de Rome, assure les examens de dépistage préliminaire et adresse les cas à des structures spécialisées et/ou assure les traitements à raison de 250 rendez-vous par mois. Des services de douches sont à la disposition des réfugiés qui dorment dans les rues.

ROME Un centre de soutien et d'orientation légale fournit des informations, assure une assistance juridique et l'accompagnement des demandeurs d'asile pendant la procédure de détermination de leur statut. Les mineurs font l'objet d'une attention spéciale et 200 personnes en moyenne visitent le centre chaque mois. Des cours d'italien sont assurés 5 jours par semaine à Rome, suivis par environ 100 personnes.

CATANE À Catane (Sicile) le *Centro Astalli* dirige un centre de conseil socio-juridique, un dispensaire et une école d'apprentissage de la langue italienne.

Édition mensuelle de la revue du JRS Italie diffusée à 3.500 exemplaires. Contributions aux publications et articles du JRS pour les revues et les journaux locaux et nationaux. En 2003, la Fondation Centro Astalli a continué à réaliser le projet *Finestre – Storie di Rifugiati* (Fenêtres – Histoires de Réfugiés), un programme destiné à sensibiliser les lycéens aux problèmes des demandeurs d'asile et des réfugiés.

ROME Un service de laverie-blanchisserie automatique a été installé dans des locaux concédés par la communauté des jésuites de Rome. Une formation et des conseils pour l'emploi sont dispensés aux réfugiés. Une aide est proposée aux réfugiés précédemment hébergés dans des abris de nuit et en centres d'accueil, pour trouver un logement indépendant.

secours d'urgence

aide juridique
et sociale

information/
conscientisation
du public

intégration



Bruno Rascão

NOUS AVONS PAYÉ AVEC NOTRE CORPS: EUROPE

Angela et Charity, toutes deux étudiantes à l'université, ne voyaient rien de mal à lutter pour la justice et les droits de l'homme dans leur pays d'Afrique de l'Ouest. Un soir, on les a averties qu'il fallait qu'elles quittent le pays immédiatement, car des rumeurs circulaient disant que leur arrestation était imminente.

Angela et Charity ne perdirent pas de temps. Elles se dirigèrent vers le port, espérant prendre un bateau pour un pays voisin. Elles expliquèrent leur situation à quelques matelots et on les fit monter avec empressement à bord d'un bateau qui s'apprêtait à quitter le port. Elles n'avaient aucun titre de voyage, et pas d'argent pour payer leur billet, mais cela ne semblait pas avoir d'importance. Le paquebot leva l'ancre avec les deux jeunes filles cachées parmi les cartons et les caisses dans la cale. Angela et Charity découvrirent sans tarder quel était le paiement exigé par les patrons du bateau qui faisaient du trafic humain, et à qui elles avaient fait confiance sans le savoir.

Selon leurs propres mots, "Nous avons payé avec notre corps". Bien qu'elles aient supplié qu'on les laisse descendre du bateau n'importe où, leur supplication ne fut pas entendue. Ainsi donc, Angela et Charity échouèrent à Hambourg en Allemagne. Elles furent alors livrées à une maison close où, leur expliqua-t-on, il fallait qu'elles travaillent pour rembourser les frais qu'elles avaient occasionnés. Finalement, un soir, on les a conduites en voiture à Berlin et là, malgré leur protestations, on leur a donné des passeports de citoyennes britanniques.

Un matin très tôt, les officiers de contrôle de police et des passeports ont paru à la porte de l'appartement où elles avaient été placées. Angela et Charity ont expliqué leur cas. "Faux papiers" fut la réponse de la police, et elles ont été condamnées à quatre semaines de prison. C'est en prison qu'elles ont eu enfin la possibilité de faire une demande d'asile. On leur a donné un rendez-vous pour un entretien en vue d'obtenir le statut de réfugiées, ainsi qu'une place dans un foyer.

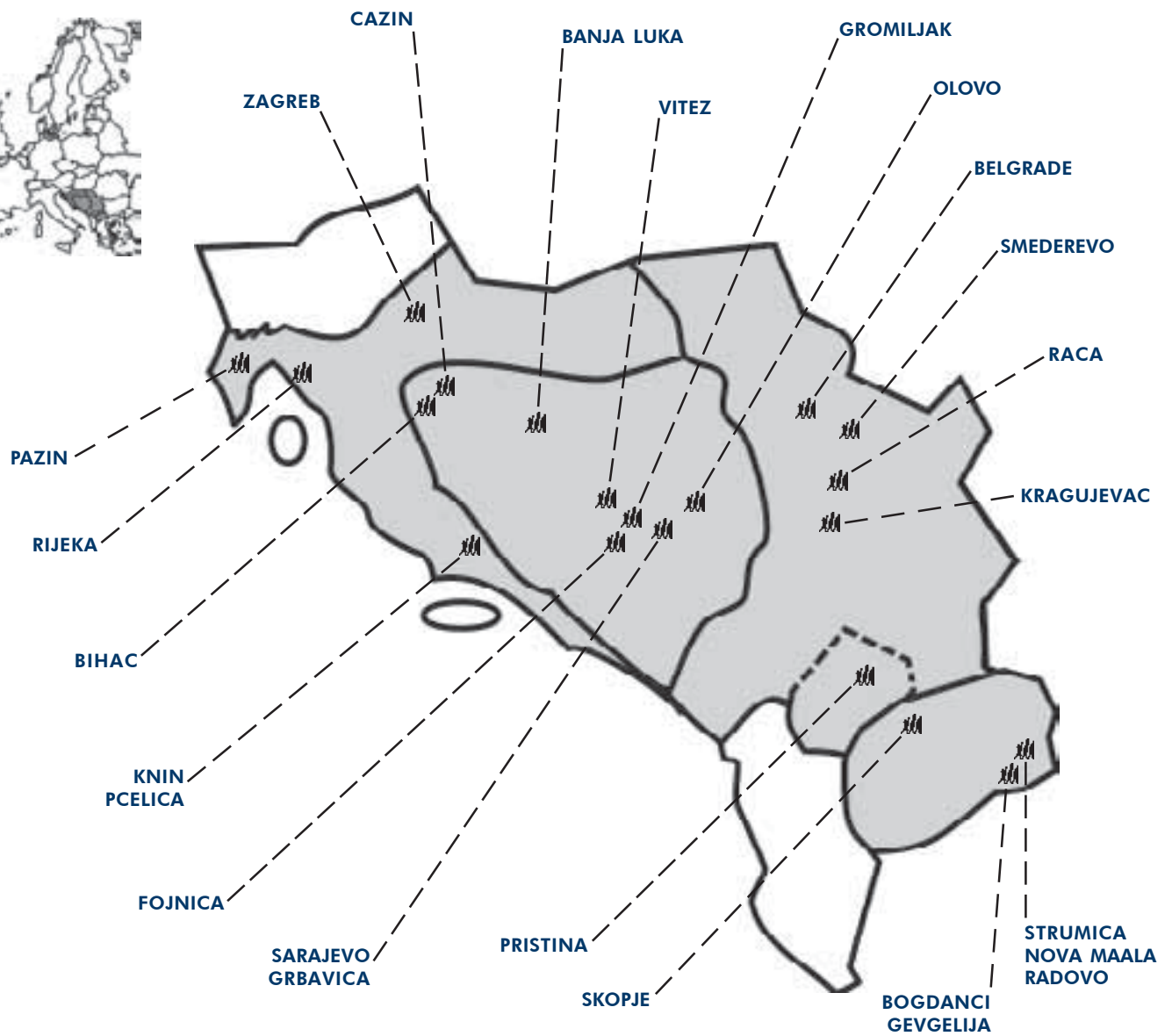
D'un bénévole du JRS Allemagne



Réfugiés au
Centre Astalli,
Rome, Italie

Hugh Delaney/JRS

EUROPE DU SUD-EST



Kosovo



Alberto Saccaconi/URS

Le 12 juillet 2003, le JRS a officiellement fêté ses dix années de présence et d'action dans l'Europe du Sud-Est, qui a connu une série de guerres difficiles depuis les années 1990 et qui comprend la Croatie, la Bosnie et l'Herzégovine, la Macédoine, la Serbie et le Monténégro (dont le Kosovo).

L'année 2003 en Europe du Sud-Est a été marquée par la persistance de l'impunité de ceux qui ne respectent pas les droits de l'homme et par la crainte que le retour des réfugiés ne soit pas définitif. Parmi toutes les personnes qui ont été déplacées ou qui sont devenues des réfugiés, ce sont les minorités ethniques qui sont les plus vulnérables, et plus particulièrement les Roms. Les statistiques de 2003 soulignent que plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées vivent dans cette région.

Même si le conflit de l'ex-Yougoslavie est terminé et que l'attention des médias se porte depuis longtemps sur d'autres parties du globe, le travail auprès des personnes les plus meurtries par les affrontements continuent. Cette aide varie considérablement d'un pays à un autre. En Croatie, le JRS dirige une école maternelle dans la ville de Knin. Elle accueille de jeunes enfants Bosniaques, Croates et Serbes, et donne ainsi un véritable exemple de multiculturalisme, d'interaction et d'intégration pacifiques. Les parents sont aussi très engagés dans ce projet, qui offre un espace de sécurité, en particulier pour les familles serbes qui commencent progressivement à revenir en Croatie, malgré les obstacles et les années d'exil qui ont suivi le conflit.

En Bosnie-Herzégovine, l'activité se concentre sur le soutien et l'accompagnement des victimes des mines anti-personnel. Le soutien peut consister à faciliter l'accès aux aides sociales gouvernementales, comme l'aide aux handicapés. L'aide peut aussi être financière. Le travail du JRS prend une toute autre ampleur en Serbie, où plus de 30.000 réfugiés et personnes déplacées vivent encore dans les 412 centres collectifs du pays. La mission du JRS est de répondre aux besoins urgents de cette population, en lui fournissant des biens de première nécessité, comme du produit à lessive.

Au Kosovo, des camps d'été ont été organisés afin de répondre aux besoins des jeunes victimes des mines. Les enfants, qui viennent de tout le Kosovo, sont originaires des familles les plus pauvres de la région. Tous les participants portaient les cicatrices du conflit. Pour beaucoup d'entre eux, c'était la première fois qu'ils rencontraient d'autres personnes ayant les mêmes problèmes physiques, émotionnels et psychologiques.

En Macédoine, la situation des droits de l'homme s'est améliorée en 2003, même s'il y a eu des allégations de torture et de mauvais traitements au sein de la police et des fonctionnaires en charge de la sécurité. Afin de préparer l'avenir des populations de réfugiés et de personnes déplacées, les écoles d'informatique du JRS ont continué à former les jeunes gens en leur fournissant les connaissances de base qui leur permettront de devenir autonomes.

Stjepan Kušan SJ, directeur du JRS Europe du Sud-Est

BOSNIE ET HERZÉGOVINE



Directeur du JRS Bosnie
Zdesla Sucur SJ

La Bosnie est encore un pays en crise, et pourtant la plupart des organisations d'aide humanitaire y ont fermé leurs bureaux. Les projets sont de plus en plus laissés entre les mains d'organisations locales, qui sont le plus souvent incapables de fonctionner du fait de l'absence de soutien extérieur. Même si la Bosnie a disparu de nos écrans de télévision, la situation politique et économique ne s'est pas véritablement améliorée en 2003. Pendant les sept dernières années, plus de 1.450 personnes ont été blessées par des explosions de mines anti-personnel. Les survivants de ces accidents doivent ensuite envisager leur vie avec un lourd handicap. La bonne nouvelle est que, selon le HCR, plus de 34.000 personnes sont revenues en 2003. Le nombre de personnes qui reviennent dans des zones où elles forment une minorité au sein de la population est en constante augmentation. Toutefois, nombreux sont ceux qui reviennent dans des zones où ils sont en minorité et qui ne sont pas aidés par une assistance adéquate.



GRBAVICA, Sarajevo Ce projet accompagne et soutient les réfugiés âgés en leur fournissant une aide médicale et financière, et en assurant une visite régulière. Il vise aussi à fournir une aide financière aux réfugiés et aux personnes déplacées, afin qu'ils puissent retourner chez eux et reconstruire leur habitation. Cette aide couvre les coûts des matériaux et de construction.

Réalisations/Bénéficiaires: 77 personnes ont été aidées en 2003

soins aux
personnes âgées

SARAJEVO, GROMILJAK L'école informatique, qui a été construite en 2002, continue à assister les jeunes gens, afin qu'ils acquièrent des connaissances informatiques. Le programme couvre plusieurs niveaux, des débutants aux avancés.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 80 élèves se sont inscrits en 2003, au lieu de 35 en 2002
- 5 professeurs sont employés

éducation

SARAJEVO Le programme d'assistance du JRS aux victimes des mines (le *JRS Mine Victims Assistance Programme*, ou MVAP), mis en place en 1996, continue à fournir une aide médicale, matérielle, scolaire, juridique et psychosociale aux enfants dans tout le pays.

Réalisations/Bénéficiaires:

- plus de 300 enfants ont bénéficié de ce programme
- 211 enfants ont bénéficié de l'aide médicale, qui va des opérations à l'aide pour l'achat des médicaments
- 38 ont reçu une aide matérielle, comme de la nourriture, des vêtements ou le nécessaire pour réparer leur logement
- 33 ont reçu une aide, financière ou autre, afin de pouvoir continuer leur scolarité
- il a été rendu visite à 179 familles dans l'année
- un camp d'été a été organisé pour 25 enfants

enfants victimes
des mines

SARAJEVO, VITEZ, BANJA LUKA, CAZIN, BIHAC, FOJNICA, OLOVO Ce projet fournit une assistance médicale pour les personnes âgées victimes des mines, avec 10 centres orthopédiques et de réhabilitation. Alors qu'il porte initialement sur Sarajevo, le projet a été étendu en 2003 au centre et à l'est de la Bosnie.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 156 personnes ont bénéficié de l'assistance médicale
- 136 personnes ont reçu une aide psychologique; un bilan de tous les cas en 2000 et en 2001 a été mené
- une assistance juridique a été fournie à 81 personnes afin de les aider à avoir accès à l'aide gouvernementale pour les traitements médicaux

personnes âgées
victimes des mines



SERBIE ET MONTÉNÉGRO

Directeur du JRS Serbie
Viktor Glavina

Plus d'une décennie après la chute du communisme en Serbie, les bénéfices du capitalisme ne touchent pas encore les couches populaires.

L'économie s'est affaiblie: le PIB s'est réduit de 50%. La crise a touché une large partie de la population, mais les effets sur les groupes les plus fragiles (les réfugiés, les personnes déplacées au niveau national, les enfants et les personnes âgées) ont été catastrophiques. Ces groupes sont maintenant en concurrence entre eux afin d'avoir accès à des ressources publiques en diminution et une aide internationale réduite. On compte 20.949 réfugiés et 9.107 personnes déplacées qui viennent du Kosovo-Metohija.

Environ 10.000 personnes vivent dans des centres collectifs non enregistrés, alors que d'autres vivent avec leur famille ou leurs proches dans leurs propres maisons ou appartements, ou louent une habitation. Selon des rapports récents, les centres devraient fermer bientôt.



écoles d'informatique

BELGRADE, SMEDEREVO L'école d'informatique a tout d'abord été mise en place afin de répondre aux besoins scolaires des réfugiés à Belgrade. Elle a ensuite été étendue à ceux qui vivent dans le camp de réfugiés de Smederevo. Son objectif est d'aider les jeunes gens à maîtriser les bases de l'informatique. Depuis sa création, plus de 3.000 élèves ont suivi et validé les cours.

intégration par l'éducation

Le projet, mis en place en 2002, vise à promouvoir l'intégration des enfants réfugiés et Roms dans la société.

Réalisations/Bénéficiaires:

- le JRS a aidé 6 crèches et 369 enfants en fournissant des moyens pour la rénovation et la location des locaux, ainsi que pour les salaires, la nourriture et le maintien de l'hygiène

assistance matérielle

KRAGUJEVAC, RACA Le projet, qui date de 1999, vise à aider les réfugiés de Bosnie et de Croatie et les personnes déplacées du Kosovo. Il a aussi pour objectif d'améliorer les conditions de vie de ceux qui vivent dans des camps de réfugiés. Le JRS leur fournit de la nourriture, des moyens pour rénover leur logement et pour assurer leur hygiène.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 9.000 litres de produits de nettoyage et de lessive ont été fournis, plus de 5.000 kits d'hygiène et 20.000 rouleaux de papiers toilettes
- une évaluation des besoins des réfugiés vivant dans les 6 camps de réfugiés de la région Krugujevac a été menée

MACÉDOINE



Directeur du JRS Macédoine
Mato Jakovic

La Macédoine ne connaît pas encore le succès qui lui est souvent attribué. En effet, sa situation d'après-guerre se caractérise par des tensions ethniques, des violations des droits de l'homme, une criminalité rampante et une corruption en plein développement. Le taux de chômage atteint 35%. Cette situation explique que les tensions sociales déjà existantes risquent de s'exacerber. Dans ce contexte politique et économique, le retour de la majorité des personnes déplacées a fait évoluer l'aide du JRS: elle se concentre moins sur l'aide d'urgence et vise surtout à renforcer la société civile, à développer les institutions et à revitaliser l'économie qui continue de souffrir. Trouver une solution pour les plus de 9.000 personnes déplacées et les 3.600 réfugiés au Kosovo reste une priorité pour la communauté internationale.

SKOPJE, STRUMICA, BOGDANCI, NOVA MAALA, RADOVO, GEVGELIJA L'école d'informatique, qui permet aux jeunes d'acquérir des connaissances de base dans le domaine de l'informatique, a continué tout au long de 2003.

éducation

Réalisations/Bénéficiaires:

- 161 élèves ont suivi et fini la formation en 2003
- 88 personnes se sont inscrites à la formation
- aide aux Sœurs de Mère Thérèse et de San Vincenzo de Skopje, en leur fournissant de la nourriture pour les plus vulnérables

KOSOVO



Directeur du JRS Kosovo
Mato Jakovic

L'année 2003 s'est caractérisée par des progrès politiques, économiques et sociaux au Kosovo, mais le statut même du Kosovo reste opaque. Le nouveau Représentant de l'ONU au Kosovo, M. Harry Holkeri, aurait dû organiser une rencontre entre le gouvernement de Serbie et les dirigeants politiques du Kosovo, ce qui aurait dû constituer les premières étapes vers la résolution des problèmes très concrets que rencontrent les gens, comme la validité des documents de voyage, la liberté de circulation des personnes, des biens et des services. De récentes informations concernant l'Armée de Libération du Kosovo au Monténégro sur leur site internet ont provoqué une réaction violente en Serbie et devrait encourager les forces extrémistes au Kosovo. Malheureusement, le nombre de victimes des mines continue de grandir. Toutefois, le nombre d'enfants blessés est en baisse.

Le projet, mis en place en 1999, visait à répondre aux besoins des réfugiés établis en Macédoine et à les accompagner pendant leur retour. Il a maintenant pour objectif d'aider les victimes des mines: il les aide à surmonter le traumatisme de l'accident, en leur fournissant une assistance psychosociale, médicale, matérielle et juridique.

survivants des
mines antipersonnel

Réalisations/Bénéficiaires:

- 212 visites ont été faites aux 163 participants



CROATIE

La Croatie a été critiquée du fait de son incapacité à coopérer avec le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, puisqu'elle a ralenti l'arrestation de deux suspects croates accusés par le Tribunal. De plus, des incidents violents et des cas de discrimination envers des personnes appartenant à une minorité ont aussi été rapportés. Malgré la stabilisation politique de l'après-guerre, de nombreux obstacles nuisent au retour des réfugiés et à leur réintégration. Plus particulièrement, les Serbes ont de grandes difficultés à retourner dans leurs maisons d'avant-guerre. Malgré de nombreuses promesses, le gouvernement croate n'a pas voulu et n'a pas pu trouver une solution à ces problèmes. De plus, les craintes des arrestations arbitraires et des inculpations de crimes de guerre, la discrimination qui subsiste sur le marché du travail et dans le fonctionnement des retraites ne facilitent pas le retour. Même s'il n'y a pas de conflit de frontières entre la Croatie et ses voisins, et que ces relations avec ses derniers s'améliorent, les tensions ethniques restent encore palpables dans le pays.

Directeur du JRS Croatie
Josip Divkovic



activités sociales et pastorales

PAZIN, RIJEKA, ZAGREB Le projet a pour objectif de former les personnes engagées qui travaillent ou souhaitent s'engager dans une mission sociale et communautaire, ainsi que dans le travail de l'Eglise. Les séminaires se concentrent sur la communication, l'analyse sociale et la réflexion théologique. Une ONG indépendante locale a été créée afin d'assurer la continuité du travail, longtemps après la fermeture des projets du JRS.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 70 personnes ont participé à une série de séminaires en 2003 et 64 autres ont commencé une nouvelle session
- l'archevêque orthodoxe serbe et le pasteur orthodoxe de Zagreb ont rendu visite au projet, ce qui est considéré comme étant un signe positif

réconciliation/ éducation

PCELICA, Knin Le JRS gère une école maternelle dans la ville de Knin pour de jeunes enfants bosniaques, croates et serbes. Elle offre ainsi un bon exemple du multiculturalisme, d'une interaction et d'une intégration pacifique et réussie. Les parents sont aussi très engagés dans ce projet, qui offre ainsi un espace apaisé et sûr.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 53 enfants ont été inscrits en 2003
- des événements particuliers ont été organisés, comme la venue du dentiste, et la visite de policiers et de pompiers locaux



Kosovo

Serbie



Kosovo



L'ESPOIR D'UN LENDEMAIN MEILLEUR: EUROPE DU SUD-EST

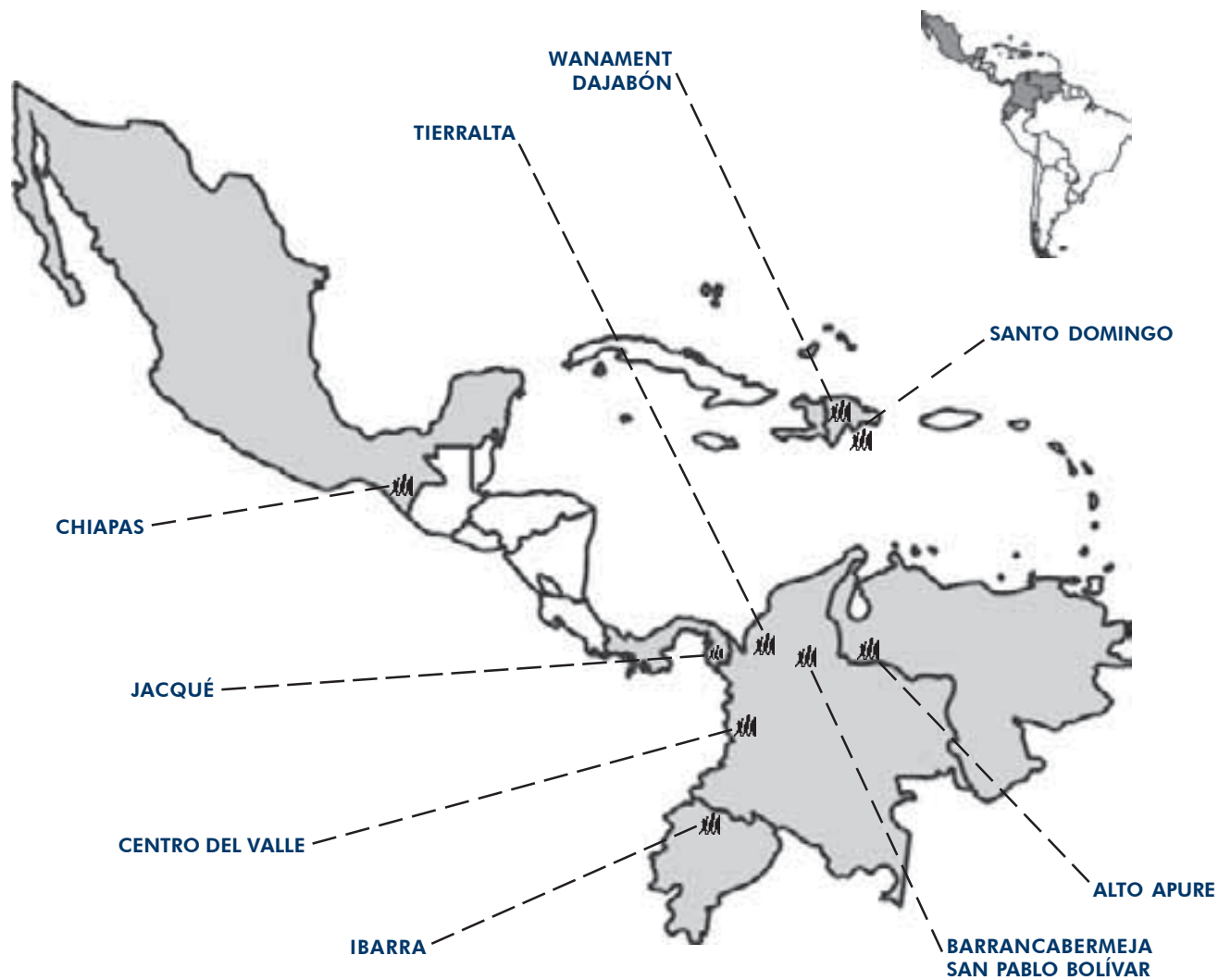
Pendant la guerre, ma famille a passé quelques années en Italie et au Canada. J'étais très malheureuse, je voulais rentrer chez nous. Pourtant, il était très dangereux de revenir à Sarajevo à l'époque (1995). Nous y sommes bel et bien retournés, bien que nous n'ayons pas de travail, pas de maison, rien. Nous n'avons pas grand-chose, mais nous sommes heureux. La situation est en train de s'arranger, elle va s'arranger.

Milka, qui travaille à Sarajevo pour un projet du JRS, s'occupant des personnes âgées, des malades et des personnes seules

Kosovo



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



Travail sur les droits de l'homme avec des enfants à Barrancabermeja, Colombie



Ledís Bohórquez/JRS

La rigueur de la politique économique, sociale et de la politique de la sécurité d'un État ainsi que l'escalade des conflits entre les gouvernements et leur opposition, exacerbés par une récession économique grave, sont les faits marquants qui caractérisent les pays de la région qui ont "produit" et accueilli des réfugiés en 2003.

La Colombie souffre des effets de plus de 40 années de conflits et de la mise en œuvre d'une nouvelle politique de sécurité du gouvernement. Haïti est handicapé par une crise économique et le manque de gouvernance politique. Le Venezuela continue de vivre dans la précarité économique et politique à la suite du coup d'état manqué d'avril 2002. La République Dominicaine a subi une crise dans le secteur bancaire qui gêne terriblement le développement économique du pays.

L'impact sur les réfugiés et sur les populations déplacées est catastrophique. Costa Rica et le Brésil sont devenus des destinations pour les réfugiés colombiens, tandis que la Jamaïque pourrait le devenir pour les Haïtiens. L'Équateur, déjà appauvri, a connu une vague de comportements discriminatoires et xénophobes envers plusieurs milliers de Colombiens qui sont arrivés là pour échapper au conflit dans leur propre pays.

Le déplacement forcé de civils, en particulier ceux qui vivent hors de chez eux, travailleurs des droits de l'homme, groupes indigènes et responsables syndicaux continue sans faiblir partout en Colombie. On a enregistré de nouveaux cas de déplacement au Mexique (environ 2.000 en 2003) et en Haïti (entre 10.000 et 15.000).

Régulièrement, les autorités évitent de réagir à ce problème. Au Venezuela, la Commission Nationale pour les Réfugiés, récemment mise en place, a ouvert des bureaux dans la région proche de la frontière avec la Colombie, et le gouvernement a fourni un hébergement temporaire à quelques demandeurs d'asile présents dans le pays.

On a signalé des cas de rapatriement forcé en République Dominicaine ainsi qu'au Panama. Selon des sources non-gouvernementales, à Jacqué (Panama) 220 Colombiens ont été forcés de signer une déclaration comme quoi ils acceptaient leur rapatriement volontaire.

José Núñez SJ, directeur du JRS Amérique Latine et Caraïbes

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



Directeur du JRS Rép. Dominicaine
José Núñez SJ

En novembre 2003, conséquence directe de la crise politique qui s'amplifie en Haïti, on a constaté un accroissement notable du nombre de demandeurs d'asile aidés par le JRS et d'autres organisations humanitaires en République Dominicaine. Il y a un manque de volonté politique d'en reconnaître officiellement la présence et de procurer un statut légal aux presque 1.000 demandeurs d'asile en République Dominicaine. Tandis que l'office de la migration fournit aux demandeurs d'asile une documentation renouvelable tous les 2 mois, le Conseil National des Réfugiés se refuse à toute procédure légale satisfaisante. De plus, les droits des demandeurs d'asile continuent d'être violés à travers des rapatriements forcés, l'intimidation et le harcèlement. Les demandeurs d'asile haïtiens en République Dominicaine survivent dans des circonstances difficiles grâce à l'assistance d'un très petit nombre d'ONG qui aident les réfugiés tandis que le gouvernement refuse d'assumer ses responsabilités internationales.

WANAMENT, Haïti; DAJABÓN, République Dominicaine Le JRS accompagne des individus et des communautés des deux côtés de la frontière entre la République Dominicaine et Haïti, leur apportant l'assistance et le support dont ils ont besoin, par exemple formation aux droits de l'homme et formation professionnelle, ce qui les rend plus autonomes et leur permet d'accéder à leurs droits et à leurs intérêts. Le JRS travaille aussi à l'éveil des consciences sur les problèmes des réfugiés au nom des demandeurs d'asile, des enfants immigrants et des organisations locales au nord de l'île aussi bien que dans les faubourgs de la capitale.

solidarité à
la frontière

Réalisations/Bénéficiaires:

- plus de 50 enfants éduqués sur des sujets comme la solidarité, le multiculturel, prise de conscience des besoins des rapatriés et la lutte contre les violations des droits de l'homme le long de la frontière République Dominicaine-Haïti
- accompagnement de 2.745 Dominicains vivant dans des abris provisoires et de 1.233 familles dominicaines et haïtiennes touchées par les inondations de novembre 2003
- recherches sur la situation des familles affectées
- accueil et accompagnement de demandeurs d'asile fuyant le conflit en Haïti

SANTO DOMINGO, WANAMENT, DAJABÓN Soutien à environ 30 organisations de communautés locales – y compris des organisations de travailleurs agricoles – les aidant à améliorer leurs compétences et les formant aux droits de l'homme, en particulier les questions de sexe et les droits des personnes déplacées de force. Coopération avec 15 organisations d'aide aux immigrants haïtiens. Participation à la formation aux droits de l'homme avec d'autres organisations.

réseaux/formation

SANTO DOMINGO Le JRS fait campagne en faveur du droit des natifs de la République Dominicaine à recevoir un certificat de naissance et ainsi accéder aux services sociaux et étatiques de base comme la Constitution Dominicaine le garantit. De nombreux enfants d'origine haïtienne, se sont vu refuser la nationalité dominicaine et n'ont pas la possibilité de fréquenter l'école ni de profiter des services de santé, et autres services élémentaires. Le projet combat aussi la discrimination et le racisme par la réflexion au sein de séminaires regroupant différents groupes de la communauté ainsi que des services officiels, et en apportant des conseils et une assistance juridiques directs.

assistance légale/
advocacy

Réalisations/Bénéficiaires:

- conseil juridique et soutien à 508 personnes
- le JRS a apporté son soutien à une équipe juridique en portant devant la justice dominicaine une affaire symptomatique, conduisant la Cour à décider que tous ceux qui sont nés dans le pays, quelle que soit la nationalité de leurs parents ou leur statut légal, puissent obtenir la nationalité dominicaine et par suite un certificat de naissance. La Cour Suprême a confirmé cette décision en octobre 2003 après que le Gouvernement ait fait appel du jugement.



COLOMBIE

La Colombie a beaucoup souffert des conséquences de plus de 40 années de guerre civile. 2003 a été marquée par la mise en œuvre de la politique de “Sécurité Démocratique” du Président Alvaro Uribe, caractérisée par une campagne politique et militaire vigoureuse, contre les groupes de la guérilla (en particulier les FARC et ELN). 2003 a vu un grand nombre de civils se faire prendre dans le conflit, victimes de meurtres, disparitions, enlèvements, violations des droits de l’homme, ainsi que le déplacement forcé de responsables des deux communautés mais aussi de la population en général. Le Gouvernement, de son côté, affirme que les déplacements de civils sont en diminution, en partie pour justifier sa politique de sécurité, mais, même s’il y a eu moins de massacres à grande échelle en 2003, le déplacement des gens a continué plutôt sur la base du coup par coup. De plus la guerre est devenue plus courante dans les régions isolées du pays, masquant l’importance réelle du problème, qui reste tout aussi important que jamais.

Directrice du JRS Colombie
Ledis Bohórquez



éducation/ prévention

BARRANCABERMEJA Les projets éducatifs visent les jeunes gens qui ont été déplacés et en particulier ceux qui offrent le moins de résistance à l’enrôlement dans les groupes armés. L’éducation à la paix et le travail avec les parents sur le thème du bien-être des enfants ou des droits de l’enfant sont une part importante de ce projet. L’objectif est de fournir aux enfants des compétences et des outils pour qu’ils puissent résister au recrutement et envisager un autre futur possible pour eux. On commence à mettre en œuvre ce projet dans les écoles au même titre que les activités culturelles qui permettent aux enfants de développer leurs capacités intellectuelles. Ce travail est déjà en cours à Barrancabermeja, où se trouve le bureau national du JRS, mais il est prévu de développer des projets similaires dans toutes les régions de Colombie où le JRS est implanté.

Realisations/Bénéficiaires:

- 71 enfants de 8 à 14 ans et 79 enseignants
- 20 membres de la communauté déplacée, 10 membres d’organisations de jeunes et 12 membres d’organisations gouvernementales et non-gouvernementales concernés

assistance générale

BARRANCABERMEJA, SAN PABLO BOLÍVAR, TIERRATA, CENTRO DEL VALLE

Le JRS travaille avec les personnes dans le besoin, les aidant financièrement, ou sur des sujets comme les droits humains, activités socio-culturelles, questions personnelles et conseil. Il le fait au moyen de visites rendues aux personnes déplacées, d’interviews pour faire connaître la situation actuelle et les besoins, rencontres avec des groupes concernés et avec les autorités, les formations professionnelles, des séminaires sur des sujets importants comme les droits, le soutien à la mise en œuvre de petits projets pour la subsistance et le travail. Le JRS travaille également de concert avec d’autres organisations non-gouvernementales et avec des institutions gouvernementales de façon à améliorer la vie des personnes déplacées.

Au total 3.455 personnes ont bénéficié de soutien humanitaire en 2003. Parmi elles, 36 familles à Barrancabermeja et 100 familles à San Pablo sont en ce qu’on appelle “phase de transition”, c’est-à-dire une période qui suit immédiatement la “phase d’urgence”, pendant laquelle le soutien est encore nécessaire. A Tierralta, sur 350 familles déplacées, on a aidé 60 familles en “phase d’urgence”, 39 en “phase de transition” et 252 familles qui se sont installées. A Centro Del Valle, on a soutenu 205 familles ayant des besoins variés.

accueil/orientation

BARRANCABERMEJA, SAN PABLO BOLÍVAR, TIERRATA, CENTRO DEL VALLE

Une part importante du travail de JRS en Colombie consiste à proposer des services à des personnes ou des groupes de personnes déplacées qui ne savent pas de quel côté se tourner pour obtenir de l’aide. Ces services prennent la forme de l’information, l’orientation et l’accompagnement des personnes déplacées qui doivent être reçues avec attention et accompagnées tandis qu’elles essaient d’accéder aux services auxquels elles ont droit.

VENEZUELA



Directeur du JRS Venezuela
Alfredo Infante SJ

Le Venezuela a subi une période d'incertitude économique et politique sans précédent et 2003 a été critique également sur le plan des droits de l'homme. Des grèves nationales, les répercussions d'une tentative de coup d'État et les très mauvaises relations existant entre le Président et l'opposition ont créé un environnement très instable. En juin, il y a eu un accrochage violent dans la capitale à la suite d'une démonstration anti-gouvernementale. On a aussi eu peur que les autorités aient utilisé contre les civils une force disproportionnée, soulevant la question de violations des droits de l'homme. C'est dans ce contexte troublé que JRS Venezuela travaille avec les réfugiés colombiens, qui ont passé la frontière pour échapper au conflit dans leur propre pays. En 2003, les autorités ont créé la Commission Nationale pour les Réfugiés. On estime à 100.000 le nombre de réfugiés colombiens au Venezuela, bien que 2.000 seulement aient demandé l'asile et seuls 15 avaient été reconnus réfugiés.

ALTO APURE Le premier souci du JRS Venezuela est d'accompagner les réfugiés colombiens qui fuient le conflit. Alto Apure est une zone située sur la frontière avec une région de la Colombie qui a beaucoup souffert de la longue guerre civile. On a reproché à la politique de sécurité des autorités colombiennes dans cette région, très dure, d'avoir contribué à augmenter encore le nombre de familles qui ont quitté leur sol pour chercher une relative sécurité de l'autre côté de la frontière. Beaucoup d'entre elles arrivent au bureau JRS d'Alto Apure pour chercher un conseil, une orientation, et choisir que faire. En 2003, le nombre de réfugiés colombiens à s'adresser au bureau JRS a augmenté de 100% par rapport à l'année précédente.

Bénéficiaires: 900 réfugiés

**ministère pastoral/
conseil**

ALTO APURE En partenariat avec le HCR, JRS offre diverses formes d'aide concrète aux familles réfugiées, du secours d'urgence à l'aide à l'intégration. L'aide offerte pendant la phase d'urgence comprend l'accueil, les soins médicaux, des conseils juridiques et l'orientation. Pendant la seconde phase, on ajoute une aide financière aux familles, une aide à l'éducation pour les enfants, une aide pour trouver un travail et enfin une sensibilisation sur les droits de l'homme.

**assistance
humanitaire**

ALTO APURE De nouveau en partenariat avec le HCR, le JRS aide les réfugiés colombiens à s'intégrer au mieux dans leur nouvel environnement et leur nouvelle communauté. Ce projet travaille en étroite collaboration avec les écoles des régions où les réfugiés sont installés, leur fournissant un soutien financier pour les aider à assurer l'éducation des enfants réfugiés. Dans 4 écoles, le JRS a développé un programme qui intègre à la fois les réfugiés et les adolescents sensibilisés aux droits de l'homme. Une partie des activités a pour objectif de prévenir que les jeunes soient recrutés dans des groupes armés, un danger auquel beaucoup sont confrontés. Le projet travaille aussi sur des programmes d'intégration avec les organisations communautaires locales, renforçant les relations entre la communauté qui accueille et les réfugiés.

Bénéficiaires: 1.200 enfants concernés par le projet

**intégration/
éducation**

ALTO APURE Avec le soutien d'autres organisations, le JRS protège les droits des réfugiés en proposant des services juridiques pour s'assurer que leurs droits sont reconnus et respectés. La sensibilisation grâce à des publications régulières, des événements particuliers et un site internet (<http://www.serviciojesuitaarefugiados-vzla.org>) est vitale pour ce travail.

Bénéficiaires: 1.045 personnes ont bénéficié de ce projet

**advocacy/
sensibilisation**



ÉQUATEUR

De toutes les nations de la Région des Andes, c'est l'Équateur qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés colombiens. Entre 2000 et 2003, 21.414 Colombiens ont officiellement demandé l'asile, et sur ce nombre 6.510 ont été reconnus réfugiés. Cette année a vu un accroissement significatif du nombre de réfugiés qui ont passé la frontière de la Colombie, dont plus de 11.000 ont demandé l'asile en 2003, 6.732 en plus par rapport à l'année précédente. Si l'on considère les chiffres de 2001 (2.929), il devient évident que chaque année de plus en plus de Colombiens fuient le conflit qui sévit dans leur pays. Il faut ajouter à ces chiffres un nombre encore plus grand de Colombiens qui n'ont pas demandé l'asile pour des raisons de sécurité ou autres. Beaucoup de réfugiés subissent discrimination et xénophobie en Équateur, et le comportement des médias, qui quelquefois présentent tous les Colombiens comme des trafiquants de drogue, des criminels ou des membres de groupes armés, n'arrange pas la situation.

Directeur du JRS Équateur
Luis Túpac-Yupanqui SJ



services sociaux **IBARRA** En 2002, le JRS s'est établi à Ibarra, une ville située à 2 heures de la frontière colombienne pour accompagner les réfugiés qui avaient fui dans cette région. Pour les Colombiens vivant en Équateur, rencontrer de nombreuses difficultés dans leur vie quotidienne est monnaie courante: pour avoir accès à l'éducation pour les jeunes, à des soins médicaux pour les malades, à un hébergement adapté, au travail, à d'autres services et à un peu de bien-être. L'instabilité du climat politique et économique actuel en Équateur ajoute encore à ces difficultés pour les réfugiés. Le JRS s'est engagé à travailler de concert avec la population réfugiée, leur rendant visite chez eux, leur offrant des conseils et les aidant à s'adapter à la vie en Équateur.

intégration **IBARRA** Le JRS travaille de concert avec les réfugiés et aussi avec la communauté d'accueil, organisant des rencontres pour les 2 groupes de façon à faciliter l'intégration des réfugiés et leur acceptation par la population locale. De bonnes relations et une compréhension mutuelle entre les réfugiés et leur communauté d'accueil sont vitales si l'on veut surmonter les préjugés et la discrimination.

activités rémunératrices **IBARRA** Le JRS s'est investi dans un réseau d'organisations qui essaie d'améliorer le niveau de vie des réfugiés, principalement à travers des projets capables de générer de petits revenus. L'un des programmes comporte la culture de la terre, offrant ainsi aux réfugiés, qui habituellement n'ont pas accès à la terre, la possibilité de planter des semences et de produire de la nourriture. Le JRS offre aussi des formations professionnelles.

recherche **IBARRA** L'augmentation significative du nombre de réfugiés colombiens entrés en Équateur en 2003 a obligé le JRS à multiplier ses projets et à engager de nouveaux membres pour y travailler. Vers la fin de 2003, le JRS a lancé un programme de recherche pour évaluer les conditions de vie des réfugiés et établir quels sont leurs besoins exactement. Cette recherche sera très importante car le JRS commence une planification stratégique pour l'accompagnement future des réfugiés. Elle sera également utilisée pour encourager le développement de réseaux et de partenariats avec d'autres ONG, organisations ecclésiales, gouvernements locaux et groupes communautaires.

sensibilisation **IBARRA** Une des principales difficultés à laquelle sont affrontés les réfugiés en Équateur est qu'on s'arrange souvent pour qu'ils se sentent invisibles, qu'ils soient exclus du débat, ignorés ou au contraire dépréciés par les médias et marginalisés dans la société. Tout en travaillant avec les communautés d'accueil sur des projets d'intégration, le JRS essaie de faire prendre conscience de la situation des réfugiés colombiens à la population équatorienne. Pour cela il utilise des campagnes médiatiques, des conférences et des rencontres avec les groupes "communautaires".

PANAMA



Directeur du JRS Panama
Miquel Cortes SJ

Selon les statistiques du HCR publiées en décembre 2003, il y a 759 réfugiés identifiés à Panama, 30 demandeurs d'asile et 589 personnes sous protection temporaire, dont la majorité vient de Colombie. Des chiffres officiels parlent de plus de 2.000 Colombiens à Panama. En avril, 109 Colombiens, parmi lesquels 63 enfants, vivant à Alto Tuirá, ont été déportés de force par les autorités panaméennes, un déplacement qui a été critiqué par des groupes de défense des droits de l'homme. Malgré la condamnation, une opération semblable de rapatriement a été menée en décembre 2003. En juillet, on était arrivé à un accord entre les gouvernements panaméen et colombien à propos du rapatriement volontaire. Il est à craindre que les réfugiés soient obligés de signer une déclaration disant qu'ils souhaitent retourner en Colombie alors qu'ils souhaitent rester au Panama.

JACQUÉ, région de Darién Le JRS travaille de concert avec l'organisation *Fe y Alegría* et les Sœurs Missionnaires Thérésiennes, pour améliorer les conditions de vie et pour promouvoir le bien-être des réfugiés que nous accompagnons. L'aide prend la forme d'assistance technique agricole et d'assistance pastorale.

assistance générale

JACQUÉ Des réunions stratégiques de planifications ont été tenues en septembre et parmi les projets pour le futur qui en sont sortis on peut citer: la défense juridique pour aider les réfugiés à obtenir les papiers légaux et faire que le processus applicable aux réfugiés puisse suivre son cours. Cela inclut le travail avec le gouvernement pour établir une nouvelle loi sur la migration ainsi qu'une sensibilisation sur les droits des réfugiés et des programmes d'information s'adressant en priorité aux communautés qui "accueillent" les réfugiés.

planning

MEXIQUE



Directeur du JRS Mexique
Pedro Arriaga SJ

La région où œuvre le JRS comprend la commune de Chenalhó, dans la région des Chiapas, une zone affectée par ce qu'on nomme officiellement des "déplacements pour causes de guerre". Les 3 groupes qui demandent un soutien spécifique sont les personnes déplacées, celles qui ont été réinstallées et celles qui sont revenues chez elles. Les conditions de vie sont sous le seuil de décence. De plus une importante présence militaire sur le site pèse très lourd sur les gens des Chiapas locaux, les souvenirs de guerre entraînent des conséquences psychologiques continues sur les populations déplacées. Cependant, le gouvernement a laissé entendre qu'une présence de l'ONU sur le site, pour assister la population déplacée, pouvait être possible.

CHIAPAS Les projets assistés par le JRS touchent 11.150 personnes, parmi lesquelles 7.000 sont des personnes déplacées, 2.000 sont retournés chez elles, et 750 ont été réinstallées. Tous se retrouvent dans 42 communautés et dans 8 camps sur la commune de San Pedro Polhó. Le JRS accompagne ces trois groupes au moyen de l'aide psychologique et sanitaire, des activités culturelles et un soutien économique, afin de renforcer et d'encourager les communautés.



Campagne en faveur des droits, République Dominicaine

COLOMBIE

Nous avons fui La Felicidad après les bombardements, avec nos enfants. Nous avons passé trois mois à un endroit, quatre à un autre endroit. J'ai tout perdu: cochons, poulets et maison...

Mais nous en avions assez de mendier notre nourriture et de réclamer un toit, aussi nous avons décidé de retourner chez nous, nous pourrions au moins cultiver quelque chose. Nous sommes donc des "personnes déplacées mais de retour". Nous avons découvert que la rivière avait inondé nos champs, et emporté nos maisons.

Nous avons souffert ici: les inondations, et puis le bombardement. Et pourtant nous l'appelons toujours Felicidad, ce qui veut dire bonheur.

Personnes déplacées de la région de Magdalena Medio en Colombie

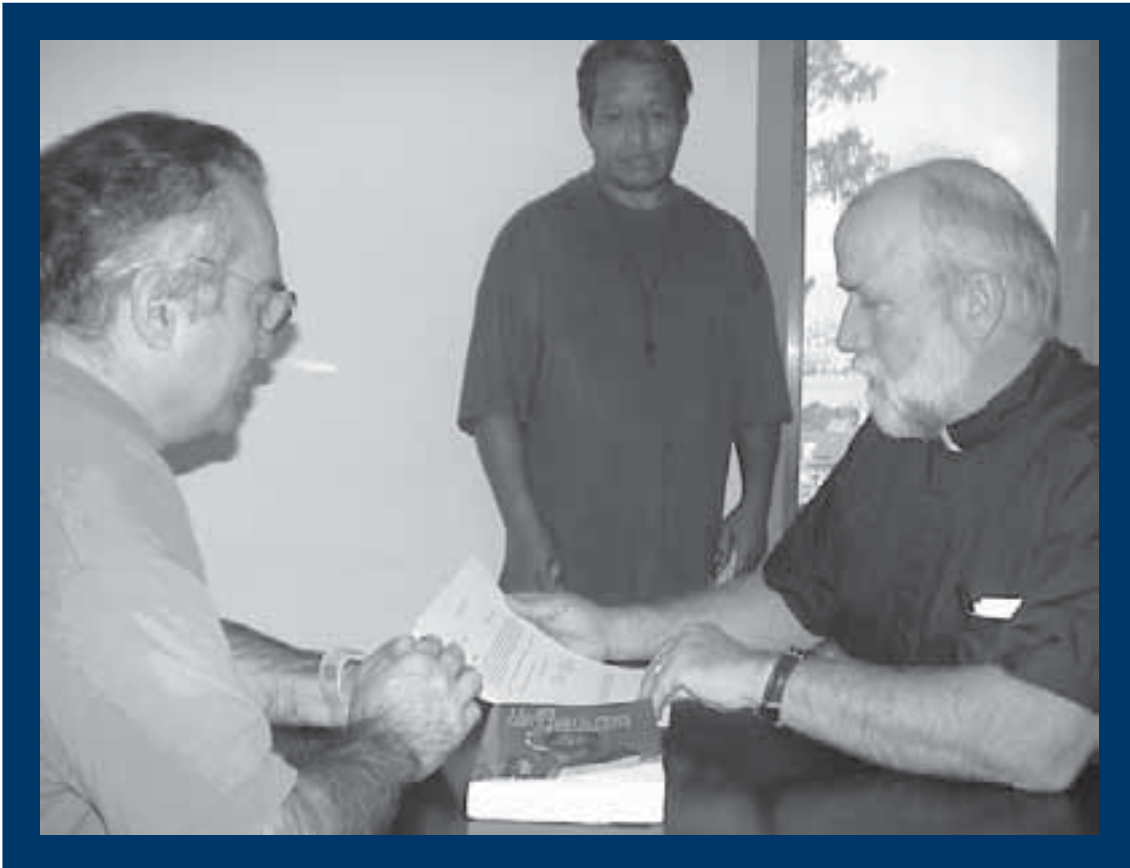


Tierralta, Colombie

République Dominicaine



ÉTATS-UNIS – CANADA



JRS États-Unis

San Pedro Detention Centre, Los Angeles, USA

Le contexte dans lequel a oeuvré le JRS est resté fortement influencé par 3 facteurs: la législation fédérale restrictive sur la détention pour les habitants non-citoyens, le nouveau climat sécuritaire qui a suivi le 11 septembre, et le passage en mars 2003 de l'autorité sur la détention des immigrés au ministère de la sécurité nationale (Department of Homeland Security – DHS) récemment créé.

Le programme fédéral pour les réfugiés a continué à sombrer avec un nombre de personnes réinstallées en dessous de la barre des 30.000, chiffre en baisse pour la deuxième année, bien que l'objectif du gouvernement soit de 70.000. En plus des obstacles légaux croissants rencontrés par les demandeurs d'asile, la crainte que beaucoup d'habitants non-citoyens musulmans ou d'origine arabe détenus après le 11 septembre n'aient pas reçu la protection légale qui leur est due s'est accrue.

Ils ont continué de bloquer les demandeurs d'asile haïtiens en haute mer et de les renvoyer à Haïti. De plus, une décision fédérale générique a été adressée aux responsables de l'immigration afin qu'ils tiennent compte des questions de sécurité nationale dans des cas à venir de libération de prisonniers concernant des Haïtiens venus demander asile aux États-Unis.

Une note plus positive: en octobre, le DHS a annoncé son intention de financer des programmes pour les services religieux dans ses huit centres de détention à travers le pays. Avec la création du ministère de la sécurité nationale, la responsabilité des mineurs seuls a été transférée au bureau pour la réinstallation des réfugiés (Office of Refugee Resettlement), au ministère de la santé. Cependant, le bureau a été lent à procurer aux mineurs une assistance au logement adéquate.

Ken Gavin SJ, directeur du JRS États-Unis

ÉTATS-UNIS – CANADA



Directeur du JRS États-Unis
Ken Gavin SJ

Le JRS s'est joint au Church World Service, une agence pour les réfugiés qui représente les plus importantes églises protestantes aux États-Unis, pour demander un contrat au DHS afin de fournir une assistance spirituelle aux détenus de toutes les confessions des huit centres de détention du ministère. Environ 20.000 détenus sont retenus chaque jour par ou pour le DHS et plus de 200.000 individus passent chaque année par les centres de détention américains. Nous espérons que l'association du JRS avec le CWS permettra de développer un modèle œcuménique et sans forme de prosélytisme pour l'assistance pastorale, qui deviendra par la suite un modèle pour les centres de détention aux États-Unis. Le JRS Canada travaille dans l'advocacy, la recherche et la réinstallation des réfugiés. Les services fournis incluent des cours de langue, une assistance légale et médicale et l'accompagnement pastoral. Le JRS Canada soutient aussi les réfugiés en tant que membre de l'Ecumenical Sanctuary Coalition et du Conseil Canadien des Réfugiés.

détenus, pastorale

En 2003, le JRS a focalisé ses services d'aumônerie sur trois centres de détention pour adultes sous le contrôle direct du DHS: San Pedro (600 détenus) à Los Angeles, El Paso (800 détenus) au Texas et Florence (600 détenus) en Arizona. Les aumôniers du JRS peuvent rencontrer les détenus, leur offrant une assistance pastorale fortement recherchée et appréciée.

Cette année, le programme du JRS d'intervention sociale et de défense des mineurs en détention dans la zone de Los Angeles s'est conclu avec succès. Au cours des quatre dernières années, ce projet a touché la vie de centaines d'enfants, leur apportant espoir et assistance à travers des interventions comme l'organisation de contacts avec des familles et des volontaires des communautés, la mise en place d'une représentation légale, l'amélioration des conditions de détention, et la recherche de solutions pour une transition sûre après libération.

advocacy

- Le JRS s'est joint à d'autres partenaires pour assurer une compréhension meilleure du système international des allocations d'aide alimentaire et de ses effets sur les populations réfugiées. Cette coalition informelle s'est employée avec succès à faire augmenter de plus de 500 millions de dollars les fonds pour l'aide alimentaire en Afrique de l'Est.
- Le JRS et d'autres partenaires ont continué de réaliser des actions de défense auprès du Département d'État fédéral, le Conseil de sécurité nationale, le bureau de la Maison Blanche pour les initiatives communautaires et le DHS afin de relancer le programme de réinstallation des réfugiés du gouvernement fédéral.
- Le JRS a aussi consacré une partie considérable de son travail d'advocacy à la grave situation en Colombie.

recherche

Le JRS a continué à offrir son assistance à divers projets de recherche de l'université de Fairfield sur des thèmes qui touchent les réfugiés, les migrations et les demandes d'asile.

bourses d'études

La bourse d'étude *Keeping Hope Alive* pour les réfugiés a continué de solliciter des fonds pour les réfugiés désirant fortement poursuivre leurs études universitaires dans leurs propres pays.

CANADA

Au-delà de ce qui est écrit dans la section au-dessus, le JRS Canada a aussi une relation très étroite avec le JRS Colombie et il a commencé à en développer une avec le JRS République Dominicaine.



JRS États-Unis

DÉTENTION AUX ÉTATS-UNIS

Être présent quand personne ne veut se lever de son lit pour vous parler ce matin-là, être présent quand les gens se présentent à votre service et demandent de l'aide légale ou financière que vous ne pouvez pas leur donner, mais vous insultent et vous maltraitent quand vous dites que ce n'est pas possible, être présent quand ils vous approchent et pleurent tout leur saoul pour faire éclater leur énorme stress fait d'émotions comprimées.

Quand j'entre dans une pièce pour rassembler les gens et prier, ils oublient leurs différences pendant une heure et se tiennent par la main en toute amitié au lieu de violence et méfiance. Ils partagent leurs peines, frustrations et désespoirs dans un contexte qui les fait sentir en sécurité. Les blessures sont pansées et se cicatrisent.

Pete Neeley SJ est chapelain JRS au centre de détention San Pedro près de Los Angeles, en Californie



JRS États-Unis

JRS États-Unis



Les publications du JRS

<http://www.jrs.net>
Le site web du JRS

Visitez <http://www.jrs.net> – le site du JRS – pour toutes les nouvelles et les informations sur les réfugiés en temps réel. Le site contient des "Alertes" régulières provenant de pays spécifiques où le JRS est présent, des articles de fond et des reportages des membres du JRS sur le terrain, ainsi que des documents et des publications du JRS.



Pour recevoir gratuitement *Servir* et *Dispatches*, abonnez-vous à travers le site Internet du JRS <http://www.jrs.net/lists/manage.php>

Servir

Servir est une revue de 12 pages, publiée trois fois par an, qui examine les centres d'intérêt du travail du JRS, racontant des histoires de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi que les projets mis en place pour les aider. *Servir* est disponible en français, en anglais, en espagnol et en italien.



Dispatches

Dispatches, un bulletin électronique bi-mensuel d'informations, publie des nouvelles sur la situation des réfugiés et des mises à jour sur les projets et les activités du JRS. Il comprend aussi des réflexions et des histoires de réfugiés. Il est disponible en français, en anglais, en espagnol et en italien.

Les finances du JRS en 2003

Quelques notes brèves d'explication

1. Informations tirées de rapports financiers (recettes et dépenses) reçus des bureaux nationaux et/ou régionaux.
2. Le soutien en nature, en particulier de la part de la Compagnie de Jésus et d'autres congrégations religieuses, n'est pas inclus dans ces chiffres. Même s'il joue un rôle important pour l'activité du JRS, il est difficile à quantifier.

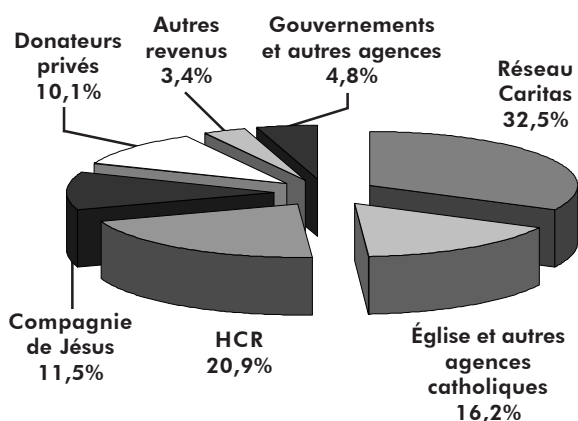
3. Sources de financement:

- *Église et autres agences catholiques* réfère aux dons de conférences épiscopales, de diocèses, de congrégations religieuses et d'agences catholiques différentes de Caritas;
- *Donateurs privés* inclut les dons de particuliers et de fondations privées;
- *Autres revenus* réfèrent aux gains dus aux investissements, aux intérêts bancaires et aux revenus de projets rémunérateurs;
- *Compagnie de Jésus* réfère aux dons de jésuites, de provinces jésuites et de procures jésuites pour les missions.

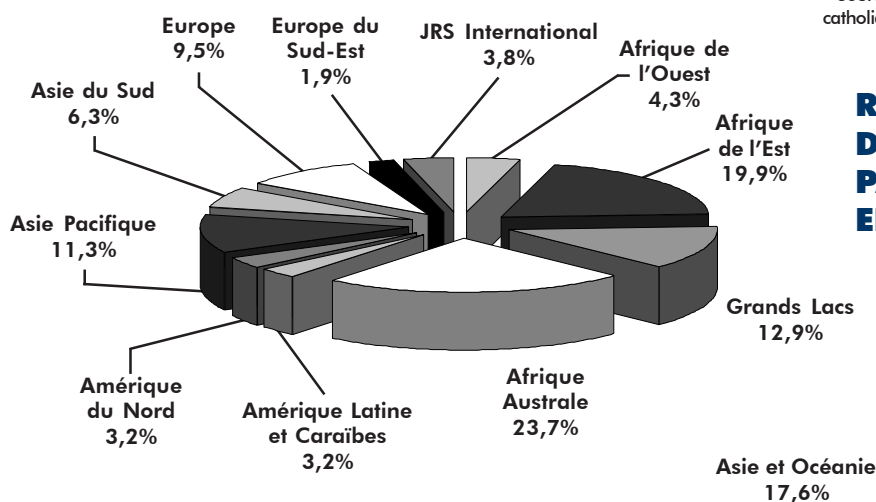
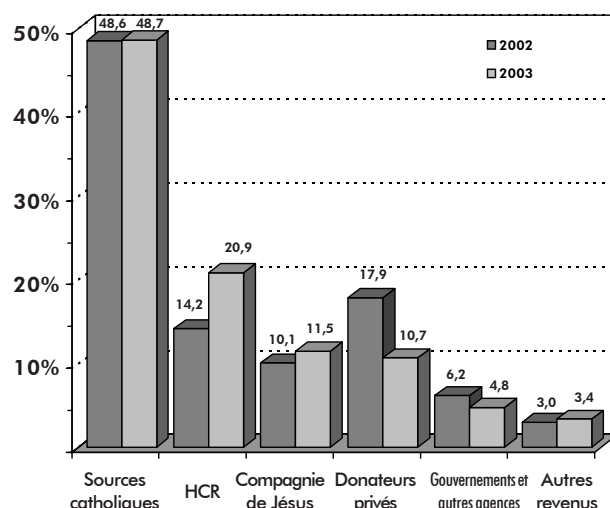
SOURCES DE FINANCEMENT JRS SUR L'ENSEMBLE DE LA PLANÈTE (en dollars des États-Unis)

Sources de financement	Montant
Réseau Caritas	5.668.905
Église et autres agences catholiques	2.826.091
HCR	3.639.440
Compagnie de Jésus	2.006.388
Donateurs privés	1.861.177
Gouvernements et autres agences	833.912
Autres revenus	588.265
Total	17.424.178

SOURCES DE FINANCEMENT EN POURCENTAGE

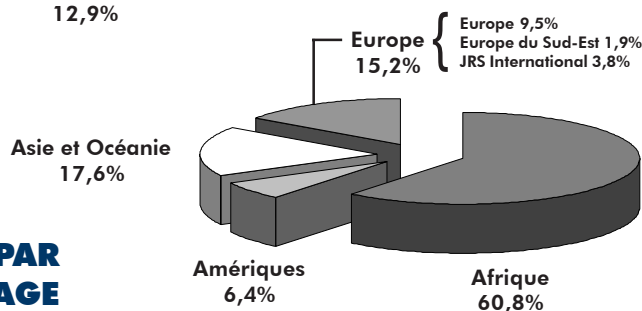


SOURCES DE FINANCEMENT: COMPARATION 2002-2003



RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR CONTINENT EN POURCENTAGE

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR RÉGION EN POURCENTAGE



CONTACTER LE JRS

Bureau International

CP 6139,
00195 Roma Prati, Italie
Tél: +39 - 06 68 97 73 86
Fax: +39 - 06 68 80 64 18
Email: international@jrs.net

Afrique de l'Est

PO Box 76490,
Nairobi, Kenya
Tél: +254 - 20 574 152
Fax: +254 - 20 571 905
Email: eastern.africa@jrs.net

Grands Lacs

B.P. 2382,
Bujumbura, Burundi
Tél: +257 210 494
Fax: +257 243 492
Email: grands.lacs@jrs.net

Afrique Australe

PO Box CY 284, Causeway,
Harare, Zimbabwe
Tél: +263 - 4 708 998
Fax: +263 - 4 721 119
Email: southern.africa@jrs.net

Afrique de l'Ouest

Evêché, B.P. 45,
N'zérékoré, République de Guinée
Tél: +224 - 910 793
Email: west.africa@jrs.net

Asie Pacifique

PO Box 49, Sanampao Post Office
Bangkok 10406, Thaïlande
Tél: +66 - 2 640 9590
Fax: +66 - 2 271 3632
Email: asia.pacific@jrs.net

Asie du Sud

ISI, 24 Benson Road,
Bangalore, 560 046, Inde
Tél: +91 - 80 35 37 742
Fax: +91 - 80 35 37 700
Email: south.asia@jrs.net

Europe

Haachtsesteenweg 8,
B-1210 Brussels, Belgique
Tél: +32 - 2 250 3220
Fax: +32 - 2 250 3229
Email: europe@jrs.net

Europe du Sud-Est

Jordanovac 110,
10000 Zagreb pp 169, Croatie
Tél: +385 - 1 235 4303
Tel/Fax: +385 - 1 234 6129
Email: southeast.europe@jrs.net

Amérique Latine et Caraïbes

Centro Bonó, Apartado 76,
Santo Domingo,
République Dominicaine
Tél: +1809 - 688 1646
Fax: +1809 - 685 0120
Email: latin.america@jrs.net

États-Unis

1616 P Street, NW, Suite 300,
Washington, DC 20036-1405,
États-Unis
Tél: +1 - 202 462 0400
Fax: +1 - 202 328 9212
Email: usa@jrs.net

France

42, Rue de Grenelle
F-75343 Paris Cedex 07,
France
Tél: +33 - 1 44 39 46 00
Fax: +33 - 1 44 39 46 28
Email: france@jrs.net

Belgique

Rue Maurice Liétart, 31/9
B-1150 Bruxelles
Belgique
Tél: +32 - 2 738 0818
Fax: +32 - 2 738 0809
Email: belgium@jrs.net

SOUTENEZ NOTRE TRAVAIL AUPRÈS DES RÉFUGIÉS

Ce sont vos dons qui nous permettent de soutenir les réfugiés et les demandeurs d'asile dans plus de cinquante pays. Si vous souhaitez faire un don, merci de bien vouloir remplir le coupon ci-contre et de l'envoyer au Bureau International du JRS. (Chèques au nom du Jesuit Refugee Service)

Je désire soutenir le travail du JRS

Don ci-joint de

Chèque ci-joint

Nom:

Prénom:

Adresse:

Ville:

Code postal:

Pays:

Téléphone:

Fax:

Email:

Pour les transferts bancaires à l'ordre du JRS

Banque: Banca Popolare di Sondrio, Roma (Italie), Ag. 12
ABI: 05696 – CAB: 03212 – SWIFT: POSOIT22

Intitulé du compte: JRS

Numéro du compte: • pour les Euros: 3410/05

IBAN: IT86 Y056 9603 2120 0000 3410 X05

• pour les dollars des États-Unis: VAR 3410/05

IBAN: IT97 O056 9603 212V ARUS 0003 410

Bruno Rascão

